
NUTRITION

GUIDE POUR SON INTÉGRATION DANS LES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT

VERSION
NUMÉRIQUE



MINISTERIO
DE ASUNTOS EXTERIORES, UNIÓN EUROPEA
Y COOPERACIÓN



Nutrition. Guide pour son intégration dans les interventions de développement

© AECID, 2025

Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID)

Av. Reyes Católicos, 4

28040 Madrid, Espagne

Téléphone : +34 91 583 81 00

OPIN en ligne : 109-25-013-9

Catalogue général des publications officielles : <https://cpage.mpr.gob.es> | www.aecid.es

Directrice et coordination: Ana-Regina Segura Martínez. Responsable du secteur Développement rural, sécurité alimentaire et nutrition de l'AECID.

Remerciements : Cette étude a été réalisée par Mme Fiorella Paredes et M. Santiago Ripoll de l'Institute of Development Studies. Elle a été financée par l'AECID, dans le cadre du contrat mineur de services intitulé *Refuerzo de la capacidad del Área de Desarrollo Rural, Seguridad Alimentaria y Nutrición de la AECID en relación con el análisis y conceptualización de los proyectos vinculados a la Nutrición en la Cooperación Española*.

Aux 20 personnes qui ont été interviewées pour l'élaboration de ce guide et dont les noms figurent à la page 15.

À Mme Nuria San Segundo pour tout le travail administratif lié à la préparation de ce document.

Citation recommandée : AECID (2025) *Nutrition. Guide pour son intégration dans les interventions de développement*. Madrid: AECID. Manuels de la Coopération Espagnole 2025, n° 13, version numérique.

Conception originale : Unité de Communication.

Mise en page : Mme Lara Lanceta

Cet ouvrage peut être reproduit en tout ou en partie par tout moyen ou procédé, connu ou inconnu, y compris la reprographie et le traitement informatique.

Cette œuvre peut être reproduite en tout ou en partie par tout moyen ou procédé connu ou inconnu, y compris la reprographie et le traitement informatique, à condition que la source et les détenteurs des droits d'auteur soient dûment mentionnés.



TABLE DES MATIÈRES



Pag 5	PRÉSENTATION
Pag 7	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL
Pag 17	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION
Pag 24	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID
Pag 38	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT
Pag 53	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES
Pag 54	5.1 FRONTS PARLEMENTAIRES CONTRE LA FAIM EN AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES
Pag 66	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN
Pag 67	6.1. ÉTUDE DE CAS : GUATEMALA
Pag 77	6.2. ÉTUDE DE CAS : HONDURAS
Pag 82	6.3. ÉTUDE DE CAS : NIGER
Pag 88	6.4. ÉTUDE DE CAS : MOZAMBIQUE
Pag 97	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID
Pag 105	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID
Pag 113	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS
Pag 133	SECTION 10. RECOMMANDATIONS

PRÉSENTATION



Pour la Coopération espagnole, la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été, est et restera une priorité stratégique pour éradiquer la faim et toutes les formes de malnutrition. Nous travaillons, dans la perspective du droit humain à l'alimentation, contre l'insécurité alimentaire, contre l'obésité, le surpoids et la malnutrition, en contribuant à une alimentation adéquate et en assurant l'accès de tous à une alimentation saine, nutritive et suffisante.

Conformément à cette approche, reprise dans le Plan directeur 2024-2027, l'AECID a décidé d'élaborer ce guide pour l'intégration de la nutrition dans les interventions menées par l'Agence, en tant qu'engagement complémentaire de notre travail dans ce domaine si important pour la réalisation effective des objectifs de développement durable (ODD) et l'accompagnement de nos partenaires dans la triple transition sociale, écologique et économique.

Sous les orientations de ce guide, l'AECID s'emploiera à lutter contre l'insécurité alimentaire chronique, transitoire ou saisonnière, et encouragera une agriculture résiliente au changement climatique, de manière à garantir la sécurité alimentaire et une nutrition équilibrée pour tous. Tout cela sans mettre en péril les bases économiques, sociales et environnementales qui permettent d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des générations futures. Les systèmes agroalimentaires devraient permettre à tous d'avoir accès à une alimentation durable. Nous travaillerons par exemple à la promotion d'initiatives de conservation des semences, à la prestation d'une assistance ou d'une aide alimentaire d'urgence aux populations vulnérables, et nous accorderons une attention particulière à la lutte contre la dénutrition infantile et des femmes.

Les engagements internationaux en la matière, tels que la Nutrition Team Europe, le Sommet N4G qui se tiendra en 2025 à Paris et la réunion mondiale du mouvement SUN en 2025, nous obligent à être vigilants dans ce domaine afin de pouvoir y participer avec un bagage de bonnes pratiques et d'enseignements tirés du travail quotidien de l'AECID.

Ce guide recueille l'expérience de ces bonnes pratiques à travers des études de cas basées sur l'expérience de quatre bureaux de la Coopération espagnole de notre réseau extérieur : le Guatemala, le Honduras, le Niger et le Mozambique, en tant que pays partenaires importants avec lesquels nous travaillons sur des projets de nutrition.

Enfin, nous espérons que ce guide pourra contribuer à améliorer la gestion des connaissances dans le domaine de la nutrition, en aidant à l'intégration de cette problématique dans les interventions menées par l'AECID dans tous les secteurs, et à fournir également des références valables pour l'ensemble de la Coopération espagnole et d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux.



PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL

1

L’objectif de ce guide est de systématiser les expériences programmatiques et opérationnelles de l’AECID en matière de nutrition, ainsi que de recueillir l’impact des actions encouragées par l’Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) dans le secteur de la nutrition au sein de la coopération internationale. Ce guide vise à contribuer à l’héritage de l’AECID, en montrant l’évolution conceptuelle et pratique des interventions nutritionnelles promues par l’Agence. Le guide comprend une analyse historique des actions financées par l’AECID en matière de nutrition, ainsi qu’une analyse des dernières tendances dans différents pays du domaine de la coopération espagnole. Il explore également la présence et l’influence de la coopération espagnole dans les forums internationaux sur la nutrition.

Cette étude repose sur une analyse critique de la construction discursive de la nutrition et des interventions nutritionnelles, adoptant une approche concrète, conçue pour générer des applications pratiques ayant un impact réel sur les programmes et les projets.

Cette analyse¹ est basée sur les activités suivantes : (i) revue bibliographique des politiques, des programmes et des projets financés par la coopération espagnole en matière de nutrition, ainsi que de la littérature scientifique pertinente dans le domaine des sciences sociales, de l’histoire de la coopération, de la santé publique et de la nutrition ; (ii) examen des bases de données de l’OCDE, par le biais de codes nutritionnels (Basic nutrition et marker nutrition), et d’autres bases de données ; (iii) analyse de l’évolution des ressources financières et thématiques (et des approches théoriques) de projets de nutrition, ayant une approche de genre et intersectionnelle ; (iv) entretiens avec des informateurs clés dans la mise en œuvre et l’évaluation des programmes de nutrition qui se présentent de manière anonyme : au siège de l’AECID (4), dans les bureaux de la Coopération espagnole de l’AECID (7), dans des ONG (6), des organismes internationaux (4), et avec des experts nationaux en nutrition (3). Des études de cas ont également été utilisées pour approfondir les enseignements tirés en matière de nutrition, en sélectionnant des pays et des programmes internationaux où l’AECID a encouragé des initiatives innovantes et intéressantes dans le domaine de la nutrition : le Mozambique, le Niger, le Honduras et le Guatemala, ainsi que l’initiative des Fronts parlementaires contre la faim. La liste complète des acteurs interrogés est présentée en annexe de cette section.

Notez que ce guide est complémentaire au Guide sectoriel sur le développement rural, l’agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition², publié par l’AECID en 2022. Le présent guide se concentrera principalement sur les interventions nutritionnelles de manière spécifique. Dans ce guide, la nutrition est comprise comme un concept et un cadre d’application en coopération internationale, interconnecté avec la sécurité alimentaire, le développement rural et agricole, mais également lié à d’autres secteurs, tels que l’eau et l’assainissement, la santé, l’éducation, etc.

1 Cette étude a été réalisée par Fiorella Paredes et Santiago Ripoll, Institute of Development Studies. Elle a été financée par l’AECID, dans le cadre du contrat mineur de services intitulé *Refuerzo de la capacidad del Área de Desarrollo Rural, Seguridad Alimentaria y Nutrición de la AECID en relación con el análisis y conceptualización de los proyectos vinculados a la Nutrición en la Cooperación Española*, dossier 2024Qde00008.

2 <https://bibliotecadigital.aecid.es/bibliodig/es/consulta/registro.do?id=13279>

CADRE CONCEPTUEL

Comme indiqué, cette systématisation des expériences donne la priorité aux interventions nutritionnelles financées ou encouragées par l'AECID. Étant donné que l'analyse présentée dans cette étude cherche à montrer comment les discours et les pratiques en matière de nutrition ont évolué au fil du temps, l'objectif ici n'est pas de proposer des définitions fermées de ce qu'est la malnutrition et de ce qu'est une intervention nutritionnelle dans le cadre du développement. La position de la nutrition au sein de la coopération pour le développement et les différents cadres théoriques ont considérablement varié au fil du temps, avec différents types d'interventions mises en œuvre par diverses institutions publiques, privées et du secteur tertiaire.

Afin de retracer l'histoire récente des interventions nutritionnelles financées par l'AECID et de proposer un positionnement dans les débats mondiaux et régionaux actuels sur la nutrition, cette étude se concentre sur les dimensions suivantes :

1. Parcours professionnel des coopérants impliqués dans les interventions nutritionnelles et rôles au sein de la structure organisationnelle de l'AECID et d'autres acteurs de la coopération en matière de nutrition.
2. Changements dans les interventions nutritionnelles au fil du temps :
 - Types d'interventions (directes et indirectes).
 - Variation dans l'utilisation des cadres théoriques
3. Évolution des stratégies et des projets en matière de nutrition :
 - Changements dans la conception des stratégies et des projets
 - Identification de l'influence du financement de la coopération espagnole sur ces changements
 - Changements dans les instruments financiers et de soutien
4. Bonnes pratiques et enseignements tirés en matière de nutrition dans les interventions financées par l'AECID :
 - Principaux exemples et défis à relever.s.
 - Facteurs de réussite pour obtenir des effets sur la nutrition.
5. Intégration de la dimension de genre dans les projets de nutrition :
 - Intégration de la dimension de genre depuis l'apprentissage organisationnel.
 - Interventions spécifiques de genre et transversalisation du genre.
6. Facteurs de réussite et obstacles :
 - Facteurs de réussite pour obtenir des effets sur la nutrition.
 - Obstacles et opportunités
7. Identification de recommandations pour l'AECID :
 - Amélioration des interventions nutritionnelles.
 - Positionnement dans les forums mondiaux et régionaux.

CONCEPTS IMPORTANTS

Agriculture sensible à la nutrition : approche qui cherche à maximiser la contribution de l'agriculture à la nutrition. Elle consiste à concevoir des systèmes agricoles qui favorisent la diversité alimentaire, améliorent le contenu nutritionnel des cultures et s'attaquent aux causes sous-jacentes de la malnutrition dans les communautés agricoles.

- » Pour en savoir plus sur ce concept : **La prise en compte des enjeux nutritionnels dans l'agriculture, pierre angulaire d'un monde en meilleure santé**

Alimentation/régime alimentaire sain : basé(e) sur des aliments variés peu transformés, équilibrés entre les groupes d'aliments, avec restriction de produits hautement transformés. Ils comprennent des céréales complètes, des légumineuses, des noix, des fruits et des légumes, avec des quantités modérées de protéines animales.

- » Pour en savoir plus sur ce concept : **Alimentation saine (www.who.int/fr)**

Qualité de l'alimentation : elle comprend la variété, l'adéquation, la modération et l'équilibre général de l'apport en nutriments. Elle prend également en compte l'exposition aux risques pour la sécurité alimentaire (food safety hazards).

Double fardeau de la malnutrition : phénomène dans lequel la dénutrition et le surpoids/l'obésité coexistent au sein d'une même population, d'un même ménage ou d'un même individu. Il reflète les transitions nutritionnelles dans des pays en développement et pose des défis complexes aux politiques de santé publique.

- » Pour en savoir plus sur ce concept : **Lancet Series 2019 Double Burden Malnutrition, English Edition (unicef.org)**

Émaciation : poids insuffisant par rapport à la taille, résultant généralement d'une perte de poids récente due à un apport alimentaire inadéquat et/ou à une maladie. Chez les enfants de moins de cinq ans, elle est définie comme un rapport poids/taille inférieur à -2 écarts-types de la médiane des Normes de croissance de l'enfant de l'OMS.

- » Pour en savoir plus sur ce concept : **Nutrition and Care for Wasting Children (UNICEF)**

Environnement alimentaire : contexte physique, économique, politique et socioculturel dans lequel les consommateurs interagissent avec les systèmes agroalimentaires pour prendre des décisions concernant l'approvisionnement, la préparation et la consommation d'aliments.

- » Pour en savoir plus sur ce concept : **Food-Environments-for-SFS_EU-FPC.pdf**

Éducation nutritionnelle : stratégies et activités visant à promouvoir des comportements alimentaires sains en améliorant les connaissances, en changeant les attitudes et en développant les compétences des individus et des communautés. Elle est fondamentale pour promouvoir des choix alimentaires éclairés et durables.

- » **Pour en savoir plus sur ce concept** : ¿Qué es la educación nutricional y por qué es tan importante? | [Acción contra el hambre \(accioncontraelhambre.org\)](http://Acción contra el hambre (accioncontraelhambre.org))

Approche des systèmes agroalimentaires : perspective holistique qui examine toutes les étapes et tous les acteurs impliqués dans la production, la distribution, la consommation et l'élimination des denrées alimentaires. Elle tient compte des interactions complexes entre ces éléments et de leur impact sur la nutrition, l'environnement et l'économie.

- » **Pour en savoir plus sur ce concept** : [NewScienceofSusFood.pdf\(ipes-food.org\)](http://NewScienceofSusFood.pdf(ipes-food.org))

État nutritionnel : état physiologique résultant de la relation entre l'apport en nutriments, les besoins et la capacité de l'organisme à digérer, absorber et utiliser ces nutriments.

Faim : sensation physique inconfortable ou douloureuse provoquée par un apport énergétique alimentaire insuffisant. Synonyme de dénutrition chronique, mesurée par la prévalence de la sous-alimentation.

- » **Pour en savoir plus sur ce concept** : [La faim et l'insécurité alimentaire | FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture](#)

Insécurité alimentaire aiguë : situation qui menace des vies ou des moyens de subsistance dans une zone spécifique et à un moment précis, quelles qu'en soient les causes ou la durée. Elle oriente les actions axées sur des objectifs à court terme afin de prévenir ou d'atténuer l'insécurité alimentaire grave.

- » **Pour en savoir plus sur ce concept** : [La faim et l'insécurité alimentaire | FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture](#)

Les « 1 000 jours » désignent la période critique qui va du début de la grossesse d'une femme au deuxième anniversaire de son enfant. Cette période est cruciale pour une nutrition optimale, car elle a un impact significatif sur le développement cognitif et physique de l'enfant. Une nutrition adéquate pendant cette période peut prévenir les retards de croissance, réduire la pauvreté et améliorer l'état de santé général. Les in-

terventions au cours de cette période sont considérées comme très efficaces pour la santé et le développement à long terme.

- » **Pour en savoir plus sur ce concept : [Why 1,000 Days - 1,000 Days \(thousand-days.org\)](https://www.why1000days.org)**

Malnutrition : état causé par un apport inadéquat, déséquilibré ou excessif de nutriments. Elle comprend aussi bien la dénutrition que le surpoids et l'obésité, ainsi que des maladies non transmissibles liées au régime alimentaire.

- » **Pour en savoir plus sur ce concept : [Malnutrition \(who.int\)](https://www.who.int)**

Cadre conceptuel des facteurs déterminants de la nutrition maternelle et infantile de l'UNICEF : outil fondamental pour comprendre les causes de la malnutrition. Il identifie trois niveaux de causes : immédiates (apport alimentaire inadéquat et maladies), sous-jacentes (insécurité alimentaire, soins inadéquats, environnements malsains) et fondamentales (contexte socio-économique et politique). Le cadre met l'accent sur l'interdépendance entre ces facteurs et oriente des interventions intégrales visant à améliorer la nutrition des enfants.

- » **Pour en savoir plus sur ce concept : [Desnutrición infantil : UNICEF España](https://www.unicef.es)**

Nutrition communautaire : approche cherchant à améliorer l'état nutritionnel au niveau communautaire par le biais d'interventions participatives et culturellement appropriées. Elle implique la mobilisation des ressources locales et l'autonomisation de la communauté pour résoudre des problèmes nutritionnels spécifiques.

Nutrition dans les situations d'urgence : interventions nutritionnelles spécifiques mises en œuvre dans des situations de crises humanitaires, de catastrophes naturelles ou de conflits. Elles visent à prévenir la malnutrition aiguë, à préserver la santé et à sauver des vies dans des contextes où l'accès aux aliments et aux services de base est limité.

- » **Pour en savoir plus sur ce concept : [Élaborer des programmes de nutrition en situations d'urgence | UNHCR](https://www.unhcr.org)**

Nutrition sensible au genre : approche qui reconnaît et prend en compte les différents besoins nutritionnels, rôles et opportunités des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Elle tient compte de la manière dont les normes de genre affectent l'accès aux aliments, la prise de décision et l'état nutritionnel, en recherchant l'équité dans les interventions nutritionnelles.

- » **Pour en savoir plus sur ce concept : [Integrar-el-enfoque-de-g-nero.pdf \(nipn-nutrition-platforms.org\)](https://nipn-nutrition-platforms.org)**

Besoins énergétiques alimentaires : quantité d'énergie nécessaire pour maintenir les fonctions corporelles, la santé et une activité normale. Elle varie en fonction de l'âge, du sexe, de la taille et du niveau d'activité physique.

- » Pour en savoir plus sur ce concept : **Energétiques alimentaires | Nutrition | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (fao.org)**

Résilience nutritionnelle : capacité des individus, des ménages et des communautés à maintenir ou à améliorer leur état nutritionnel face aux chocs et aux stress (tels que les catastrophes naturelles, les crises économiques ou les conflits). Elle implique des stratégies d'adaptation pour garantir une nutrition adéquate dans des circonstances défavorables.

- » Pour en savoir plus sur ce concept : **Renforcer la résilience | World Food Programme (wfp.org)**

Retard de croissance : taille insuffisante par rapport à l'âge, reflétant des épisodes antérieurs de dénutrition durable. Chez les enfants de moins de cinq ans, il est défini comme une taille par rapport à l'âge inférieure à -2 écarts-types de la médiane des Normes de croissance de l'enfant de l'OMS.

- » Pour en savoir plus sur ce concept : **Le retard de croissance chez l'enfant: Contexte, Causes et Conséquences (who.int)**

Sécurité alimentaire et nutritionnelle : le premier Sommet mondial de l'alimentation affirme que « la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ».

Ce concept a évolué en tenant compte de la multidimensionnalité, de la multiplicité des acteurs et des niveaux (mondial, national et individuel) ; il est ainsi passé d'une approche centrée uniquement sur l'approvisionnement alimentaire, mettant l'accent sur la disponibilité des aliments, à une approche plus large incluant l'accès physique et économique aux aliments, passant d'un regard porté à l'échelle nationale et globale à une perspective considérée sous les angles familial, local et individuel. Postérieurement, grâce aux contributions sur la nutrition, publiées par The Lancet, le mouvement *Scaling Up Nutrition*, l'Initiative 1000 jours, entre autres, l'approche nutritionnelle a été identifiée comme fondamentale pour mener une vie active et saine. Ainsi, des aspects liés à l'équilibre adéquat des nutriments, aux pratiques de soins, à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, à l'accès aux soins de santé et à la mise en place d'environnements sains ont été ajoutés au concept. En ce qui concerne l'intégration de la nutrition dans la sécurité alimentaire, le Comité de la sécurité alimentaire mon-

diale (CSA) a affirmé en 2012 que la dimension nutritionnelle faisait partie intégrante du concept de sécurité alimentaire.

De plus, en raison des problèmes de saisonnalité qui affectent les populations vulnérables, la stabilité a été intégrée en tant qu'autre pilier de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

En outre, le groupe d'experts de haut niveau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale a souligné, en 2020, qu'il était nécessaire de reconnaître deux dimensions fondamentales supplémentaires :

- la durabilité renvoie à la capacité des systèmes alimentaires, sur le long terme, d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition sans compromettre les bases économique, sociale et environnementale nécessaires à la sécurité alimentaire et à la nutrition des générations futures ; et,
- l'agencéité désigne la capacité des personnes, individuellement ou collectivement, de décider par elles-mêmes les aliments qu'elles consomment et produisent ainsi que la manière dont ces aliments sont produits, transformés et distribués, et de participer aux processus qui façonnent les politiques et les structures de gouvernance des systèmes alimentaires.

» **Pour en savoir plus sur ce concept :** https://bibliotecadigital.aecid.es/bibliodig/es/catalogo_imagenes/grupo.do?path=1031351

Souveraineté alimentaire : droit des peuples à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle donne la priorité à la production locale, à l'accès aux ressources productives et à la participation à la prise de décision en matière de politiques alimentaires, favorisant ainsi l'autonomie et la durabilité.

» **Pour en savoir plus sur ce concept :** [La souveraineté alimentaire - Via Campesina](#)

Surpoids et obésité : Poids corporel supérieur à la normale pour la taille, résultant d'une accumulation excessive de graisse. Chez l'adulte, il est défini par un IMC ≥ 25 kg/m² pour le surpoids et ≥ 30 kg/m² pour l'obésité.

» **Pour en savoir plus sur ce concept :** [Principaux repères sur l'obésité et le surpoids \(who.int\)](#)

ANNEXE 1 À LA SECTION 1 - LISTE DES ACTEURS INTERROGÉS

Voici la liste des acteurs interrogés, dont la contribution dans les domaines de la nutrition et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'échelle mondiale est essentielle. Leurs contributions lors des entretiens réalisés pour l'élaboration de ce guide ont été déterminants, c'est pourquoi nous exprimons toute notre gratitude à leur égard pour leurs réflexions, leur disponibilité et leur soutien.

NUM.	ACTEURS INTERROGÉS	ORGANISATION
1	Menna Segred Abraha	Acción contra el Hambre (ACH)
2	Cristina Fernández Simon	Acción contra el Hambre (ACH)
3	Antonio Vargas Brizuela	Acción contra el Hambre (ACH)
4	Amador Gómez Arriba	Acción contra el Hambre (ACH)
5	David Montesinos Sánchez	AECID- ECO Guatemala
6	Fernando Regulez	AECID- ECO Mozambique
7	Juan Jose Lavin	AECID- ECO Niger
8	María Aguado Alvarez	AECID- ECO Honduras
9	Ana Regina Segura	AECID- Área de Desarrollo Rural, Seguridad Ali-mentaria y Nutrición
10	José Luis Burgos	AECID- Unidad de Género
11	Oriana Ramírez	AECID- Salud
12	Belén Llera	AECID- Oficina de Ayuda Humanitaria
13	José María Medina	Enraíza Derechos
14	Luis Lobo	FAO- Soutien à l'initiative « L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim ».
15	Juan Echanove	FAO - Bureau du Droit à l'alimentation
16	Claire Mason	FAO - Bureau du Droit à l'alimentation
17	Alba Rodríguez Díaz	FIIAPP
18	Enrique De Loma-Ororio	Instituto de Estudios del Hambre
19	Gabriel Ferrero De Loma-Ororio	Comité des Nations unies sur la sécurité alimen-taire mondiale
20	José Luis Vivero Pol	ONU - Programme alimentaire mondial (PAM)



PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION

2

Le monde est confronté à de multiples défis nutritionnels ; bien que la malnutrition demeure une priorité et que les niveaux de faim persistent, les maladies non transmissibles causées ou aggravées par le surpoids et l’obésité occupent désormais une place centrale dans les préoccupations mondiales, en raison de leur augmentation exponentielle dans les pays du Sud global, et pas seulement dans les pays industrialisés.

La pandémie de COVID-19 a aggravé l’insécurité alimentaire, augmentant vertigineusement la population n’ayant pas accès à des régimes alimentaires adéquats et entraînant un recul des progrès accomplis, ce qui, à son tour, compromet la capacité à mener une vie active et saine.

La forte augmentation de la faim dans le monde entre 2019 et 2021 ne s’est pas inversée au cours des trois années suivantes, avec 9,1 % de la population (entre 713 millions et 757 millions de personnes) souffrant de la faim en 2023 contre 7,5 % en 2019, soit 152 millions de personnes de plus qu’en 2019.

En pourcentage, c’est en Afrique que la proportion de la population touchée par la faim est la plus élevée, avec 20,4 %, suivie de l’Asie avec 8,1 %, de l’Océanie avec 7,3 % et de l’Amérique latine et des Caraïbes avec 6,2 % ; toutefois, si l’on analyse le nombre de personnes touchées par ce fléau, c’est en Asie que l’on trouve le chiffre le plus élevé.

Selon l’Indice de la faim dans le monde (GHI), la situation de faim est alarmante ou grave dans 41 pays : dans 6 d’entre eux, la situation de faim est alarmante, tandis que dans les 35 autres pays, elle est considérée comme grave.

Tableau 1 : Indice de la faim dans le monde par pays

Nº	PAYS	GHI 2024	NO	PAYS	GHI 2024	NO	PAYS	IGH 2024
1	Burundi	35-49.9	2	Sud Soudan	35-49.9	3	Somalie	44.1
4	Yémen	41.2	5	Tchad	36.4	6	Madagascar	36.3
7	Rép. dém. du Congo	34.9	8	Haïti	34.1	9	Niger	34.1
10	Libéria	31.9	11	République centrafricaine	31.5	12	Corée du Nord	31.4
13	Sierra Leone	31.2	14	Afghanistan	30.8	15	Zambie	30.7
16	Guinée-Bissau	30.5	17	Syrie	30.3	18	Soudan	28.8
19	Papouasie-Nouvelle-Guinée	28.8	20	Nigéria	28.8	21	Pakistan	27.9
22	Zimbabwe	27.6	23	Mozambique	27.5	24	Ouganda	27.3
25	Inde	27.3	26	Timor-Leste	27.0	27	Angola	26.6
28	Éthiopie	26.2	29	Rwanda	25.2	30	Kenya	25.0
31	Bénin	24.7	32	Burkina Faso	24.6	33	Mali	24.0

34	République du Congo	24.0	35	Guinée	23.2	36	Tanzanie	22.7
37	Malawi	21.9	38	Djibouti	21.1	39	Mauritanie	21.1
40	Botswana	20.7	41	Côte d'Ivoire	20.6	42	Lesotho	10-19.9*
43	Gambie	19.9	44	Laos RDP	19.8	45	Namibie	19.7
46	Îles Salomon	19.4	47	Bangladesh	19.4	48	Libye	19.2
49	Guatemala	18.8	50	Comores	18.8	51	Togo	18.6
52	Cameroun	18.3	53	Gabon	17.4	54	Indonésie	16.9
55	Bolivie	16.8	56	Myanmar	15.7	57	Eswatini	15.7
58	Honduras	15.6	59	Sénégal	15.3	60	Venezuela	15.1
61	L'Irak	14.9	62	Népal	14.7	63	Cambodge	14.7
64	Philippines	14.4	65	Ghana	13.9	66	Tadjikistan	13.7
67	Nicaragua	13.6	68	Égypte	13.2	69	Maurice	12.8
70	Malasya	12.7	71	Afrique du Sud	12.5	72	Jordanie	12.0
73	Équateur	11.6	74	Vietnam	11.3	75	Sri Lanka	11.3
76	Suriname	10.9	77	Trinité-et-To- bago	10.8	78	Fidji	10.2
79	Thaïlande	10.1						

Source : Scores de l'Indice de la faim dans le monde pour 2024. Classement GHI – Indice de la faim dans le monde (GHI) - publication annuelle révisée par des pairs, conçue pour mesurer et suivre de manière intégrale la faim à l'échelle mondiale, régionale et nationale.

Légende :

- Situation de faim alarmante GHI 35.0–49.9
 Situation de faim modérée GHI 10.0–19.9
- Situation de faim grave GHI 20.0-34.9
 Pays où l'AECID intervient

L’AECID intervient dans 7 des 35 pays où l’indice de la faim est grave (Haïti, Niger, Nigeria, Mozambique, Éthiopie, Mali et Mauritanie), ainsi que dans 10 des 37 pays où la situation de faim est modérée. Il ne fait aucun doute que les caractéristiques et les projets développés dans ces pays, où le GHI est grave ou modéré, visent à atteindre des objectifs adaptés à leurs propres besoins, qui vont au-delà du GHI. Les défis pour lutter contre la faim dans ces pays sont nombreux et incluent diverses crises aggra- vant la situation, telles que les conflits, le changement climatique, les prix élevés des denrées alimentaires, les perturbations des marchés, les crises économiques, les dettes dans les pays à revenu intermédiaire et faible, entre autres.

Par ailleurs, 28,9 % de la population mondiale a souffert d’insécurité alimentaire modérée ou grave, ce qui signifie que 2,33 milliards de personnes n’ont pas eu un accès régulier à une alimentation adéquate. L’Afrique, l’Amérique du Nord, l’Asie et l’Europe n’ont pas enregistré de variations significatives dans la prévalence de l’in- sécurité alimentaire modérée ou grave. Cependant, les chiffres se sont aggravés en Océanie, tandis que, à l’inverse, l’Amérique latine a enregistré des progrès.



© OCE Níger

La moyenne mondiale de l'insécurité alimentaire modérée ou grave, de 28,9 %, double pratiquement lorsqu'on considère la situation en Afrique, où 58 % de la population est touchée. En revanche, l'Amérique latine présente une prévalence de 28,2 %, similaire à la moyenne mondiale, tandis que l'Asie affiche un taux de 24,8 %, légèrement inférieur à la moyenne. En Amérique du Nord et en Europe, la prévalence est de 8,7 %.

Il est également important de noter que les prix des denrées alimentaires ont augmenté en 2022, ce qui a entraîné une hausse du coût moyen d'une alimentation saine à l'échelle mondiale, qui a atteint 3,96 dollars en parité de pouvoir d'achat (PPA) par jour et par personne, par rapport aux 3,56 dollars estimés en PPA en 2021, soit une augmentation de 11,2 %. Cette hausse a été catalysée par les perturbations causées par la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine.

Le coût d'une alimentation saine est très variable ; l'Amérique latine et les Caraïbes sont les régions où le coût est le plus élevé (4,56 dollars PPA), par rapport à l'Asie (4,20 dollars PPA) et à l'Afrique (3,47 dollars PPA). Ainsi, parmi les 1,68 milliard de personnes dans le monde qui n'ont pas pu se permettre une alimentation saine en 2022, 59 % vivaient dans des pays à revenu intermédiaire inférieur. Cependant, si l'on analyse le pourcentage de population dans l'incapacité de se permettre une alimentation saine, on constate que les pays à faible revenu affichent le taux le plus élevé (71,5 %), suivis par les pays à revenu intermédiaire inférieur (52,6 %) et les pays à revenu intermédiaire supérieur (21,5 %).

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	--	--	---	--	---	--	---	--------------------------------------	--------------------------------

De plus, en Amérique latine et dans les Caraïbes, on observe une augmentation de la sous-alimentation et du retard de croissance chez les enfants, une stagnation du taux d'émaciation infantile et une réduction de la mortalité infantile inférieure à la moyenne. Avec l'augmentation des prix des denrées alimentaires, plus de 133 millions de personnes en Amérique latine n'ont pas les moyens de se permettre une alimentation saine. Cette région est confrontée à un triple fardeau de malnutrition, à savoir la dénutrition, le surpoids et l'obésité qui touchent jusqu'à 62,5 % de la population, ainsi qu'à des carences en micronutriments, provoquant de graves problèmes de santé liés à l'alimentation (Morris et al., 2020).

L'AECID fait face à un défi majeur dans son rôle de coopération dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. D'une part, les pays à faible revenu, comme ceux situés en Afrique subsaharienne et Haïti, luttent contre la dénutrition, la faim et l'insécurité alimentaire. D'autre part, les pays à revenu intermédiaire, comme ceux situés en Amérique latine et dans les Caraïbes, doivent relever des défis multiples liés au triple fardeau de la malnutrition. Dans cette région, l'AECID intervient dans 20 pays.

LES IDÉES PRINCIPALES DE CETTE SECTION

- Ces dernières années, un recul des progrès réalisés en matière d'alimentation mondiale a été constaté.
- Une très forte augmentation de la faim a été enregistrée, sans qu'il n'ait été possible de l'inverser ; la plus grande proportion de la population touchée se trouve en Afrique.
- L'Indice de la faim dans le monde (GHI) est alarmant dans 6 pays, dont 5 se situent en Afrique.
- Le GHI est grave dans 35 pays : parmi eux, 27 se situent en Afrique, 1 dans les Caraïbes, 1 en Océanie et 6 en Asie. L'AECID intervient dans 7 de ces 35 pays ayant un GHI grave.
- La moyenne mondiale de l'insécurité alimentaire modérée ou grave est de 28,9 %, touchant 58 % de la population africaine, et 28,2 % en Amérique latine et dans les Caraïbes.
- Les prix des denrées alimentaires ont augmenté en 2022, et l'Amérique latine et les Caraïbes représentent la région du monde où le coût d'une alimentation saine est le plus élevé. La région est également confrontée au triple fardeau de la malnutrition : dénutrition, surpoids et obésité, ainsi que carences en micronutriments.
- L'AECID intervient dans 20 pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Para ampliar estos temas:

- Indice de la faim dans le monde **2017 Global Hunger Index: The Inequalities of Hunger**
- L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde : **content (fao.org)**

Références :

FAO (2024). El estado de la seguridad alimentaria y la nutrición en el mundo. Financiación para acabar con el hambre, la inseguridad alimentaria y malnutrición en todas sus formas. Versión resumida.

FAO. FIDA. OPS. PMA. UNICEF. (2023). América Latina y el Caribe-Panorama regional de la seguridad alimentaria y la nutrición 2023: Estadísticas y tendencias.

Global Hunger Index. Global Hunger Index Scores by 2024 GHI Rank. Disponible sur : **Global Hunger Index Scores by 2024 GHI Rank - Global Hunger Index (GHI) - peer-reviewed annual publication designed to comprehensively measure and track hunger at the global, regional, and country levels**

Morris, M., A. R. Sebastian, V. M. E. Perego, et al. 2020. Future Foodscapes: Re-imagining Agriculture in Latin America and the Caribbean. Washington, DC: World Bank.

Welthungerhilfe, et al. (2024). 2024. Global Hunger Index. How Gender Justice can advance climate resilience and zero hunger.

World Obesity Federation, 2022. The Economic Impact of Overweight & Obesity 2nd Edition with Estimates for 161 Countries.



HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID

3

Pour l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID), la nutrition a été et continue d'être une question prioritaire, intégrée depuis sa création dans ses instruments de gestion, tels que les plans directeurs, et dans la loi qui en est à l'origine, la loi sur la coopération internationale pour le développement (Ley de Cooperación Internacional para el Desarrollo, LCID) de 1998.

Cette priorité est réaffirmée dans la loi 1/2023 sur la coopération pour le développement durable et la solidarité mondiale (Ley 1/2023 de Cooperación para el Desarrollo Sostenible y Solidaridad Global), approuvée en 2023, qui met à jour la politique de coopération espagnole, réaffirme l'engagement en faveur de la nutrition, à travers la promotion de la justice sociale, la lutte contre la faim et toutes les formes de malnutrition, la santé et la couverture sanitaire universelle, et le soutien à la sécurité alimentaire, ainsi qu'à une agriculture et à des systèmes alimentaires durables et résilients, y compris la pêche et l'agriculture familiale.

Cette continuité de la nutrition en tant qu'axe prioritaire pour l'AECID tout au long de son parcours a rendu nécessaire l'évolution des interventions nutritionnelles qui ont connu une série de transformations résultant de l'apprentissage sur le terrain, ainsi que de l'incorporation d'éléments des agendas mondiaux, tels que les objectifs de développement durable, le mouvement Scaling Up Nutrition, parmi d'autres.

En même temps, on identifie des caractéristiques propres à l'AECID, qui ont été introduites dès ses débuts et qui, au fil du temps, ont été réaffirmées, élargies ou renforcées dans son approche : l'engagement en faveur du droit humain à l'alimentation, l'approche multidimensionnelle de la nutrition, liée à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et aux systèmes alimentaires durables. Cela s'explique en partie par le fait qu'elle est intervenue dans des pays à revenu intermédiaire, tels que ceux d'Amérique latine, qui nécessitent une approche intégrale ainsi qu'une vision globale de la malnutrition, et pas uniquement de la dénutrition.



© OCE Guatemala

LA NUTRITION DANS L’AECID À PARTIR DES PLANS DIRECTEURS ET D’AUTRES INSTRUMENTS DE GESTION :

La nutrition a été un axe stratégique pour l’AECID, dont la reconnaissance se reflète dans la création de l’AECID par la loi sur la coopération internationale pour le développement, où la sécurité alimentaire est établie comme un service de base, ce qui l’assimile à une condition fondamentale pour le développement humain et la lutte contre la pauvreté, au même titre que la santé, l’éducation, l’assainissement et la formation des ressources humaines. S’il est vrai que la LCID 1998 intègre la nutrition dans la sécurité alimentaire et ne la mentionne pas expressément, les plans directeurs la signalent explicitement et développent son approche.

Le premier plan directeur 2001-2004 identifie la nutrition comme l’une des priorités horizontales, la reconnaissant comme un élément fondamental de la lutte contre la pauvreté, car elle est perçue comme un phénomène multidimensionnel, où se distinguent l’éducation, la santé, la participation politique et l’accès à une alimentation adéquate. Ces facteurs révèlent être également des conditions pour bénéficier de l’égalité des chances et vivre dans un environnement plus sûr.

Il intègre également l’aide alimentaire, en la classant en trois modalités : celle mise en œuvre par le biais de projets, avec des objectifs et des bénéficiaires préalablement définis, les transferts alimentaires de gouvernement à gouvernement et l’aide d’urgence. Sur ce point, le plan signale explicitement que la stratégie espagnole de lutte contre la pauvreté doit intégrer des objectifs de sécurité alimentaire et une plus grande planification des actions.

En d’autres termes, le premier plan directeur souligne que pour la stratégie espagnole, l’approche de la nutrition est principalement liée au développement et à la lutte multidimensionnelle contre la pauvreté et, dans une moindre mesure, à l’assistance alimentaire seulement. Cette approche exprimée dans le premier plan directeur a été réaffirmée au fil du temps, de sorte que dans les plans directeurs suivants, cette approche est présente, bien qu’avec les transformations nécessaires, basées sur les enseignements tirés au fil du temps.

Ainsi, le deuxième plan directeur 2005-2008 réaffirme que l’objectif principal de la politique publique de coopération pour le développement est la lutte contre la pauvreté, en consolidant sa compréhension comme un phénomène multidimensionnel et en mettant l’accent sur l’élargissement des droits, des opportunités et des capacités de la population défavorisée. Il mentionne à cet égard diverses dimensions de la pauvreté liées à des aspects de la capacité humaine, telles que les capacités économiques, qui comprennent les revenus, les moyens de subsistance et le travail décent ; les capacités humaines, qui comprennent la santé et l’éducation ; les capacités politiques, socioculturelles et celles de protection. Il intègre également la perspective de genre comme condition essentielle pour réduire la pauvreté dans toutes ses dimensions.

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	--	--	---	--	---	--	---	--------------------------------------	--------------------------------

Dans cette optique, des objectifs stratégiques sont établis pour accroître les capacités institutionnelles et sociales, humaines, économiques, celles permettant d'améliorer la durabilité environnementale, d'accroître la liberté et les capacités culturelles, d'accroître l'autonomie des femmes et d'accroître la prévention des conflits et la construction de la paix. Parmi ceux-ci, les objectifs liés aux capacités humaines ont la préférence sur les autres, en raison de leur relation avec les objectifs et les cibles de la Déclaration du Millénaire.

Parmi les capacités humaines, on identifie la santé, l'assainissement, l'éducation et l'accès à la sécurité alimentaire. C'est pourquoi, dans le secteur d'intervention, les domaines suivants sont prioritaires : souveraineté alimentaire, lutte contre la faim, éducation, santé publique, protection, habitabilité de base, accès à l'eau potable et assainissement de base. Il est réaffirmé que les stratégies de lutte contre la faim doivent s'appuyer sur les causes de l'insécurité alimentaire, parmi lesquelles il convient d'aborder le soutien à la petite production agricole et à l'élevage familial, à la pêche artisanale et les différentes formes communautaires et durables d'utilisation et d'exploitation des ressources forestières.

La nutrition est ainsi réaffirmée dans son approche multidimensionnelle de la lutte contre la pauvreté, en en mettant l'accent sur la souveraineté et la sécurité alimentaires, une ligne suivie depuis le premier plan directeur.

Le deuxième plan directeur ajoute le lien entre le secteur des capacités humaines et les droits humains, économiques et culturels, en introduisant un nouvel élément qui ouvre la voie à la prise en compte du droit humain à l'alimentation, qui résulte essentiel, compte tenu de l'impulsion donnée par l'AECID à ce droit. Dans ce contexte, la Stratégie 2007 de lutte contre la faim de la Coopération espagnole pour le développement reprend les points soulevés par FIAN (2005), en soulignant que la différence entre la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation réside dans la responsabilité des États parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ces États sont légalement tenus de respecter, de protéger, de faciliter et de mettre en œuvre le droit à l'alimentation. À cette fin, ils ont l'obligation : (i) de respecter l'accès existant à une alimentation adéquate, ce qui implique que les États ne prennent pas de mesures, de quelque nature que ce soit, ayant pour résultat d'empêcher cet accès, (ii) de protéger, ce qui implique que l'État prenne des mesures pour s'assurer que les entreprises ou les individus ne privent pas les personnes de l'accès à une nourriture adéquate, (iii) de faciliter, ce qui signifie que l'État doit chercher à entreprendre des activités visant à renforcer l'accès de la population aux ressources et moyens qui assurent leurs moyens de subsistance, y compris la sécurité alimentaire, et (v) lorsqu'un individu ou un groupe n'est pas en mesure, pour des raisons indépendantes de sa volonté, de jouir du droit à une alimentation adéquate par les moyens dont il dispose, les États ont l'obligation de rendre ce droit effectif directement.

Il met donc l'accent sur le fait que la stratégie de lutte contre la faim de la Coopération espagnole pour le développement doit contribuer à la sécurité alimentaire familiale, allant de l'accès aux ressources et de l'égalité entre les hommes et les femmes jusqu'au droit à l'alimentation.

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECD	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECD EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECD	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECD	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	--	--	---	--	--	--------------------------------	-----------------------------

Le deuxième plan directeur ajoute également un cadre de référence pour les acteurs qui orientent leurs efforts vers la lutte contre la faim, notamment la création d'une forte volonté gouvernementale, l'obtention d'engagements politiques et économiques de la part des États pour lutter contre la faim, et la priorisation de la lutte contre la faim dans le cadre des stratégies de réduction de la pauvreté et des plans nationaux de développement dans la perspective du droit humain à l'alimentation. Il signale également que les interventions sont plus efficaces lorsqu'elles reposent sur une stratégie conçue et menée par le gouvernement national en collaboration avec la société civile et les secteurs politiques et sociaux, et que les pays bénéficiaires doivent « s'approprier » les objectifs et les stratégies de développement.

De cette manière, les actions promues par la Coopération espagnole visent à ce que les pays disposent d'une politique nationale de sécurité alimentaire et d'un cadre légal établissant le cadre institutionnel requis pour sa mise en œuvre.

De la même manière, le deuxième plan directeur montre que les projets de sécurité alimentaire, articulés avec des initiatives de renforcement des instances de gouvernance locale, ont favorisé l'intégration progressive de la sécurité alimentaire dans les plans de développement municipaux, garantissant ainsi la durabilité des actions.

Ce nouvel élément élargit la manière de gérer les interventions nutritionnelles, en accordant une attention particulière au rôle des gouvernements et à leurs engagements politiques et économiques dans la lutte contre la faim, selon une approche fondée sur le droit humain à l'alimentation. Ainsi, l'action politique est implicitement mise en avant comme un pilier de la lutte pour réduire la faim et atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le rôle de la Coopération espagnole est donc défini comme un soutien technique pour la formulation et la mise en œuvre de politiques liées à la sécurité alimentaire.

L'approche du droit humain à l'alimentation est approfondie dans le troisième plan directeur 2009-2012, adoptant une perspective large de l'approche basée sur les droits (ABD). Cela implique que les objectifs de développement passent par la pleine réalisation des droits humains pour toutes les personnes, ce qui suppose un engagement à la fois politique et juridique. De même, il met l'accent sur le respect et l'application des cadres juridiques internationaux relatifs aux droits humains, principalement inscrits dans les conventions et conférences des Nations Unies.

L'objectif général du troisième plan directeur articule le développement humain durable, l'éradication de la pauvreté et le plein exercice des droits, en précisant qu'il vise à contribuer à des progrès substantiels pour parvenir à ces trois aspects. À cette fin, le secteur d'intervention Développement rural et lutte contre la faim doit contribuer à rendre effectif le droit humain à l'alimentation et à améliorer les conditions de vie et la sécurité alimentaire des populations rurales et urbaines.

Afin d'atteindre le droit humain à l'alimentation, cinq objectifs spécifiques ont été identifiés : (i) promouvoir l'accès à une alimentation décente et adéquate en fonction de la diversité locale et des besoins nutritionnels de chaque secteur de la population, des



© OCE Níger

populations urbaines et rurales en situation de plus grande vulnérabilité, avec une attention particulière aux enfants en bas âge, (ii) promouvoir des systèmes de production durables et soutenir les petits producteurs, (iii) soutenir et encourager le développement rural avec une approche territoriale qui intègre la population vulnérable et tous les acteurs dans la mise en valeur du potentiel des zones rurales, iv) promouvoir dans l'environnement international les accords nécessaires à l'exercice du droit à l'alimentation et à l'amélioration des conditions de vie et d'alimentation de la population, en particulier des groupes les plus vulnérables, et v) promouvoir la recherche scientifique et technologique agroalimentaire et rurale en matière de développement et favoriser la production de connaissances locales dans le domaine de la lutte contre la faim.

Ainsi, la Coopération espagnole pour le développement se distingue par son approche intégrale de la nutrition, où convergent la sécurité alimentaire et le développement rural, de telle sorte que sa conception et son expérience se réaffirment principalement dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et par rapport aux interventions d'assistance alimentaire exclusivement.

En outre, elle renforce le leadership du pays partenaire, la gouvernance et le rôle des pays donateurs en tant que facilitateurs et soutiens, considérés comme des facteurs essentiels pour la création d'opportunités, ce qui est conforme au développement des capacités en tant que processus de développement endogène.

Sans aucun doute, l'approche basée sur les droits est un élément central de l'approche de l'AECD en matière de nutrition, et celle-ci est réaffirmée dans le quatrième plan di-

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	--	---	--	---	---	---	--------------------------------	-----------------------------

recteur 2013-2016, qui est désigné comme l'essence et l'action (« *ser y hacer* ») de la Coopération espagnole, définissant ainsi son essence.

Le cinquième plan directeur reprend également l'EBD, réaffirmant son engagement envers les traités internationaux en matière de droits humains et de développement. De plus, il adopte les cinq domaines essentiels autour desquels s'articule l'Agenda 2030 : les personnes, la planète, la prospérité, la paix et les partenariats. Il intègre de manière transversale l'EBD ainsi que les libertés fondamentales, l'égalité de genre, le respect de la diversité culturelle et la durabilité environnementale.

Il identifie ainsi quatre objectifs primordiaux correspondant aux quatre domaines de l'Agenda 2030 : (i) mettre fin à la pauvreté et à la faim sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, renforcer la résilience et faire en sorte que tous les êtres humains puissent réaliser leur potentiel dans la dignité et l'égalité et dans un environnement sain, (ii) protéger la planète de la dégradation, par une production et une consommation durables, une gestion des ressources naturelles et par des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique, (iii) promouvoir un développement économique intégré, inclusif et durable qui réduise les inégalités, renforce l'équité et les capacités des personnes, afin que tous les êtres humains puissent mener une vie prospère et épanouissante ; et (iv) favoriser des sociétés pacifiques, justes et inclusives, à l'abri de la peur et de la violence.

Sur ce point, il souligne que l'éradication de la pauvreté dans toutes ses dimensions passe par la réduction des inégalités et inversement. À cet effet, il souligne que tous les programmes de coopération espagnols doivent être conçus dans une perspective intégrale ; en d'autres termes, bien qu'ils se concentrent sur un objectif spécifique des Objectifs de développement durable (ODD), ils doivent envisager les quatre domaines, en plus des ODD dans leur ensemble.

Il réaffirme ainsi sa vision d'une approche multidimensionnelle de la pauvreté, bien qu'il intègre rigoureusement l'alignement sur les ODD, et en même temps les résultats de développement de la Coopération espagnole convenus avec les partenaires par le biais de ses propres instruments de planification tels que les cadres de partenariat pays (CPP), qui permettent l'établissement d'une coopération consensuelle et fondée sur le dialogue.

Il souligne également que, pour atteindre l'ODD 2 « Faim zéro », il faut s'attaquer au problème à la racine et à long terme, en plus de renforcer les systèmes agroalimentaires et la production inclusive. Dans ce contexte, il réaffirme que la malnutrition infantile est un problème prioritaire, multi-causal, ayant des dimensions alimentaires épidémiques et un impact considérable sur la mortalité infantile.

L'une des lignes stratégiques consiste à promouvoir des interventions aidant les personnes exposées à l'insécurité alimentaire à avoir un accès physique à des aliments nutritifs. Cette ligne stratégique inclut des programmes d'assistance alimentaire afin de garantir que la population, dans les situations d'urgence, puissent avoir un accès tem-

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	---	---	---	--------------------------------	-----------------------------

poraire à une alimentation et à des nutriments adéquats et en quantité suffisante, en donnant la priorité aux enfants et aux femmes enceintes.

En outre, le cinquième plan directeur signale que les défis mondiaux, tels que la croissance démographique, l'urbanisation accélérée et la transformation rurale, ont modifié les approches et les efforts visant à promouvoir la sécurité alimentaire. Ainsi, il souligne que les principaux défis d'action et de gestion de la Coopération Espagnole pour le développement sont de rationaliser le processus de concentration géographique afin de garantir la présence, la visibilité et la qualité, basées sur l'expérience et l'avantage comparatif, tout en recherchant de nouvelles modalités et instruments en fonction des divers besoins émergents.

Le sixième plan directeur (2024-2027), maintient la vocation de l'Espagne à s'aligner sur l'Agenda 2030 et également sur la politique européenne de développement durable, en mettant l'accent sur l'urgence de faire face à la triple transition sociale, écologique et économique. Il réaffirme également l'approche basée sur les droits humains (ABDH) à la fois sur le plan normatif, à travers le respect des normes internationales en matière de droits humains, et sur le plan opérationnel, en travaillant à renforcer les capacités des pays partenaires, de la société civile, des acteurs économiques, ainsi que des organismes multilatéraux et régionaux pour mettre en œuvre l'ABDH. Il s'agit donc de promouvoir et protéger ces droits, qui sont universels, inaliénables, imprescriptibles, indivisibles et interdépendants, dans le but de corriger les pratiques discriminatoires et les inégalités d'accès équitable aux services publics et aux espaces de décision, qui entravent la réalisation du développement durable.

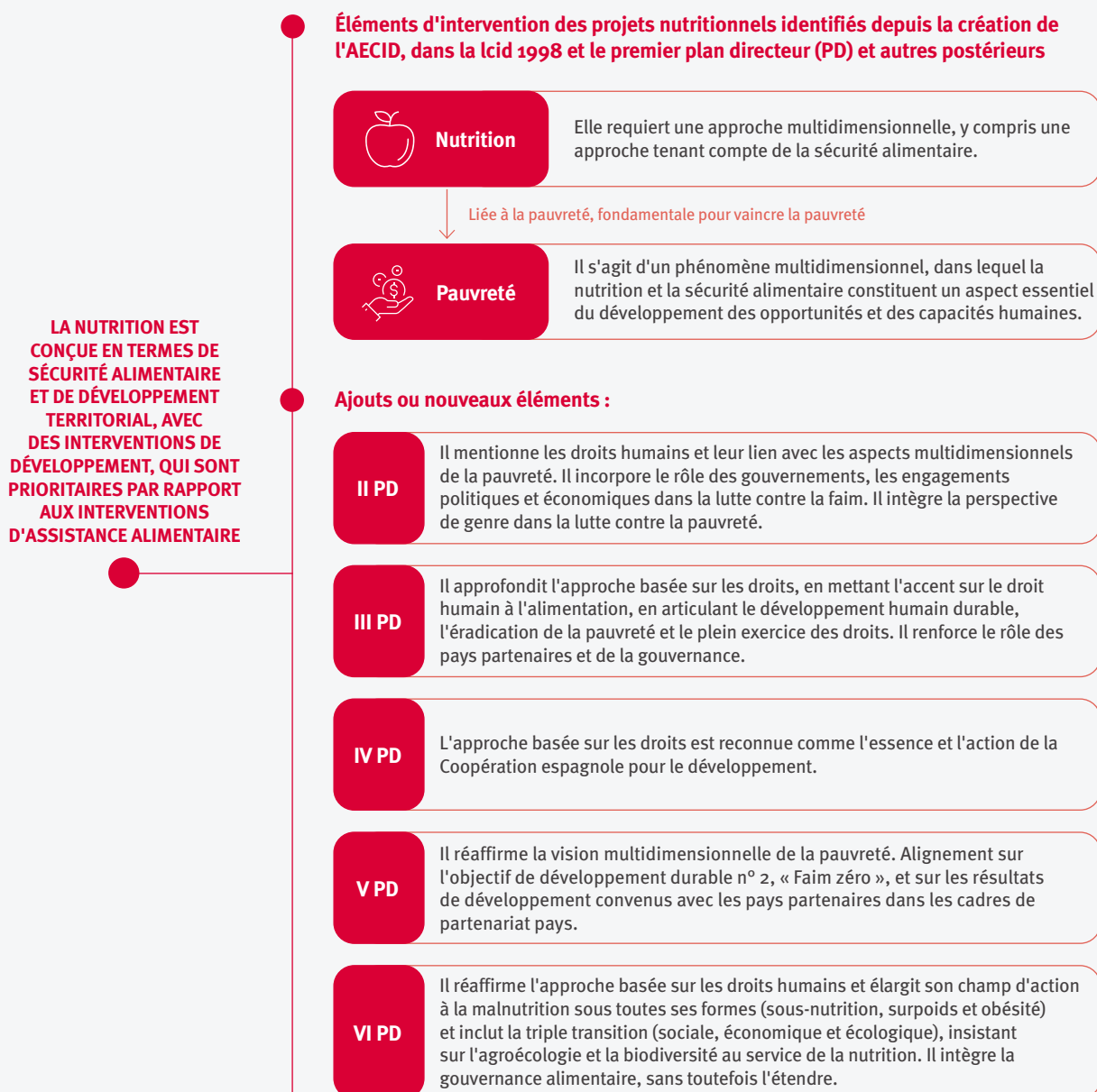
Il souligne également que la **transition sociale** nécessite des réponses conjointes et des actions coordonnées qui garantissent les droits. À cette fin, il définit les lignes d'action suivantes : (i) gouvernance démocratique ; (ii) santé mondiale et systèmes de santé ; (iii) sécurité alimentaire et lutte contre la faim ; (iv) éducation équitable, inclusive et de qualité et apprentissage tout au long de la vie ; (v) égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation de toutes les femmes, filles et adolescentes ; et (vi) culture et développement durable.

En ce qui concerne la ligne stratégique de la **sécurité alimentaire et de la lutte contre la faim**, elle est alignée sur l'ODD 2 et élargit de manière catégorique le champ d'action de la Coopération espagnole, en intégrant toutes les formes de malnutrition, c'est-à-dire en luttant contre l'insécurité alimentaire (chronique, transitoire ou saisonnière), contre l'obésité, le surpoids et la dénutrition, et en contribuant à la réalisation du droit humain à une alimentation adéquate. Elle met également l'accent sur la défense de la biodiversité et le soutien à l'agroécologie en tant qu'éléments articulant la triple transition, et indique que les systèmes agroalimentaires devraient faciliter l'accès à des régimes alimentaires durables pour toutes les personnes. Par conséquent, l'action de la Coopération espagnole inclut une vision large de la nutrition dans le contexte actuel, où l'inclusion de la malnutrition sous toutes ses formes est une condition sine qua non pour atteindre une nutrition adéquate.

En outre, dans les environnements fragiles ou conflictuels, cette ligne stratégique indique que des programmes d'assistance ou d'aide alimentaire seront déployés, en accordant la priorité aux populations vulnérables, telles que les enfants, les femmes enceintes et allaitantes, les personnes âgées, etc.

Enfin, elle indique brièvement qu'il convient d'encourager les actions visant à renforcer les institutions dans l'élaboration de stratégies nationales de sécurité alimentaire et à promouvoir des politiques publiques qui soutiennent le droit humain à l'alimentation. C'est là une démarche de gouvernance pour atteindre le droit humain à l'alimentation et l'amélioration de l'état nutritionnel de la population, qui illustre la vocation de la Coopération espagnole à renforcer la gouvernance alimentaire et à encourager les pays partenaires à assumer un rôle de leadership dans leur propre développement.

Diagramme 1. Tendances des interventions des projets de nutrition selon la perspective des plans directeurs et d'autres instruments de gestion de l'AECID.



PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	--	---	--	---	---	---	--------------------------------	-----------------------------

La reconnaissance du leadership des pays partenaires en tant qu'acteurs de leur développement en collaboration avec l'AECID se matérialise dans des instruments tels que les cadres de partenariat pays, qui représentent des étapes importantes vers l'efficacité et favorisent l'appropriation des processus de développement. Ainsi, entre 2009 et 2012, 11 cadres de partenariat pays ont été établis. Il est également précisé que les objectifs de développement durable et leurs cibles sont au centre du dialogue avec les pays et les autres acteurs.

Il existe actuellement 15 cadres de partenariat pays (CPP) en vigueur entre l'Espagne et chacun de ces pays : Mauritanie, Niger, Éthiopie, El Salvador, Bolivie, Guatemala, Mozambique, Colombie, Jordanie, Palestine, Honduras, Paraguay, Sénégal et Cuba.

Les cadres de partenariat pays incluent également des priorités nutritionnelles associées à l'ODD2. Par exemple, le MAP Niger-Espagne 2023-2027, inclut les objectifs fixés par le Niger, en mentionnant celui de réduire l'insécurité alimentaire sévère à 1% et l'insécurité alimentaire chronique à 11% d'ici 2035. Il établit comme résultat de développement que les producteurs augmentent leurs revenus grâce à l'amélioration durable de leur production et de leur productivité, et comme résultat intermédiaire que les producteurs ruraux améliorent durablement la chaîne de valeur des produits agricoles (agriculture, élevage, sylviculture et pêche). En ce sens, il indique que la Coopération espagnole continuera à soutenir les petits producteurs afin de tirer parti des ressources et des moyens des petites et moyennes exploitations agricoles, sylvicoles et de pêche dans les zones rurales. Il mentionne également l'importance d'accorder une attention particulière aux femmes.

Ainsi, le MAP Niger - Espagne rend visible l'approche de la nutrition, dans une perspective intégrée de développement rural et de sécurité alimentaire.

Outre les cadres de partenariat pour le développement durable, anciennement MAP, il existe d'autres documents de planification des actions de la Coopération espagnole, tels que les alliances pour le développement durable ou les stratégies de coopération, chacune d'entre elles étant définie pour être utilisée en fonction de l'évolution et des besoins de chaque pays partenaire.

Approche des interventions dans les projets de nutrition de l'AECID et leur relation avec les priorités géographiques :

Les plans directeurs établissent clairement une approche de la nutrition liée à la sécurité alimentaire et au développement territorial. Il est donc nécessaire de comprendre qu'au-delà des problèmes de sous-nutrition existant dans le monde, tels que la dénutrition aiguë et la faim, l'AECID aborde la nutrition sous toutes ses formes, c'est-à-dire la malnutrition, et au-delà de traiter uniquement la dénutrition, il privilégie le droit humain à l'alimentation, où l'objectif clé est d'assurer l'accès à des aliments sûrs, nutritifs et variés.

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	--	---	--	---	---	---	--------------------------------	-----------------------------

Cette spécialisation de l'AECID a été construite sur la base d'une série d'éléments, tels que la priorisation géographique. Les pays prioritaires sont ceux où se concentre le plus grand volume de ressources de la Coopération espagnole. Ainsi, la loi 1/2023 établit des priorités géographiques, avec une attention particulière pour les pays d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et de l'Afrique subsaharienne, ainsi que pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Ces zones géographiques sont celles dans lesquelles la Coopération espagnole a eu historiquement le plus d'impact et a acquis le plus d'expérience, et c'est pourquoi elle peut apporter une plus grande valeur ajoutée au développement durable. En outre, elle révèle la nécessité de maintenir une présence dans ces pays, dont beaucoup ne bénéficient pas de l'aide publique au développement, essentiellement en raison de critères de revenu. Cependant, ces pays font face à des défis caractéristiques du développement en transition, défis qui ne disparaissent pas lorsque ces pays atteignent un certain niveau de revenu, une mesure qui s'avère insuffisante et ne reflète pas la réalité de ces pays.

Ces pays exigent de dépasser la vision d'une coopération axée uniquement sur la lutte contre la pauvreté par le biais du développement économique, pour s'orienter vers une coopération plus large qui tienne compte des inégalités, promeuve les biens publics mondiaux (ceux qui profitent à l'humanité dans son ensemble et se caractérisent par leur contribution à la qualité de vie, tels que la sécurité internationale, la protection de l'environnement, la paix, la production de connaissances) et facilite la transition vers des modèles de développement plus durables. Ainsi, l'Espagne devient l'un des pays donateurs du Comité d'aide au développement qui définit des priorités de coopération pour le développement durable avec des pays « gradués », étant entendu que la coopération ne peut être déterminée par un seul indicateur, tel que le revenu moyen d'un pays.

En termes d'interventions nutritionnelles, ces pays nécessitent une approche multidimensionnelle qui articule la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que le développement territorial, en abordant les causes structurelles de la malnutrition, et qui élargisse le champ d'analyse à diverses problématiques de la malnutrition, et pas seulement à la dénutrition. Ces demandes sont en adéquation avec les approches de la nutrition décrites dans les plans directeurs, qui privilégient la nutrition dans le cadre du développement territorial, plutôt qu'à l'assistance alimentaire.

Cependant, cette priorisation ne limite pas la Coopération espagnole à intervenir uniquement dans ces pays. En coordination avec l'Union européenne, elle peut agir dans des pays et des régions qui revêtent une importance particulière pour elle, en tenant compte des priorités géographiques et sectorielles établies dans le sixième plan directeur, et peut répondre à des cas particuliers de violations des droits humains dans des contextes de fragilité.

Le sixième plan directeur définit trois niveaux de priorités géographiques pour la coopération :

1. RÉGIONS PRIORITAIRES	L'Amérique latine et les Caraïbes, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, ainsi que les pays africains lusophones et hispanophones.
2. PAYS PRIORITAIRES	Amérique latine et Caraïbes : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Équateur, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay et Venezuela. Afrique subsaharienne : Cap-Vert, Éthiopie, Guinée équatoriale Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger et Sénégal. Afrique du Nord et Moyen-Orient : Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Tunisie et réfugiés sahraouis. Asie: Philippines
3. AUTRES PAYS D'INTÉRÊT	En outre, la Coopération espagnole pour le développement peut travailler dans et avec d'autres pays non prioritaires appartenant aux régions prioritaires spécifiées, après un examen détaillé au cas par cas.

LES IDÉES PRINCIPALES DE CETTE SECTION

- Les plans directeurs intègrent la nutrition comme un aspect clé dans la lutte contre la pauvreté, comprise comme un phénomène multidimensionnel. Par conséquent, elle nécessite une approche intégrale, prenant en compte les déterminants structurels et à long terme.
- L'action de l'AECID dans les pays à revenu intermédiaire a nécessité une approche de la nutrition qui travaille sur les déterminants de la nutrition et intègre des approches du droit à l'alimentation, et qui est également liée à la sécurité alimentaire.
- Les interventions sont plus efficaces lorsqu'elles reposent sur un travail concerté, conçu et mené par les gouvernements en coordination avec la société civile. C'est ce que reflètent les cadres de partenariat pays (CPP), dans lesquels les priorités du pays sont fixées de manière consensuelle.
- Le sixième plan directeur intègre clairement la malnutrition sous toutes ses formes comme une priorité de la Coopération espagnole pour le développement, ainsi que la vision de systèmes alimentaires durables.
- L'aide alimentaire est présente dans les documents de gestion, mais non comme une tâche centrale de la nutrition ; la nutrition est plutôt priorisée comme faisant partie de la sécurité alimentaire et du développement rural.

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	--	---	--	---	---	---	--------------------------------	-----------------------------

Références bibliographiques :

España. Ley 1/2023, de 20 de febrero, de Cooperación para el Desarrollo Sostenible y la Solidaridad Global.

España. Ley 23/1998, de 7 de julio, de Cooperación Internacional para el Desarrollo.

FIAN (2005), Food sovereignty. Towards democracy in localized food systems, Warwickshire, ITDG Publishing

Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación. Plan Director de la Cooperación Española 2009-2012.

Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. IV Plan Director de la Cooperación Española 2013- 2016.

Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. V Plan Director de la Cooperación Española 2018/2021.

Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. Plan Director de la Cooperación Española para el Desarrollo Sostenible y la Solidaridad Global 2024-2027.

Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación. Estrategia de Lucha contra el Hambre de la Cooperación Española.

Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación (2018). Manual para el Establecimiento, Implementación, Seguimiento y Evaluación de los Marcos de Asociación País.

Secretaría de Estado para la Cooperación Internacional y para Iberoamérica. Plan Director de la Cooperación Española 2001-2004.

Secretaría de Estado para la Cooperación Internacional y para Iberoamérica. Plan Director de la Cooperación Española 2005-2008.

Braña, F. J. (2004). Teoría de los bienes públicos y aplicaciones prácticas. Presentación de un número monográfico sobre Bienes públicos. Estudios de economía aplicada, 22(2), 177-185.



TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT

4



© FAO

Les tendances en matière d'investissement et les types de projets enregistrés dans le Data Explorer (DE) de l'OCDE ont été analysés en utilisant le marqueur de nutrition avec un score principal ou significatif, c'est-à-dire les projets qui contribuent principalement à la nutrition et ceux dont la contribution n'est pas directe, mais reste significative. Il est important de noter que les informations disponibles sur les projets utilisant le marqueur de nutrition dans le DE sont disponibles depuis 2018, soit un an après l'instauration du marqueur, et jusqu'en 2022. Par conséquent, cette plage de référence est celle utilisée pour l'analyse.

Le marqueur « nutrition » attribue deux scores aux projets analysés avec ce marqueur :

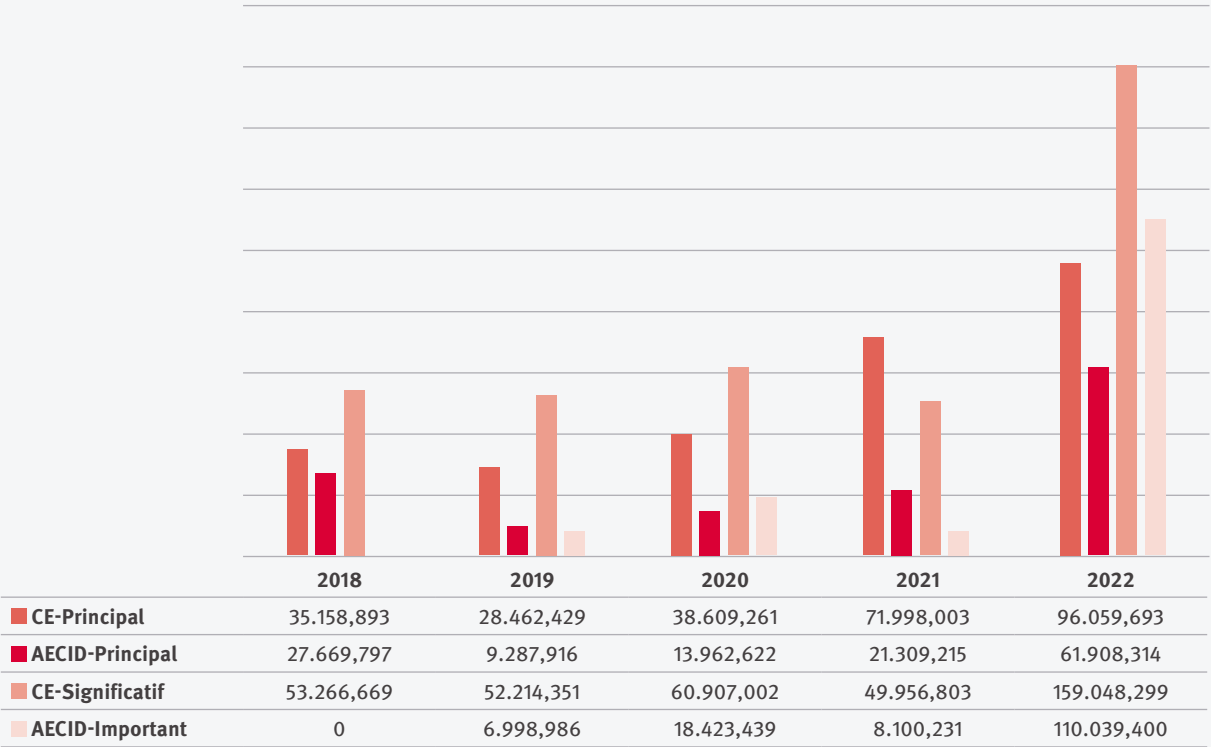
- principal, qui se réfère aux projets dont l'impact sur la nutrition est principal et,
- significatif, pour les projets dont l'impact sur la nutrition est significatif.

Ainsi, des données ont été obtenues pour la période de 2018 à 2022 qui montrent l'évolution des investissements de l'AECID dans la nutrition pour des projets classés sous le marqueur « nutrition » avec le score principal. Il en ressort que l'investissement a augmenté de 2019 à 2022, aussi bien en ce qui concerne l'investissement total de l'Espagne en tant que pays membre du CAD que pour l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID).

D'autre part, l'investissement de l'AECID par rapport à l'investissement de l'Espagne s'est élevé à 78,7 % au cours de l'année de référence (2018), pourcentage qui a ensuite diminué à 29,6 % et augmenté à 64,4 % en 2022, montrant ainsi une tendance à la hausse de 2019 à 2022.

En ce qui concerne les chiffres d’investissement de l’AECID dans les projets classés sous le marqueur « nutrition » ayant un impact significatif sur la nutrition, ils ont suivi une tendance fluctuante, passant de 0 million en 2018 pour atteindre 110 039 400 millions de dollars en 2022. Par conséquent, l’investissement relatif de l’AECID par rapport à celui de l’Espagne en tant que pays membre du CAD a suivi la même tendance fluctuante pour ce type de projets, allant de 13,4 % à 69,2 %.

Figure 1. Investissements de la CE et de l’AECID par score principal et significatif de 2018 à 2022



Source : Élaboré à partir des données de l’OECD Data Explorer <https://data-explorer.oecd.org/>

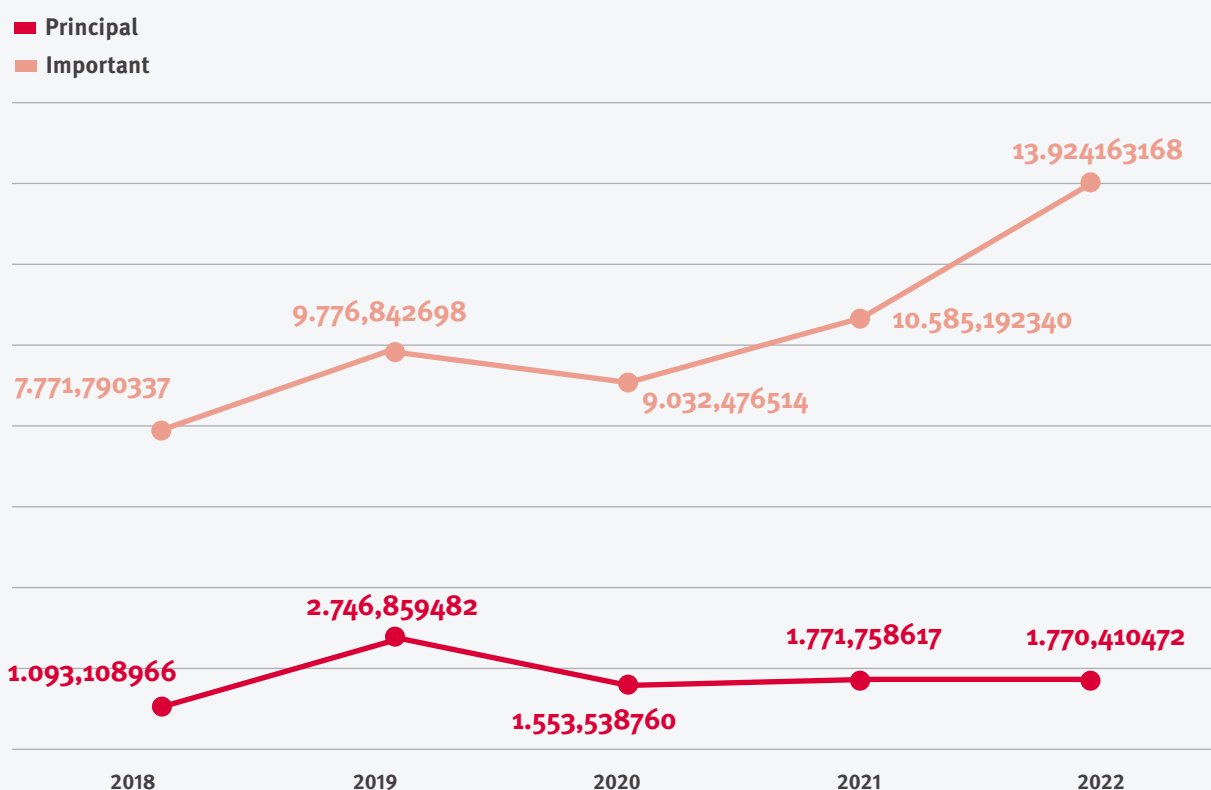
Si l’on compare cette information avec les pays membres du CAD pour des projets dont la contribution à la nutrition présente un score principal, on constate que l’investissement a augmenté tout au long de la période analysée, passant de 1 093 108 966 millions de dollars en 2018 à 1 770 410 472 millions en 2022. De plus, cette période montre, en 2019, un pic de 2 746 859 482 millions de dollars, chiffre qui diminue les années suivantes. L’augmentation de l’investissement au cours de la dernière année de la période analysée, par rapport à l’année de référence, est de 61 %.

Parallèlement, les investissements dans des projets ayant une contribution significative à la nutrition ont fortement augmenté au cours de la période analysée, atteignant leur apogée en 2022, avec 13 924 163 168 millions USD, soit une augmentation de 79 % par rapport à l’année de référence 2018. Il est important de noter que le marqueur « nutrition » est disponible depuis 2017 (année qui compte peu d’enregistrements), c’est pourquoi les données obtenues concernent l’année 2018 et suivantes. En outre, étant

donné qu'il n'existe pas de filtres pour classer les projets utilisant ce marqueur, ceux qui sont enregistrés sous l'égide de ce marqueur peuvent être surestimés.

Toutefois, il convient également de mentionner que les investissements dans des projets dont la contribution à la nutrition est significative sont 7,8 fois supérieurs à ceux des projets ayant une contribution principale. Si l'on compare ces chiffres avec ceux de l'AECID, l'investissement dans des projets de nutrition avec un score significatif est 1,65 fois plus élevé que ceux ayant un score principal. Cela montre un investissement relatif plus important de l'AECID dans des projets dont les objectifs sont principalement de nature nutritionnelle.

Figure 2 : Investissement total des pays membres du CAD en considérant ceux liés au marqueur « nutrition » en fonction du score principal ou significatif par rapport à leur contribution à la nutrition.



Source : Élaboré à partir des données de l'OECD Data Explorer <https://data-explorer.oecd.org/>

De même, les principaux pays bénéficiaires de projets de nutrition, si l’on considère le score principal, sont le Mozambique, le Guatemala, le Sénégal, le Mali, le Niger, le Honduras, le Salvador, Haïti et Cuba ; à l’exception de l’Ukraine, pays qui ont bénéficié de projets de nutrition financés par l’AECID.

Les investissements sont détaillés dans le tableau 1.

Tableau 1. Principaux pays bénéficiaires de projets de nutrition avec score principal financés par l’AECID

PAYS DESTINATAIRE	2018		2019		2020		2021		2022		TOTAL DE 2018 À 2022	TOTAL % DE 2018 À 2022
	MILLIONS D'USD REÇUS	% USD REÇUS	MILLIONS D'USD REÇUS	% USD REÇUS	MILLIONS D'USD REÇUS	% USD REÇUS	MILLIONS D'USD REÇUS	% USD REÇUS	MILLIONS D'USD REÇUS	% USD REÇUS		
Ukraine									13.671.258	30.10%	13.671.258	13.53%
Mozambique	5.767.681	20.84%	0.801.642	10%	0.567.765	4.85%	0.391.680	4.86%	3.996.215	8.80%	11.524.983	11.41%
Guatemala	6.690.511	24.18%	1.593.879	20%	0.562.143	4.80%	0.317.607	3.94%	1.472.290	3.24%	10.636.430	10.53%
Sénégal	2.883.840	10.42%	1.174.211	14%	2.061.163	17.60%	0.766.227	9.50%	3.154.907	6.95%	10.040.348	9.94%
Mali	3.676.242	13.29%	1.397.941	17%	0.505.930	4.32%			0.877.898	1.93%	6.458.011	6.39%
Niger			1.080.225	13%	1.908.343	16.29%	0.657.117	8.15%	1.314.544	2.89%	4.960.229	4.91%
Honduras	2.883.841	10.42%	0.284.270	3%	1.089.186	9.30%			0.524.087	1.15%	4.781.384	4.73%
El Salvador			0.211.055	3%	0.224.857	1.92%	1.047.821	12.99%	3.154.905	6.95%	4.638.638	4.59%
Haïti			0.454.832	6%	1.478.749	12.62%	0.493.779	6.12%	1.998.107	4.40%	4.425.467	4.38%
Cuba					0.528.416	4.51%	0.351.334	4.36%	3.154.905	6.95%	4.034.655	3.99%
Maroc			0.244.491	3%			0.305.016	3.78%	3.312.652	7.29%	3.862.159	3.82%
Éthiopie	2.883.841	10.42%			0.309.179	2.64%	0.615.374	7.63%			3.808.394	3.77%
Venezuela									3.785.780	8.33%	3.785.780	3.75%
Mauritanie					2.012.754	17.18%	0.980.578	12.16%	0.539.243	1.19%	3.532.575	3.50%
Syrie									3.154.905	6.95%	3.154.905	3.12%
Pérou	2.883.841	10.42%									2.883.841	2.85%
Équateur							0.560.059	6.94%	0.381.800	0.84%	0.941.859	0.93%
Colombie			0.302.726	4%					0.557.367	1.23%	0.860.093	0.85%
Cap Vert			0.468.670	6%			0.320.294	3.97%			0.788.964	0.78%
Bolivie			0.144.776	2%	0.231.515	1.98%			0.373.330	0.82%	0.749.621	0.74%
Paraguay							0.711.878	8.83%			0.711.878	0.70%
Philippines							0.383.237	4.75%			0.383.237	0.38%
République dominicaine					0.234.047	2.00%					0.234.047	0.23%
Brésil							0.164.279	2.04%			0.164.279	0.16%
Total général	27.669.797	100,00%	8.158.718	100%	11.714.047	100,00%	8.066.280	100,00%	45.424.193	100,00%	101.033.035	100,00%

Source : Élaboré à partir des données de l’OECD Data Explorer <https://data-explorer.oecd.org/>

Il est extrêmement important de mentionner que les chiffres d’investissement de l’AECID enregistrés dans le Data Explorer de l’OCDE ne prennent pas en compte d’autres contributions importantes dans le domaine de la nutrition faites par l’AECID, telles que le financement des Fronts parlementaires, dans le cadre de l’Initiative pour une Amérique latine et des Caraïbes libérées de la faim, ainsi que le financement du Bureau de la FAO pour le droit humain à l’alimentation. Ces contributions jouent un rôle essentiel et ont un impact significatif et durable dans la lutte contre la faim et l’amélioration de l’alimentation.

De plus, ces contributions s’avèrent très rentables, car elles ont un impact décisif sur les politiques publiques mondiales, nationales et régionales. Elles se traduisent par des politiques publiques qui répondent aux besoins des pays, encouragées par les protagonistes eux-mêmes et facilitées par l’AECID.

LES TENDANCES EN MATIÈRE D’INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE 2002 À 2017 :

Étant donné que les informations du marqueur « nutrition » sont disponibles pour la période 2018-2022, le sous-secteur « nutrition de base » (Basic Nutrition), correspondant au secteur « Santé » (Health), a été utilisé pour identifier les investissements de l’AECID dans des projets de nutrition. Ainsi, il a été constaté que les investissements de l’AECID dans des projets de nutrition de base ont suivi une tendance à la hausse de 2002 à 2008, année au cours de laquelle ils ont atteint leur plus haut niveau pendant la période analysée.

De 2009 à 2017, la tendance a été à la baisse, et l’on constate même qu’en 2013, les investissements de l’AECID dans des projets de nutrition de base ont été nuls.

Tableau 2. Investissements de l’AECID dans le sous-secteur « Basic Nutrition » de 2002 à 2017

ANNÉE	INVESTISSEMENT DE L'AECID	TOTAL CE	% D'INVESTISSEMENT DE L'AECID
2002	0.295.114	6.015.592	5%
2003	2.564.488	5.055.248	51%
2004	3.326.483	3.326.483	100%
2005	1.622.780	3.762.871	43%
2006	2.481.814	5.483.105	45%
2007	35.137.191	37.669.119	93%
2008	42.713.829	47.629.86	90%
2009	4.8187.210	10.262.313	47%

ANNÉE	INVESTISSEMENT DE L'AECID	TOTAL CE	% D'INVESTISSEMENT DE L'AECID
2010	8.7409.570	14.898.169	59%
2011	6.386.902	11.427.929	56%
2012	2.181.050	4.883.348	45%
2013	0	2.102.778	0%
2014	2.148.048	5.012.925	43%
2015	4.767.269	6.923.796	69%
2016	2.812.478	5.597.007	50%
2017	2.884.992	6.753.795	43%

Source : OCDE. Data Explorer. <https://data-explorer.oecd.org/>

Si l’on compare les informations obtenues entre 2018 et 2022 au moyen du marqueur « nutrition », on constate que les investissements sont plus élevés au cours de cette période, avec des investissements annuels oscillant entre 27 et 61 millions de dollars, en ne considérant que la catégorie principale de ce marqueur.

Cependant, les informations entre les deux périodes ne peuvent pas être comparées, car le sous-secteur « nutrition de base » est inclus dans le secteur « santé ». Cela signifie qu’il est possible que seuls les projets de nutrition liés au secteur de la santé aient été enregistrés, excluant ceux associés à d’autres secteurs tels que l’agriculture, la protection, le genre, entre autres.

TYPOLOGIE DES PROJETS DE NUTRITION FINANCÉS PAR LA COOPÉRATION ESPAGNOLE 2002-2022

Cette section analyse les projets financés par l’AECID dans le secteur « nutrition de base » (2002-2017) et le nouveau marqueur de nutrition de base (2018-2022). Au cours de cette période, 13 types de projets financés par l’AECID ont été identifiés, bien qu’il soit important de noter qu’un type de projet peut considérer des aspects relevant d’une autre typologie :

- c. Projets de sécurité alimentaire et de souveraineté alimentaire
- d. Projets de lutte contre la dénutrition infantile
- e. Projets d’éducation nutritionnelle et de promotion d’habitudes saines.
- f. Projets de renforcement des systèmes de santé et de nutrition
- g. Projets d’intervention nutritionnelle d’urgence

- h. Projets de recherche et études sur la nutrition
- i. Projets de soutien à la production et à la commercialisation d'aliments nutritifs
- j. Projets nutritionnels avec une approche multisectorielle
- k. Projets d'autonomisation des femmes dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition
- l. Projets d'adaptation au changement climatique
- m. Projets d'assistance humanitaire dans des contextes de crise
- n. Projets d'amélioration de la gestion des ressources en eau
- o. Projets de développement territorial et communautaire.

Tableau 3. Types de projets financés par l'AECID au cours de la période 2002-2022

Nº	PROJETS	TERMES COURANTS	DESCRIPTION	EXEMPLES
1	Projets de sécurité alimentaire et de souveraineté alimentaire	« Sécurité alimentaire », « souveraineté alimentaire », « production agricole », « résilience alimentaire », « droit à l'alimentation »	Ces projets visent à garantir l'accès de la population à une alimentation suffisante, sûre et nutritive. Ils comprennent des initiatives pour améliorer la production locale d'aliments, renforcer les systèmes alimentaires et donner aux communautés les moyens de prendre des décisions concernant leur alimentation. Ils traitent également de la résilience alimentaire face aux crises et au changement climatique.	« Seguridad Alimentaria Nutricional y promoción de la Salud de poblaciones rurales, en Bolivia y Perú » « Mejorando la seguridad alimentaria nutricional desde un enfoque de soberanía promoviendo la equidad de género (Presto, Chuquisaca) » « FAO 2021 Apoyo a la Iniciativa América Latina y el Caribe sin Hambre 2025 en tiempos de COVID -19 » « TIERRA AZUL: Resiliencia y fortalecimiento de las comunidades costeras y ribereñas de las islas de Tierra Azul » « Desarrollo territorial del Plan de Soberanía Alimentaria y Educación Nutricional en 5 municipios de Cuba » « 2022 Iniciativa de la FAO América Latina y el Caribe sin Hambre en tiempos de COVID19 »
2	Projets de lutte contre la dénutrition infantile	« Dénutrition chronique », « malnutrition infantile », « nutrition de la mère et de l'enfant »	Ces projets sont spécifiquement axés sur la lutte contre la dénutrition chez les enfants, et plus particulièrement chez les enfants en bas âge et les femmes enceintes. Ils comprennent des interventions directes en matière d'alimentation, des compléments nutritionnels, le suivi de la croissance et du développement de l'enfant, ainsi que la promotion de pratiques alimentaires appropriées.	« Lucha contra la desnutrición infantil en zonas prioritizadas del departamento de Chiquimula: Centro de recuperación nutricional » « 2018 GT Acción contra el Hambre Contribuyendo a la prevención de la desnutrición crónica infantil mediante la aplicación de un modelo integral » « Guatemala. 2021 Salud ISIS Fortalecimiento de la Atención Primaria en Salud -APS- y la estrategia de Redes para contribuir a la atención integral y reducción de la desnutrición en Guatemala y el departamento de Sololá. 2021.» « Construyendo entornos comunitarios sostenibles equitativos y resilientes en Camotán, Guatemala » « GT 2022 ISIS Fortalecimiento de la Atención Primaria de Salud Sololá año 2 » « Actúa Chiquimula: Combate a la desnutrición infantil promoviendo la acción comunitaria y soluciones tecnológicas Fase II »

Nº	PROJETS	TERMES COURANTS	DESCRIPTION	EXEMPLES
3	Projets d'éducation nutritionnelle et de promotion d'habitudes saines	« Éducation nutritionnelle », « habitudes saines », « formation », « sensibilisation »	Ces projets sont axés sur la diffusion de connaissances en matière de nutrition et la promotion de pratiques alimentaires saines. Ils comprennent des programmes de formation, des campagnes de sensibilisation et des activités éducatives destinées à différents groupes de la population, dans le but d'améliorer les habitudes alimentaires et l'état nutritionnel à long terme.	« Formación sobre seguridad alimentaria y nutrición materno-infantil a los titulares, garantes y responsables del derecho a la alimentación en URR (Gambia) » « BEYDARI-KOLDA Mejora de la situación alimentaria y nutricional de las personas más vulnerables de la región de Kolda » « Haïti 2021 Educación FOIE ET JOIE HAITI Mejora de la calidad de la educación » « Turer b'ixirar inb'utz (Buen vivir) »
4	Projets de renforcement des systèmes de santé et de nutrition	« Renforcement institutionnel », « capacités locales », « systèmes de santé ».	Ces projets visent à améliorer la capacité des systèmes de santé et des institutions locales pour traiter les problèmes nutritionnels. Ils comprennent l'élaboration de politiques, la formation du personnel de santé, l'amélioration des infrastructures et la mise en œuvre de programmes de nutrition au niveau institutionnel et communautaire.	« Salud y nutrición, fortalecimiento del proceso de implementación del modelo comunitario de salud familiar con interculturalidad » « Mejora de las condiciones de salud y del sistema de saneamiento a través de la promoción del derecho al acceso al agua higiénica y saneamiento en Sikasso » « Salud y seguridad alimentaria en San Marcos: construyendo resiliencia para comunidades vulnerables » « Mejora del acceso universal a la salud, promoviendo el ejercicio del derecho a una vida libre de violencia » « Mejorar la calidad, cobertura y resiliencia del sistema de salud de Cabo Delgado »
5	Projets d'intervention nutritionnelle d'urgence	« Réhabilitation nutritionnelle », « assistance alimentaire », « urgence nutritionnelle ».	Ces projets apportent une réponse rapide aux crises nutritionnelles aiguës, telles que les famines ou les catastrophes naturelles. Ils comprennent la distribution d'aliments d'urgence, le traitement de la malnutrition aiguë sévère et la création de centres d'alimentation thérapeutique.	« Níger. Respuesta a la emergencia nutricional. Tratamiento de la desnutrición aguda grave y refuerzo de la resiliencia » « Aumento de la resiliencia ante la inseguridad alimentaria y nutricional de la población vulnerable desplazada y refugiada en Tillia » « 2021 OIM Crisis Venezuela - región y Venezuela » « Suministro de ayuda alimentaria de emergencia y fortalecimiento de la capacidad de preparación y respuesta » « Mali 2022 Ayuda alimentaria de emergencia en Mali central PMA »
6	Projets de recherche et études sur la nutrition	« Recherche », « études », « transition nutritionnelle ».	Ces projets sont axés sur la production de connaissances scientifiques sur la nutrition et l'alimentation. Ils comprennent des études épidémiologiques, des recherches sur des aliments et des nutriments spécifiques, et l'analyse des tendances nutritionnelles dans différentes populations et différents contextes.	« PCI. Aspectos genético-poblacionales y transición nutricional en el Noroeste Argentino » « PCI. Péptidos bioactivos y expresión génica de proteínas del metabolismo lipídico »

N°	PROJETS	TERMES COURANTS	DESCRIPTION	EXEMPLES
7	Projets de soutien à la production et à la commercialisation d'aliments nutritifs	« Production locale », « commercialisation », « chaîne de valeur », « agriculture familiale ».	Ces projets visent à améliorer la disponibilité et l'accessibilité d'aliments nutritifs en renforçant les systèmes de production et de distribution locaux. Ils comprennent des initiatives d'agriculture durable, l'amélioration des chaînes de valeur alimentaires et le soutien aux petits producteurs et négociants.	« Aumento de la disponibilidad de pescado de buena calidad y a un precio asequible para la población rural del sureste de Haití » « Refuerzo de la soberanía alimentaria local gracias al desarrollo de la agricultura familiar sostenible en G Chantier G Village Poder (Senegal) » « Garantizado el derecho a alimentos frescos y locales para familias vulnerables con huertos familiares sostenibles » « Capacidad de producción agrícola, hortícola, forestal y frutícola sostenible » « Economía circular asociada a la alimentación en el Gran Mercado para mejorar el funcionamiento y la sostenibilidad »
8	Projets nutritionnels avec une approche multisectorielle	« Approche multisectorielle », « intégrée », « intersectorielle ».	Ces projets abordent la nutrition d'un point de vue holistique, en reconnaissant l'interconnexion entre la nutrition et d'autres secteurs tels que l'agriculture, la santé, l'éducation et l'environnement. Ils comprennent des interventions coordonnées dans plusieurs domaines afin d'avoir un impact plus large et durable sur l'état nutritionnel de la population.	« Contribución al plan de acción multisectorial para reducir la desnutrición crónica » « Mejora del nivel de vida y la seguridad alimentaria a través del desarrollo agrícola ecológico resiliente frente al cambio climático en Cabo Delgado » « FAO 2021 Derecho a la alimentación y respuesta a largo plazo COVID 19 » « FAO 2022 Derecho a la Alimentación » « INTERCOONECTA 2022 Guatemala Colaboración público-privada para la rápida recuperación del impacto del COVID »
9	Projets d'autonomisation des femmes dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition	« Autonomisation des femmes », « égalité des sexes », « participation économique ».	Ces projets se concentrent sur le rôle crucial des femmes dans la sécurité alimentaire et la nutrition, par la promotion de leur autonomisation économique, sociale et politique. Ils comprennent des initiatives pour améliorer l'accès des femmes aux ressources productives, la formation au leadership et la prise de décision, et pour promouvoir l'égalité des sexes dans les politiques de sécurité alimentaire.	« Empoderamiento económico y político de las mujeres indígenas Nasa del municipio de Toribio (Cauca Colombia) » « Contribuyendo al derecho a la alimentación y a la igualdad de género en La Libertad y Zaragoza » « MAURIFEM: Garantizando los derechos de las mujeres y la seguridad alimentaria durante la pandemia de COVID-19 » « Apoyo a la resiliencia y empoderamiento de mujeres y jóvenes ante las consecuencias del Covid-19 en Maradi, Níger » « LEAD: Protección de la DA, fomento del liderazgo y desarrollo económico de las mujeres en comunidades indígenas de montaña y Mindoro Oriental, Filipinas ».
10	Projets d'adaptation au changement climatique et de résilience alimentaire	« Changement climatique », « résilience », « adaptation », « durabilité ».	Ces projets s'attaquent aux défis que le changement climatique pose à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ils comprennent des stratégies visant à adapter les systèmes agricoles aux conditions climatiques changeantes, à promouvoir des pratiques agricoles résilientes et durables et à renforcer la capacité des communautés à faire face aux impacts du changement climatique sur leur sécurité alimentaire.	« ARAUCLIMA 2019 seguridad alimentaria ICC adaptación al cambio climático » « Aumento de la resiliencia frente a la crisis pastoril en las poblaciones pastoriles/agrarias de las comunas de Koussane Djelebou y Sahel » « FAO 2021 Agua y seguridad alimentaria en África-IESA » « FAO 2022 Iniciativa Agua y Seguridad Alimentaria en África: Apoyo a las comunidades de pastores y pastores para mitigar el impacto de Covid-19 y garantizar los medios de subsistencia en África Occidental »

Nº	PROJETS	TERMES COURANTS	DESCRIPTION	EXEMPLES
11	Projets d'assistance humanitaire dans des contextes de crise	« Assistance humanitaire », « protection », « crise », « urgence ».	Ces projets fournissent une aide alimentaire et nutritionnelle dans les situations de crise humanitaire, y compris les conflits, les catastrophes naturelles et les déplacements forcés. Ils se concentrent sur les besoins alimentaires et nutritionnels immédiats dans les contextes d'urgence.	« Actividades de asistencia humanitaria y protección internacional de la población refugiada saharauí » « Asistencia y protección a la población afectada por emergencias y crisis agravadas mediante la prestación de ayuda multisectorial » « Recuperación temprana en Siria: respuesta multisectorial para el acceso a servicios básicos y medios de comunicación »
12	Projets d'amélioration de la gestion des ressources en eau	« Gestion de l'eau », « assainissement », « hygiène », « ressources en eau ».	Ces projets visent à améliorer l'accès à l'eau et sa gestion, en reconnaissant son importance fondamentale pour la nutrition et la santé. Ils comprennent des initiatives visant à améliorer l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène, ainsi que la gestion durable des ressources en eau en relation avec la sécurité alimentaire.	« Mejora de la gestión pública y social para la gobernanza de los recursos hídricos en 9 municipios de la región de Fonseca » « Fortalecimiento del enfoque de agua, saneamiento e higiene en la Franja de Gaza »
13	Projets de développement territorial et communautaire	« Développement territorial », « communautés », « participation locale », « développement durable ».	Ces projets abordent la nutrition et la sécurité alimentaire dans une perspective de développement territorial intégral, en impliquant les communautés locales dans la planification et la mise en œuvre des initiatives. Ils cherchent à renforcer les capacités locales et à promouvoir un développement durable qui améliore la nutrition et la qualité de vie de la population.	« Colombia. 2022. Proyecto de Desarrollo Territorial para la Paz en el Departamento del Cauca » « Comunidades pesqueras y agrícolas salvadoreñas protagonistas de su desarrollo socioeconómico, sostenible e incluyente, y de una seguridad alimentaria resiliente »

Source : Élaboré à partir des données du Data Explorer de l'OCDE <https://data-explorer.oecd.org/>

L'ÉVOLUTION DANS LE TEMPS DES TYPES DE PROJETS :

Selon la typologie, voici l'évolution des types de projets de nutrition financés par l'AECID.

- Projets de **sécurité alimentaire et de souveraineté alimentaire** : ces projets ont maintenu une présence constante au fil du temps, mais on observe une augmentation de leur fréquence et de leur complexité à partir de 2008-2010. On observe un renforcement de l'accent sur l'approche de la souveraineté alimentaire et de la résilience alimentaire dans les années récentes (2014-2022), avec un plus grand focus sur le droit à l'alimentation et la participation communautaire. En 2021-2022, on constate une attention accrue à la sécurité alimentaire dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	---	---	---	--------------------------------	-----------------------------

2. Projets de **lutte contre la dénutrition infantile** : ce type de projet a connu une augmentation notable depuis 2008, avec un pic significatif entre 2012 et 2022. On constate une tendance à des interventions plus intégrales et à plus long terme, avec un accent accru sur la prévention de la dénutrition chronique. Ces dernières années (2020-2022), l'accent a été mis davantage sur des approches communautaires et des solutions technologiques.
3. Projets d'**éducation nutritionnelle et de promotion d'habitudes saines** : ces projets sont présents depuis le début, mais une augmentation de leur sophistication et de leur portée est perçue à partir de 2010, avec un renforcement de l'accent sur la formation du personnel local et l'intégration avec d'autres secteurs tels que l'éducation. Dans les années 2018-2022, l'accent est mis sur la sensibilisation des communautés et la promotion de régimes alimentaires diversifiés, ainsi que sur l'inclusion d'aspects culturels dans l'éducation nutritionnelle.
4. Projets de **renforcement des systèmes de santé et de nutrition** : les projets de renforcement des systèmes de santé et de nutrition ont considérablement augmenté depuis 2010, l'accent étant mis de plus en plus sur le renforcement institutionnel et l'intégration de la nutrition dans les systèmes de santé. Ces dernières années (2018-2022), la tendance est à une approche plus holistique qui inclut des aspects tels que l'accès à l'eau et à l'assainissement, ainsi que la résilience des systèmes de santé face à des crises telles que la pandémie de COVID-19.
5. Projets d'**intervention nutritionnelle d'urgence** : ces projets ont été constants dans le temps, mais leur fréquence et leur ampleur ont augmenté depuis 2008, possiblement en réponse à des crises alimentaires mondiales. Ces dernières années (2018-2022), l'accent est davantage mis sur la résilience et la création d'un lien entre l'aide d'urgence et le développement à plus long terme, ainsi que sur une réponse plus rapide et coordonnée à des crises telles que celle du Venezuela.
6. Projets de **recherche et études sur la nutrition** : On constate une augmentation progressive de ce type de projets à partir de 2009-2010, avec un renforcement de l'accent sur des sujets tels que la transition nutritionnelle et les aspects de la nutrition liés à la génétique des populations. Ces dernières années, bien que moins fréquents, ces projets tendent à être plus spécifiques et orientés vers l'application pratique des résultats de la recherche.
7. Projets de **soutien à la production et à la commercialisation d'aliments nutritifs** : ces projets ont pris de l'importance depuis 2010, en mettant de plus en plus l'accent sur la diversification des cultures, la production locale et les chaînes de valeur alimentaires. Pour la période 2018-2022, l'accent est mis sur l'agriculture familiale, la promotion d'aliments locaux nutritifs et l'économie circulaire dans les systèmes alimentaires.
8. Projets **nutritionnels avec une approche multisectorielle** : depuis 2014-2015, on constate une nette tendance à la mise en place de ce type de projets, reflétant une reconnaissance croissante de la nécessité d'aborder la question de la nutrition à partir de multiples secteurs. Cette tendance s'est maintenue et renforcée au cours des années 2018-2022, en mettant de plus en plus l'accent sur la collaboration public-privé et l'intégration de la nutrition dans divers secteurs de développement.

9. **Projets d'autonomisation des femmes dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition** : bien que l'approche de genre ait été présente dans de nombreux projets au fil du temps, on observe une augmentation significative des projets spécifiquement axés sur l'autonomisation des femmes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition à partir de 2015, avec une hausse notable entre 2018 et 2022. Ces projets ont évolué pour inclure des aspects liés au leadership économique et politique des femmes au sein de leurs communautés.
10. **Projets d'adaptation au changement climatique et de résilience alimentaire** : ce type de projets a gagné en importance depuis 2012, avec une augmentation significative ces dernières années (2018-2022), ce qui reflète les préoccupations croissantes liés aux impacts du changement climatique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La tendance est à des approches plus intégrales qui combinent l'adaptation au changement climatique avec la résilience des communautés et la sécurité alimentaire.
11. **Projets d'assistance humanitaire dans des contextes de crise** : ces projets ont été une constante tout au long de la période, mais leur complexité et leur portée se sont accrues ces dernières années (2018-2022). La tendance est à des réponses plus intégrales qui combinent l'assistance alimentaire avec d'autres aspects de l'aide humanitaire, ainsi qu'à un renforcement de l'accent mis sur le lien entre l'aide humanitaire et le développement à plus long terme.
12. **Projets d'amélioration de la gestion des ressources en eau** : bien que présents depuis le début, ces projets ont pris de l'importance depuis 2015, en mettant de plus en plus l'accent sur la relation entre l'eau, l'assainissement et la nutrition. Au cours de ces dernières années (2018-2022), ces projets sont davantage intégrés aux initiatives de sécurité alimentaire et d'adaptation au changement climatique.
13. **Projets de développement territorial et communautaire** : cette approche a gagné en importance ces dernières années (2018-2022), reflétant une tendance vers des approches plus intégrales et localisées de la sécurité alimentaire et de la nutrition. L'accent est mis de plus en plus sur le rôle principal des communautés locales et sur la création d'un lien entre la nutrition et des processus de développement territorial plus larges.

En général, on peut observer une évolution des projets plus simples et plus ciblés dans les premières années (2002-2007) vers des interventions plus complexes, intégrales et multisectorielles dans les années les plus récentes (2014-2022). Au fil du temps, l'accent a également été mis sur la durabilité, la résilience, le renforcement des capacités locales, l'autonomisation des femmes et l'adaptation au changement climatique. Les projets les plus récents tendent à intégrer des approches multiples et à aborder la sécurité alimentaire et nutritionnelle de manière plus intégrale, en tenant compte de facteurs tels que la pandémie de COVID-19, le changement climatique et les crises humanitaires complexes.

LES IDÉES PRINCIPALES DE CETTE SECTION

- Les investissements dans les projets classés sous le marqueur nutritionnel avec un score principal dans le Data Explorer de l'OCDE montrent une augmentation de 2019 à 2022, à la fois pour des pays comme l'Espagne, pour la Coopération espagnole en général et pour l'AECID.
- Les investissements dans les projets ayant une contribution significative à la nutrition sont 7,8 fois plus élevés que ceux ayant une contribution principale. Si l'on compare ces chiffres avec ceux de l'AECID, l'investissement dans les projets de nutrition avec des scores significatifs est 1,65 fois plus élevé que ceux avec des scores principaux.
- Les principaux pays bénéficiaires des projets de nutrition, compte tenu du marqueur principal, sont le Mozambique, le Guatemala, le Sénégal, le Mali, le Niger, le Honduras, El Salvador, Haïti et Cuba.
- Les chiffres d'investissement de l'AECID enregistrés dans le Data Explorer de l'OCDE ne prennent pas en compte d'autres contributions importantes à la nutrition faites par l'AECID, telles que le financement des Fronts parlementaires, dans le cadre de l'Initiative pour une Amérique latine et des Caraïbes libérées de la faim, ainsi que le financement du Bureau de la FAO pour le droit humain à l'alimentation, des contributions importantes qui ont un grand impact et une grande durabilité dans la lutte contre la faim et l'amélioration de la nutrition.
- L'analyse du type de projets montre une évolution de projets plus simples et plus ciblés dans les premières années (2002-2007) à des interventions plus complexes, intégrales et multisectorielles dans les années plus récentes (2014-2022). De plus, on constate clairement que l'accent est davantage mis sur la durabilité, la résilience, le renforcement des capacités locales, l'autonomisation des femmes et l'adaptation au changement climatique au fil du temps. Les projets les plus récents tendent à intégrer des approches multiples et à aborder la sécurité alimentaire et nutritionnelle de manière plus intégrale, en tenant compte de facteurs tels que la pandémie de COVID-19, le changement climatique et les crises humanitaires complexes.



**ABORDER
LA NUTRITION PAR
UNE APPROCHE
INNOVANTE :
LES FRONTS
PARLEMENTAIRES**

5

Les fronts parlementaires ont été sélectionnés comme une étude de cas importante, car il s’agit d’une expérience à l’échelle de la région de l’Amérique latine et des Caraïbes, qui peut apporter des éléments pour renforcer la gouvernance en matière de nutrition.

5.1. FRONTS PARLEMENTAIRES CONTRE LA FAIM EN AMERIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

Les Fronts parlementaires contre la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes sont nés dans le cadre de l’Initiative pour une Amérique latine et des Caraïbes libérées de la faim (IALCSH), créée en 2005 dans le cadre d’un sommet latino-américain sur la nutrition tenu au Guatemala et soutenu par les présidents du Guatemala et du Brésil de l’époque, au cours duquel les pays se sont engagés à éradiquer la faim d’ici à 2025. Face à l’émergence de l’initiative, la réponse de l’Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID), en partenariat avec la FAO, ne s’est pas fait attendre. Cette alliance s’est engagée à soutenir l’initiative en fournissant une assistance technique et financière pour mettre en place les processus et les mécanismes nécessaires pour que les pouvoirs exécutifs de la région se penchent sur la question de la nutrition et l’inscrivent à l’ordre du jour.

L’alliance entre l’AECID et la FAO s’est traduite par une forte coalition et une synergie technique et financière, s’appuyant sur le travail réalisé par l’AECID dans le cadre de divers projets dans la région de l’Amérique latine et des Caraïbes. Cette alliance a apporté une légitimité et une qualité technique significative, à laquelle s’est ajoutée ces dernières années la coopération mexicaine.

Ainsi, l’IALCSH a intégré plusieurs composantes de travail : l’inclusion de la nutrition dans l’agenda national, le soutien aux cadres législatifs et aux documents politiques dans le cadre du droit humain à l’alimentation, les Fronts parlementaires, la mobilisation de chefs cuisiniers et de personnalités publiques, et le travail avec le milieu académique. Au fil du temps, l’investissement dans la composante liée à l’agenda et dans d’autres domaines a diminué, laissant deux composantes centrales de travail : les Fronts Parlementaires et le partenariat avec le milieu académique. Les financements destinés au travail parlementaire ont été progressifs, bien que modestes, avec 700 000 euros actuellement chaque année, ce qui témoigne d’un retour sur investissement élevé du fait de l’impact direct et concret sur les politiques publiques.

La création du Front parlementaire contre la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes (FPH-ALC), en 2009, a intégré des parlementaires de différentes formations politiques, sans distinction de partis ou de positions politiques, avec une validité et des renforcement progressifs, dont les résultats sont visibles aujourd’hui. Ce front rassemble des parlementaires de la région, qui jouent un rôle clé pour l’alimentation et la nutrition.

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	---	---	---	---	--------------------------------	-----------------------------

Avant la création du FPH-ALC, certaines transformations législatives avaient déjà été accompagnées et encouragées. Dans le cadre du Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA) financé par l'AECID et mis en œuvre par la FAO, des cadres institutionnels avaient été mis en place pour promouvoir le travail sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le Guatemala a été le premier pays à promulguer la première loi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en 2004. Par la suite, le Nicaragua a adopté à son tour sa propre loi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en 2009.

Parallèlement, en 2007, le Front parlementaire pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été créé au Brésil, devenant ainsi une référence pour la création du Front parlementaire régional. L'ouverture montrée par l'AECID et la FAO face aux expériences et propositions innovantes émergentes dans la région a facilité l'intégration d'éléments et une plus grande flexibilité vis-à-vis d'une initiative transformante pour la coopération internationale : travailler avec les pouvoirs législatifs de l'Amérique latine et des Caraïbes en tant que points catalyseurs pour générer différentes dynamiques visant à améliorer l'alimentation et la nutrition.

Après le lancement du FPH-ALC au niveau régional, des Fronts parlementaires ont été formés dans les différents parlements nationaux d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que dans les parlements régionaux (PARLACEN – Parlamento Centroamericano, PARLATINO- Parlamento Latinoamericano y Caribeño, PARLANDINO – Parlamento Andino de la Comunidad Andina, PARLASUR- Parlamento del Mercosur ou FOPREL- El Foro Parlamentario de Presidentes de Poderes Legislativos de Centroamérica y la Cuenca del Caribe), lesquels, au total, sont au nombre de vingt-six. La création de ces Fronts a été essentielle, étant entendu que l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition nécessite une action au niveau politique, établissant des cadres législatifs et l'allocation de budgets. Ainsi, les acteurs naturels pour atteindre cet objectif sont les parlementaires puisqu'ils disposent des outils législatifs dans le cadre de leurs fonctions, comme l'approbation budgétaire, le contrôle du gouvernement et l'élaboration et l'adoption de législation spécifique.

Les Fronts ont une vision multidimensionnelle, qui se reflète dans la participation des différentes commissions stratégiques telles que la coopération internationale pour le développement, la santé et les services sociaux, l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, entre autres, renforçant ainsi la vision holistique nécessaire pour aborder la nutrition et la sécurité alimentaire.

L'une des stratégies utilisées pour travailler avec les Fronts parlementaires a été l'organisation de forums annuels présentiels dans le but d'échanger des expériences, de rendre les Fronts visibles et de motiver la formation de nouveaux Fronts. Chacun des Forums organisés a eu ses propres spécificités et progrès, et a également été ouvert à la participation de parlementaires d'autres continents. Lors du troisième forum, des parlementaires africains ont été invités pour la première fois. Parallèlement aux forums, des rencontres de planification ont été organisées depuis 2013, qui facilitent les réunions de planification du Comité de coordination élargi des Fronts parlementaires contre la faim (FPH), et comprennent également des espaces de formation et de par-



© OCE Guatemala

tage d'expériences pour les parlementaires et leurs conseillers. Parmi les thématiques abordées dans ces espaces, on peut citer : l'institutionnalisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'inclusion du droit à l'alimentation dans les Constitutions nationales, la lutte contre le gaspillage alimentaire, l'alimentation scolaire, la promotion de l'agriculture familiale et des achats publics, les environnements alimentaires sains, les étiquetages alimentaires frontaux, la publicité pour les enfants, les mesures réglementaires concernant les boissons sucrées et d'autres produits malsains, l'égalité des droits des femmes sur la propriété de la terre, la promotion de politiques de soutien aux femmes rurales, etc.

Au cours de la quatrième rencontre, les relations entre les législateurs et le milieu académique ont été officialisées grâce à un accord entre le FPH et l'Observatoire du droit à l'alimentation pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ODA ALC). Cette relation lie la production de preuves scientifiques à l'appui de la législation, afin de soutenir les actions des législateurs et d'orienter la recherche dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition, répondant ainsi, depuis le milieu académique et la législation, à une question cruciale qui nécessite la participation de multiples acteurs.

Ces actions ont été accompagnées d'une offre étendue de cours en ligne sur des thèmes variés : i) Politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Amérique latine et dans les Caraïbes ; ii) Communication et connaissance pour la prise de décision en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Amérique latine ; iii) Diplôme en ligne en méthodologie de sécurité alimentaire et nutritionnelle ; iv) Promotion de l'utilisation d'aliments sains ; Cours sur les politiques publiques en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et Droit à l'alimentation, parmi d'autres. Cette offre est proposée par le centre de formation aux politiques publiques.

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	---	---	---	---	--------------------------------	-----------------------------

L'une des étapes importantes a été le premier Sommet parlementaire contre la faim et la malnutrition, qui s'est tenu en octobre 2018, au siège du Sénat espagnol à Madrid, avec la participation de plus de 200 parlementaires de 80 pays.

À la suite de ce sommet et dans son prolongement, les dialogues parlementaires virtuels « Sécurité alimentaire et nutrition en temps de COVID-19 » ont été organisés en 2021 par la FAO avec le soutien décisif de l'AECID.

Impacts des Fronts parlementaires :

Les Fronts parlementaires contre la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes ont atteint une série de réalisations, étant entendu que les parlementaires ont un triple rôle : législatif, de contrôle et de surveillance, et d'approbation des budgets publics et de la structure des dépenses.

Dans cette optique, 26 Fronts parlementaires ont été créés en Amérique latine et dans les Caraïbes, permettant d'intégrer la question de l'alimentation et de la nutrition dans les agendas des congrès ainsi que les lois relatives à divers aspects de la nutrition et de la sécurité alimentaire. Autrement dit, il a été possible de comprendre globalement la question de la nutrition à partir de ses déterminants. Pour ce faire, les engagements de l'AECID en faveur du droit à l'alimentation et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ont été essentiels, le premier s'étant matérialisé par un travail visant à garantir l'alimentation d'un point de vue législatif, et le second par l'attribution d'une dimension multidimensionnelle à la compréhension de la nutrition, ainsi que le lien de collaboration avec la FAO qui lui a apporté un soutien technique pour travailler avec les Fronts parlementaires.

Incontestablement, cela a permis de passer d'une approche centrée sur la faim à une approche plus intégrale de la malnutrition, intégrant d'autres questions et éléments clés, liés aux systèmes et environnements alimentaires.

Par ailleurs, des lois ont été adoptées sur l'étiquetage nutritionnel des aliments, ce qui signifie que les interventions ne se limitent plus seulement à la malnutrition par déficit, comme la dénutrition chronique, aiguë ou la faim cachée, mais qu'elles commencent à introduire des actions qui cherchent à combattre la malnutrition par excès, comme le surpoids et l'obésité, problèmes nutritionnels peu abordés dans le cadre de la coopération. Il est important de signaler que ces dispositions législatives ont un impact fondamental sur l'alimentation et la nutrition des citoyens.

Certaines de ces législations spécifiques sont énumérées dans le tableau ci-dessous :

LOIS SUR LE CADRE INSTITUTIONNEL DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Ley marco « Derecho a la alimentación, seguridad y soberanía alimentaria » (PARLATINO). • Ley de Seguridad Alimentaria y Nutricional, 2011 (Honduras).
Ley del Digesto Jurídico Nicaragüense de la Materia Soberanía y Seguridad Alimentaria y Nutricional, 2009, (Nicaragua).
Ley de Soberanía, Seguridad Alimentaria y Nutricional y Derecho a la Alimentación de Paraguay (Paraguay).
Ley de Seguridad Alimentaria y Nutricional de Perú, 2015 (Pérou).
Ley 589-16 sobre Soberanía y Seguridad Alimentaria y Nutricional por el Derecho a la Alimentación (République dominicaine).

LOIS SUR DES SUJETS SPÉCIFIQUES AGRICULTURE FAMILIALE/AGROÉCOLOGIE

Ley Modelo de Agricultura Familiar (PARLATINO).
Ley 27.118: Reparación Histórica de la agricultura familiar para la reconstrucción de una nueva ruralidad en la Argentina (Argentine).
Ley de Agricultura Familiar. Enero 2020 (Panama).
Ley que crea el sistema nacional de Agricultura Familiar Campesina (Paraguay).
Ley 30355 de Promoción y Desarrollo de la Agricultura Familiar, 2015 (Pérou).
Ley Orgánica de Tierras Rurales y Territorios Ancestrales, 2016 (Équateur).

LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Ley nº 27454 – « Plan Nacional de Reducción de Pérdidas y Desperdicios Alimentarios » (2018) (Argentine).
Ley 1990. Para la Prevención de Pérdidas y Desperdicios de Alimentos (2019) (Colombie).
Ley nº 188 de Fomento de la Donación de Alimentos (2019) (El Salvador).

ALIMENTATION SCOLAIRE

Ley Marco de Alimentación Escolar (PARLATINO).
Ley de Alimentación Escolar en el marco de la soberanía alimentaria y la economía plural (Bolivie).
Ley 11.497 del Programa Nacional de Alimentación Escolar, 2009 (Brésil).
Ley orgánica de Alimentación Escolar, 2020 (Équateur).
Ley de Programa de Vaso de Leche Escolar, 2013 (El Salvador). • Ley de Alimentación Escolar (Guatemala).
Ley de Alimentación Escolar (Honduras).
Ley de Alimentación Escolar (Paraguay).
Ley de Promoción de la Alimentación Saludable en los Centros de Enseñanza, 2013 (Uruguay).

ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Ley de Promoción de Alimentación Saludable (Bolivie).
Ley nº 20.606 sobre Composición nutricional de alimentos y su publicidad, 2015 (Chili).
Reglamento Oficial No. 134 de Etiquetado de Alimentos Procesados para el Consumo (Équateur).
Modificación de la Ley General de Salud en materia de sobrepeso, obesidad y de etiquetado de alimentos y bebidas no alcohólicas. Ley de Etiquetados, 5 de noviembre 2019 (Mexique).
Ley 30021 de Promoción de Alimentación Saludable para niños, niñas y adolescentes, 2013 (Pérou). Decreto N° 272/018 Modificación del Reglamento Bromatológico Nacional, relativo al rotulado de alimentos (Uruguay).

AUTRES

Ley Credimujer, 2015 (Honduras).
Ley sobre instalación de salas de lactancia materna (Uruguay). • Enmienda constitucional reconociendo el derecho a la alimentación, modificación de los artículos 4 y 27 de la Constitución, 2011 (Mexique).

Source : AECID. Lecciones aprendidas sobre los Frentes Parlamentarios.

Un autre impact est celui de placer l'état nutritionnel de la population comme axe central de l'élaboration des lois, en renouvelant son approche et en l'alignant sur le droit humain à l'alimentation. Par exemple, pendant plusieurs décennies, l'alimentation scolaire a constitué une tâche quotidienne et commune dans divers pays d'Amérique latine et des Caraïbes, par le biais de lois et la mise en œuvre de programmes dont l'objectif était d'optimiser les coûts alimentaires. Cependant, à l'heure actuelle, les lois sur l'alimentation scolaire présentent une approche nutritionnelle, impliquant une transformation complète des objectifs de l'alimentation scolaire qui incorporent désormais la révision des menus par des nutritionnistes et la coordination avec des achats de produits locaux.

Ce nouveau regard sur les lois est propice à la mise en place d'un environnement politique et législatif favorable à la nutrition.

De plus, le travail des parlementaires à travers les FPH montre l'implication d'un des trois pouvoirs de l'État, et la capacité de l'AECID, en partenariat avec la FAO, à influencer leurs fonctions dans le cadre de l'alimentation et de la nutrition, tout en générant des consensus politiques.

Un autre impact obtenu est celui du renforcement indirect de la démocratie, par un rassemblement des parlementaires de différentes formations politiques autour d'un objectif commun et d'une législation visant à améliorer l'alimentation et la nutrition des citoyens, par un renforcement de la pratique de la négociation entre parlementaires de positions différentes, ainsi que par la consolidation du dialogue. Cela a permis de surmonter les risques de politisation partisane, en optant pour des plateformes plurielles et en maintenant une position de caractère technique, éloignant ainsi les points de vue partisans.



© FAO

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'ACID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'ACID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'ACID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'ACID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	--	--	---	---	--	--	--------------------------------	-----------------------------

Par ailleurs, on cherche à consolider la relation entre le monde parlementaire et le monde académique, ce qui nécessite un renforcement continu et une rétro-alimentation afin de produire des preuves issues du milieu académique qui contribuent à générer des données probantes et des politiques viables en matière d'alimentation et de nutrition. Cela nécessite également de renforcer le dialogue entre les universitaires et les décideurs politiques. En outre, le fait d'impliquer le monde académique dans cette tâche de production d'éléments probants afin de les matérialiser en politiques légitime le processus politique et renforce en même temps la participation du monde universitaire à la résolution des problèmes publics. Le travail avec les universités a permis de créer la plateforme intitulée « Observatoire du droit à l'alimentation en Amérique latine et dans les Caraïbes », avec la participation d'universités de 10 pays d'Amérique du Sud, de 5 pays mésoaméricains et de 2 pays des Caraïbes, soit une participation totale de 100 universités, qui encouragent l'élaboration de politiques publiques visant à garantir le droit humain à une alimentation adéquate. Pour ce faire, des études, des indicateurs et des recommandations sont générés, qui peuvent être d'une grande utilité dans les processus de développement, de mise en œuvre et de suivi des législations et/ou des politiques publiques appliquées au niveau local, national ou régional.

Le travail avec les Fronts parlementaires est une expérience innovante pour la Coopération, car il présente une approche structurée, avec un rapprochement constant d'un acteur rarement impliqué dans les projets de nutrition : les parlementaires. Au cours des plus de quinze années de travail, cela a permis de générer une série d'enseignements et de stratégies pour une action efficace et un engagement de ces acteurs.

Le travail avec les parlementaires favorise la formulation de politiques alimentaires et nutritionnelles par les décideurs eux-mêmes. Cela facilite leur développement en tenant compte de la perspective et de l'action de leurs principaux acteurs, tout en permettant d'évaluer leurs propres besoins et de les traduire en lois. En ce sens, cette intervention renforce le cadre institutionnel, le développement des capacités et les décisions politiques internes, s'éloignant ainsi des interventions imposées et encourageant la planification interne, pour laquelle des conseillers sont également impliqués et des espaces de dialogue sont encouragés.

Cette vaste expérience avec les Fronts parlementaires a dépassé les frontières de l'Amérique latine et des Caraïbes, servant de plateforme pour une coopération « Sud-Nord ». Les dialogues ont cherché à soutenir les activités de création et de renforcement des capacités pour les parlementaires, ainsi que les processus de dialogue politique qui se développent en la matière dans chaque région du monde, et pas seulement en Amérique latine. En 2016, une Alliance parlementaire pour le droit à l'alimentation a été constituée au Parlement européen. La même année, l'Alliance parlementaire panafricaine pour la sécurité alimentaire et la nutrition (PAPA-FSN) a été lancée en Afrique, pour ne citer que quelques exemples.

L'Alliance parlementaire espagnole pour le droit à l'alimentation a également été créée en 2018, signée par 197 parlementaires et relancée en mars 2021 au Sénat espagnol. L'Alliance met en lumière la possibilité d'une coopération bilatérale, puisqu'une initia-

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	---	---	---	---	--------------------------------	-----------------------------

tive née en Amérique latine, soutenue par la Coopération espagnole, a été adoptée par les parlementaires espagnols. Il est important de souligner qu'au-delà de la création d'un Parlement espagnol, l'inclusion de politiques visant à améliorer l'alimentation, telles que l'étiquetage des aliments, est encore attendue.

Pour sa part, l'interrelation du monde académique en Espagne a permis la création de l'Observatoire du droit à l'alimentation d'Espagne (ODA-E), initialement promu par l'Université de Barcelone, l'Université d'Oviedo et l'Université polytechnique de Madrid, et aujourd'hui intégré par plus de trente institutions académiques, dont des facultés, des écoles universitaires, des départements, des instituts, des chaires, des observatoires, parmi d'autres. L'ODA-E a pour objectif de promouvoir des initiatives de recherche multidisciplinaire qui contribuent à influencer les politiques publiques et garantissent l'exigibilité du droit à une alimentation adéquate, ainsi que des thématiques connexes.

L'impact des Fronts parlementaires a également permis d'établir de nouvelles méthodes de travail à la FAO ; pour la première fois dans le Plan stratégique de la FAO 2023-2030, les alliances parlementaires apparaissent comme un mandat. Dans ce cadre, les résultats envisagés incluent la réplique et le renforcement des alliances parlementaires. De plus, une unité a été créée à la FAO à Rome, chargée de renforcer ces alliances à l'échelle mondiale. Par ailleurs, lors d'une des Conférences régionales de la FAO, qui déterminent l'agenda de travail de l'organisation dans la région, les Fronts parlementaires ont été invités à participer. Ce sont eux qui ont recommandé aux ministres de l'Agriculture de la région la nature du travail à faire et pourquoi. En même temps, ils ont souligné l'importance de continuer à collaborer avec les Fronts parlementaires, de sorte que cette coopération a été inscrite dans l'agenda de la FAO pour les années à venir.

Défis pour les Fronts parlementaires :

- Obtention de l'approbation budgétaire pour les lois émergentes sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
- Coordination des activités réalisées par les bureaux de la Coopération espagnole avec celles des Fronts parlementaires afin qu'elles puissent se compléter et créer des synergies pour un impact accru sur l'alimentation et l'état nutritionnel.
- Capitalisation par l'Espagne de tout ce processus politique généré dans le cadre des Fronts parlementaires et positionnement des enseignements tirés comme faisant partie des recommandations dans les forums mondiaux sur la nutrition.
- Nécessité de subventions pluriannuelles compte tenu de la nature des Fronts parlementaires ; actuellement, le travail repose sur des subventions annuelles, ce qui complique la planification d'actions pour les années suivantes. Il est donc nécessaire d'établir une programmation pluriannuelle aidant à fixer des objectifs et des actions à moyen terme.

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	---	---	---	---	--------------------------------	-----------------------------

- Contextualisation du travail avec les Fronts parlementaires d'Amérique latine et des Caraïbes afin de fournir une assistance technique aux Fronts parlementaires émergents en Afrique, qui, en raison de leurs caractéristiques, nécessitent d'autres éléments tels que, la coordination avec la Coopération internationale, étant donné que de nombreuses ressources utilisées proviennent de sources de la coopération et non du pays lui-même.

Le droit à l'alimentation dans le cadre des Fronts parlementaires :

Le travail avec les Fronts parlementaires en Amérique latine et dans les Caraïbes renforce la nutrition en tant que question d'État, où le pouvoir législatif contribue à garantir le droit humain à l'alimentation, par la création de lois visant à améliorer l'état nutritionnel de la population et à créer des environnements alimentaires plus adéquats.

Le fait, par exemple, que les lois sur l'étiquetage nutritionnel aient vu le jour en Amérique latine n'est pas une coïncidence ; elles sont le résultat du travail des Fronts parlementaires, exprimant une volonté politique forte de l'État d'aborder l'alimentation et la nutrition de la meilleure façon possible.

De cette manière, l'AECID renforce sa vocation de soutien et son engagement ferme en faveur du droit humain à l'alimentation, en mettant en pratique l'exercice de garantie de ce droit par les pouvoirs législatifs. Cela est cohérent avec le travail encouragé par l'Espagne à travers le financement du Bureau du droit à l'alimentation de la FAO à Rome et du rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation.

L'Initiative pour une Amérique latine et des Caraïbes libérées de la faim, à travers ses multiples composantes, dont le Front parlementaire, a permis d'intégrer le droit humain à l'alimentation dans les politiques et les lois. Cette région est celle qui a le plus intégré ce droit dans ses constitutions, politiques et stratégies. Ainsi, le Bureau du droit humain à l'alimentation travaille en étroite collaboration dans le cadre de cette initiative, ce qui distingue le travail avec d'autres régions comme l'Asie, dépourvues de structure de soutien comme celle favorisée par l'AECID-FAO. Dans le cas de l'Afrique, les Fronts parlementaires émergents sont en train d'ouvrir un espace de travail plus structuré pour la défense du droit humain à l'alimentation.

Les expériences acquises dans le cadre de l'initiative « L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim », ainsi qu'en Espagne en matière de droit humain à l'alimentation, se renforcent mutuellement et génèrent des actions durables de la part de chacun des acteurs impliqués dans ces processus. En ce qui concerne le Bureau du droit humain à l'alimentation, l'Espagne a apporté un soutien important par le biais du financement de ce Bureau, ainsi que du rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation.

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	---	---	---	---	--------------------------------	-----------------------------

L'impact de l'AECID à travers son soutien au Bureau du droit humain à l'alimentation est inestimable, étant donné que le Bureau joue un rôle d'influence au niveau des pays, ainsi qu'à l'échelle mondiale, auprès des Comités de la sécurité alimentaire et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, et vis-à-vis du travail interne au sein de la FAO, car ils agissent en tant que gardiens du droit humain à l'alimentation. La nutrition se révèle un aspect déterminant du droit humain à l'alimentation, en favorisant son adoption dans les politiques, les stratégies, les suivis, entre autres.

Par conséquent, l'AECID a eu une vision stratégique pour apporter un soutien intégral au droit humain à l'alimentation et à la lutte contre la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans une perspective de gouvernance et d'intervention à long terme, structurée et cohérente, ainsi qu'en investissant dans l'équipe de la FAO, ce qui se reflète dans la ligne directe qui existe entre la législation en Amérique latine et dans les Caraïbes et l'investissement espagnol.

Malgré les progrès accomplis, il reste encore du chemin à parcourir, comme renforcer la cohérence au sein de l'AECID et de ses programmes, c'est-à-dire la manière dont cette approche est intégrée dans les différents secteurs de travail, tels que la santé, la sécurité alimentaire, l'égalité des sexes, entre autres.

De même, il convient de s'aligner sur les projets financés par l'AECID, ce qui nécessite la capitalisation du travail réalisé et des enseignements tirés, afin de valoriser le travail de l'AECID à l'égard des Fronts parlementaires et du droit à l'alimentation.

IDÉES PRINCIPALES DE CETTE SECTION

- L'alliance FAO- AECID est une synergie importante pour l'accompagnement technique et la consolidation des Fronts parlementaires.
- Les travaux visant à améliorer l'alimentation et la nutrition nécessitent une action sur les cadres juridiques, ainsi que sur les allocations budgétaires qui en découlent.
- Les Fronts Parlementaires abordent la nutrition sous une vision multidimensionnelle, qui se traduit par la diversité des normes proposées et émises, couvrant une série de déterminants de la nutrition.
- Les Fronts Parlementaires mettent en œuvre de manière pratique le droit humain à l'alimentation, en générant les cadres législatifs qui garantissent ce droit ou les facteurs qui y sont associés.
- Les lois générées par les Fronts parlementaires montrent qu'il est possible d'aborder la nutrition sous une large perspective, non seulement en créant une passerelle allant du travail centré sur la faim au travail axé sur la malnutrition (qui inclut la dénutrition, le surpoids, l'obésité), mais en cherchant aussi à atteindre un état nutritionnel adéquat.
- L'expérience des Fronts parlementaires constitués en Amérique Latine et dans les Caraïbes est en train d'être adoptée par d'autres régions du monde comme l'Afrique, et cela démontre à des pays comme l'Espagne qu'il est possible d'apprendre et d'échanger des expériences entre le Sud-Sud et le Sud-Nord.
- Le travail avec les Fronts parlementaires reste strictement technique et politique, ce qui favorise un environnement de travail approprié, capable de rassembler des parlementaires de différentes formations politiques sous des objectifs clairs de nutrition et d'alimentation.
- L'association des universités avec les Fronts parlementaires favorise le dialogue entre ces acteurs, tout en orientant les recherches académiques vers la compréhension et la résolution de problèmes réels qui affectent la population. De plus, elle contribue à la construction du développement, défini et encouragé par les acteurs locaux eux-mêmes.

Références :

AECID (2021). Lecciones y buenas prácticas en el trabajo de la AECID con los frentes parlamentarios contra el hambre: resultados y aprendizajes de una innovadora apuesta por el derecho a la alimentación.

FAO (2017). Frentes parlamentarios contra el hambre e iniciativas legislativas para el derecho a una alimentación y nutrición adecuadas La experiencia de América Latina y el Caribe (2009-2016).

FAO (2018). Alianzas parlamentarias contra el hambre y la malnutrición. Primera Cumbre Parlamentaria Mundial. Madrid, octubre de 2018.



ÉTUDES DE CAS : APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN

6

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	--	---	---	--------------------------------	-----------------------------

Les études de cas à l'échelle de pays ont été sélectionnées sur la base des critères suivants :

- Principaux pays bénéficiaires de l'AECID selon les données de l'OCDE-Data Explorer en ce qui concerne les projets financés dans le domaine de la nutrition (code de base 12240).
- Aire géographique, représentant les régions d'Amérique Latine et d'Afrique subsaharienne.
- Pays partenaires ayant une contribution historique de l'AECID.
- Les pays avec des expériences modèles d'intervention soutenues par leurs gouvernements, comme dans le cas du Niger avec l'initiative 3N, ou du Guatemala avec le Secrétariat pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SESAN).

6.1. ÉTUDE DE CAS : GUATEMALA

Au Guatemala, l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) structure son travail autour de quatre axes principaux : la lutte contre la violence sexiste, le renforcement de l'État de droit et la réalisation des droits de l'homme, la réduction de la dénutrition infantile chronique et le patrimoine historique.

Ces priorités sont incluses dans le cadre de partenariat pays Guatemala-Espagne 2021-2024 en vigueur, et répondent à la priorisation des objectifs et aux orientations gouvernementales définies par le Guatemala. En ce qui concerne la nutrition, la priorité répond à l'alignement sur la Politique générale du gouvernement 2020-2024, dans le cadre de l'axe du développement social, l'un de ses engagements étant d'améliorer la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de la santé, de l'éducation et de l'accès au logement, ainsi que de promouvoir la rupture du cycle de la pauvreté grâce au développement du capital humain et à la promotion de programmes d'aide sociale. De même, le gouvernement a encouragé des actions de prévention de la dénutrition dans ses stratégies nationales, comme par exemple dans la Gran Cruzada Nacional por la Nutrición (actuellement Mano a Mano), dont la stratégie est axée sur : 1. la prévention de la dénutrition chronique et de l'anémie ; 2. la réduction de la morbidité et de la mortalité maternelles et infantiles ; 3. la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population guatémaltèque ; 4. le renforcement des services de base dans le pays de manière permanente et opportune ; et 5. la prévention des maladies infectieuses et chroniques.

Ainsi, le programme « Réduction de la dénutrition infantile » a été classé comme prioritaire dans le cadre de partenariat pays 2021-2024 et constitue également l'une des priorités de l'AECID, compte tenu des niveaux élevés de dénutrition chronique au Guatemala. Il répond également au rapport d'examen et aux recommandations des cadres de partenariat pays précédents, qui soulignent l'avantage comparatif de la Coopération

tion espagnole dans les domaines dans lesquels elle travaille traditionnellement : la lutte contre la dénutrition et la réduction de la violence sexiste à l'égard des femmes et des filles.

Le programme de réduction de la dénutrition infantile chronique est présent dans 36 municipalités du pays et comprend des interventions bilatérales et multilatérales, le Fonds de coopération pour l'eau et l'assainissement (FCAS), des accords et des projets d'ONGD, entre autres instruments de financement.

Le programme intègre cinq lignes d'action : i) l'accès aux aliments, ii) le développement économique, iii) l'eau et l'assainissement, iv) la santé et v) le changement climatique. Actuellement, 19 interventions sont en cours de mise en œuvre avec 52,5 millions d'euros dans le cadre du programme de réduction de la dénutrition. Parmi ces lignes d'action, une attention particulière a été accordée à l'eau et à l'assainissement, grâce au Fonds de l'eau, qui a bénéficié à plus de 164 000 personnes dans 174 communautés.

Les interventions établies pour chacune des lignes d'action sont les suivantes :

ACCÈS AUX ALIMENTS	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
Distribution de nourriture	Systèmes d'irrigation
Jardins familiaux	Groupes d'épargne
Diversification de l'alimentation	Initiatives productives
Introduction de semences améliorées	Formation et renforcement des capacités des entreprises
Banques alimentaires et de semences	
Gouvernance alimentaire	
Extension rurale	
EAU ET ASSAINISSEMENT	SANTÉ
Accès à l'eau potable	Distribution de nourriture
Accès à l'assainissement	Jardins familiaux
Qualité de l'eau	Diversification de l'alimentation
Protection des sources et des bassins versants	Introduction de semences améliorées
Gouvernance de l'eau	Banques alimentaires et de semences
Accès et réhabilitation de l'eau et de l'assainissement dans le secteur public	Gouvernance alimentaire
	Extension rurale
CHANGEMENT CLIMATIQUE	
Déchets solides	
Conservation des sols	
Reboisement	
Recherche	
Soutien aux contributions déterminées au niveau national (réductions prévues des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques)	

Ainsi, la mise en œuvre des interventions dans ces lignes stratégiques vise à réduire la dénutrition infantile dans le cadre d'une approche multidimensionnelle qui aborde l'accès aux aliments, depuis l'assistance alimentaire, mais aussi depuis le renforcement de la production par l'amélioration de la production et des capacités des agri-

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	--	---	---	--------------------------------	-----------------------------

culteurs, ainsi que le développement économique à partir de groupes d'épargne et d'initiatives productives, et qui aborde aussi l'eau et l'assainissement, non seulement du point de vue de la consommation humaine, mais aussi de la protection des bassins hydrographiques, ainsi que la santé, en donnant la priorité aux 1000 premiers jours, et le changement climatique.

L'étendue de ces interventions établies dans le cadre des cinq lignes stratégiques mentionnées reflète la conception multidimensionnelle de la nutrition, ainsi que des actions structurelles qui intègrent un certain nombre de déterminants de la nutrition dans le cadre d'une approche intégrale.

De manière générale, les interventions en matière de nutrition au Guatemala ont suivi une approche similaire, en collaborant étroitement avec le secteur de la santé pour garantir un accompagnement des familles et un changement d'habitudes. Elles incluent également le renforcement de l'accès aux aliments grâce à la diversification de la production et à d'autres initiatives productives, ainsi que l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, entre autres actions. L'innovation dans les projets de nutrition réside principalement dans la coordination et le renforcement des institutions publiques, afin de parvenir à une articulation et de placer la question à l'ordre du jour public. En d'autres termes, l'innovation se concentre sur les stratégies utilisées pour aborder la question de la nutrition, c'est-à-dire sur la manière dont cela fonctionnera, et dans une moindre mesure sur les actions à mettre en œuvre. Autrement dit, l'innovation se concentre davantage sur les stratégies employées pour aborder le problème de la nutrition, c'est-à-dire sur la manière de travailler, et dans une moindre mesure sur les actions spécifiques mises en œuvre.

De même, le programme s'articule autour de deux grands axes de travail : d'une part, le travail au niveau national et, d'autre part, le travail au niveau local. Au niveau national, l'objectif est de renforcer les capacités de l'État en matière de prise en charge intégrale, en mettant l'accent sur la coordination des acteurs, élément clé pour assurer une approche multisectorielle de la nutrition.

Cette dynamique de coordination s'inscrit également dans les priorités de l'État guatémaltèque pour combattre la malnutrition. Cependant, l'application de cette approche multidimensionnelle ne se reflète pas clairement. En effet, l'objectif ultime de cette coordination doit se traduire par un impact sur les ménages, c'est-à-dire que les services essentiels de l'État doivent être fournis de manière complémentaire et simultanée à un même ménage, et non pas certains services à certains ménages et d'autres services à d'autres ménages, car l'impact attendu pour la réduction de la dénutrition finit ainsi par se diluer.

Il est également important de noter que la coordination pour la lutte contre la dénutrition chronique est une priorité nationale, et est établie comme un objectif spécifique du Secrétariat pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la Présidence de la République (SESAN) qui l'énonce de la manière suivante : renforcer la coordination des actions de sécurité alimentaire et nutritionnelle menées par les entités du Système national pour

la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tant au niveau central qu'au niveau territorial, à travers la gouvernance en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Toutefois, une série de facteurs limitent cette coordination, comme l'évaluation limitée de la politique, étant donné qu'aucun mécanisme n'a été établi pour évaluer les actions mises en œuvre et le niveau de réalisation des résultats ; cela est lié aux caractéristiques institutionnelles de la gestion, ainsi qu'à des systèmes d'information déficients et à des informations obsolètes pour la prise de décision. Tout cela a un impact considérable sur les actions mises en œuvre, étant donné qu'aucune information n'est générée sur leur efficacité, les actions implantées pouvant être reconduites bien qu'elles n'aient pas d'impact sur la réduction de la dénutrition.

Un autre facteur limitant pourrait être lié au faible suivi de l'intégration des accords dans le cadre de la politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle au sein des plans opérationnels des ministères qui composent le Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En effet, selon la loi, chacune de ces entités est responsable de la mise en œuvre de ces actions. Cependant, aucune entité n'a été désignée pour effectuer le suivi ou fournir l'assistance technique nécessaire à cet effet. Le Secrétariat pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SESAN) a le mandat de coordonner les actions en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, mais n'a pas les attributions pour assurer l'assistance technique ni le suivi de la mise en œuvre des accords.

Au niveau national, l'AECID a promu l'initiative « Amérique latine et Caraïbes libérées de la faim », à laquelle le Guatemala participe activement en tant que membre du Front parlementaire contre la faim d'Amérique latine et des Caraïbes. Cependant, ces actions ne convergent pas avec celles menées par l'OCE au niveau national. Par conséquent, leur mise en œuvre reste indépendante et ne parvient pas à intégrer les efforts nécessaires pour articuler efficacement le travail entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif.



© OCE Guatemala

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	--	---	---	--------------------------------	-----------------------------

D'autre part, le travail au niveau communautaire se concentre sur le travail avec les familles, principalement au cours des 1 000 premiers jours en raison de l'impact des interventions au cours de cette phase, bien que dans la pratique celle-ci s'étende à cinq ans. De même, le programme se concentre sur le renforcement des capacités locales ou municipales pour parvenir à la coordination des actions tant désirée. Autrement dit, il oriente ses efforts vers le renforcement des institutions et des espaces d'articulation locale afin que l'État, à travers les programmes de transferts conditionnels, d'alimentation scolaire, et ceux promus par le secteur agricole, entre autres, puisse coordonner ses actions et ainsi être plus efficace au moment d'offrir des services aux familles.

Ce renforcement institutionnel est un défi permanent, non seulement en raison de la faiblesse des capacités de gestion au niveau local, mais aussi en raison du manque de flexibilité et d'espace pour les propres décisions locales, étant donné que les budgets sont alloués à partir du niveau central sans pouvoir discrétionnaire pour définir comment et où dépenser dans les territoires locaux, ou faute de mécanismes, à défaut, pour recueillir les besoins au niveau local, ce qui permettrait d'alimenter les décisions au niveau national. Par conséquent, ces décisions centralisées ne répondent pas toujours aux besoins spécifiques identifiés dans les territoires, ce qui réduit la pertinence et l'opportunité des investissements publics.

Malgré les difficultés signalées, l'AECID s'est engagée à renforcer le travail municipal au niveau local, non seulement en termes de renforcement des acteurs et de leur coordination, mais aussi en termes de promotion de la participation citoyenne à travers les Conseils de développement locaux. Un bon exemple de cela est la création de l'axe de l'eau à Sololá, qui a été établi dans le cadre des projets d'eau dans la région et qui, aujourd'hui, grâce aux interventions en matière de nutrition, travaille au sein des lignes du Conseil départemental de sécurité alimentaire et nutritionnelle (CODESAN), en articulant les institutions et la société civile présentes sur le territoire.

Cette construction autour d'un espace créé initialement autour du thème de l'eau, et qui a ensuite été élargi à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, témoigne d'un travail progressif visant à renforcer la nutrition. Ce qui a débuté sous un axe spécifique a finalement rendu possible une ouverture pour promouvoir d'autres déterminants de la nutrition et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Ainsi, l'une des questions fondamentales aux niveaux national et local est le renforcement institutionnel afin de parvenir à une coordination adéquate et d'inscrire la question à l'ordre du jour local. Il est également important de souligner que, bien qu'il y ait un engagement important en faveur du renforcement institutionnel au niveau national, les fonds sont acheminés par le biais d'ONGD ou d'organisations multilatérales afin de garantir une mise en œuvre adéquate des interventions, étant donné que les institutions publiques sont limitées en termes de ressources et d'aspects de gestion technique pour mettre en œuvre ces actions. Par conséquent, la mise en œuvre des fonds par le biais des institutions publiques nécessiterait une série d'ajustements qui incluraient des actions visant à renforcer la gestion publique et ses outils, les processus et le calendrier, ainsi que le renforcement au niveau thématique.

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	--	---	---	--------------------------------	-----------------------------

De même, la coordination est un défi non seulement au niveau des territoires locaux, mais aussi au niveau de la Coopération espagnole, surtout si l'on considère que la coordination doit s'exprimer par des interventions complémentaires au service d'une famille, et non par la somme d'interventions isolées au service de plusieurs familles. À ce stade, il est pertinent de se demander quels impacts la AECID souhaite obtenir, si l'objectif est de maximiser la couverture des interventions ou, à défaut, de réaliser un impact tangible sur les chiffres de la dénutrition grâce à la complémentarité des interventions dans un même foyer.

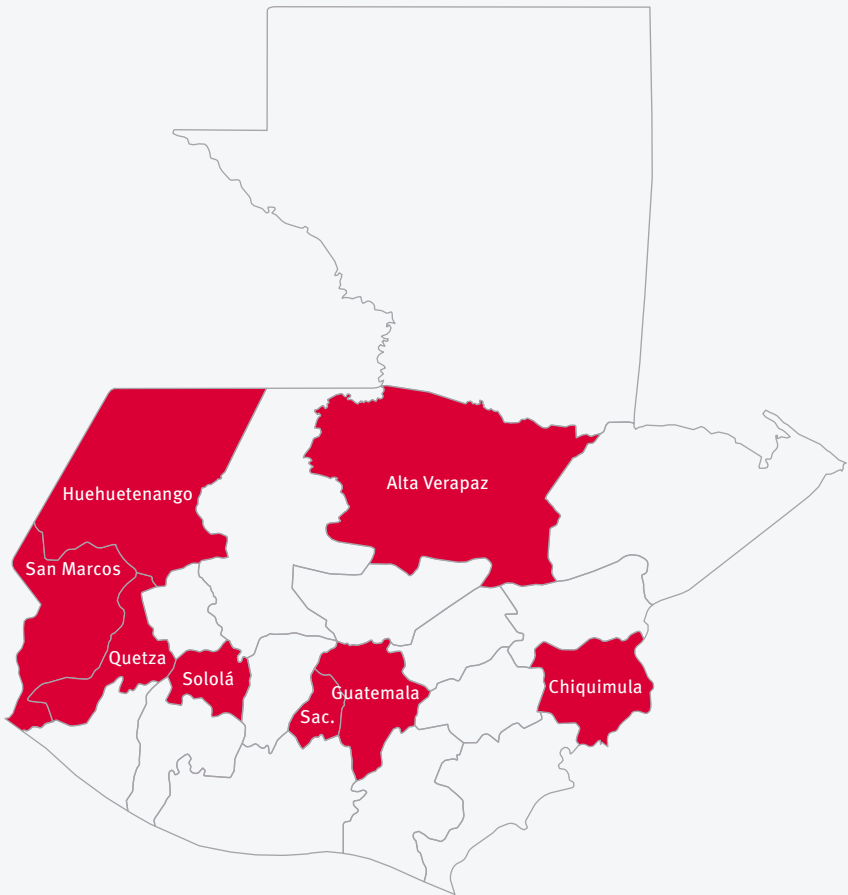
L'un des avantages de l'AECID pour maximiser l'impact serait son rôle dans l'articulation de la Coopération espagnole, mais cela nécessiterait d'établir au préalable les interventions fondamentales dans chaque territoire et l'alignement de la CE sur ces besoins.

À cet égard, l'AECID est un membre fondateur et participe activement au Groupe des donateurs espagnols (G13), qui réunit les principaux donateurs bilatéraux et multilatéraux au Guatemala, qu'ils soient financiers (BID, BM) ou non financiers (UE, système des Nations unies et OEA). L'Espagne est le membre qui a occupé le plus souvent le secrétariat *pro tempore* du G13 et participe très activement aux espaces de dialogue, de discussion, d'harmonisation et d'alignement de la coopération internationale présente dans le pays. Le G13 coordonne les efforts à trois niveaux : politique, coopération pour le développement et technique sectoriel ou thématique, avec sept groupes sectoriels actuellement : sécurité et justice ; santé ; éducation ; environnement et eau ; développement rural et sécurité alimentaire ; genre et peuples indigènes.

Afin d'accroître l'impact sur la réduction de la dénutrition et de surmonter le manque de coordination au niveau des ménages, le bureau de la coopération espagnole (OCE, par son sigle en espagnol) au Guatemala a organisé les différents projets selon une logique de programme et une concentration géographique, mais cela ne garantit pas que les interventions coordonnées bénéficient aux mêmes familles. C'est pourquoi porter le programme à ce niveau d'opérationnalisation est un défi assez ambitieux.

De manière incidente, et en raison de l'extension de la couverture du Fonds pour l'eau, une vaste zone a déjà été couverte auparavant, et actuellement, une partie de cette zone reçoit l'attention d'autres projets dans le cadre du Programme pour la réduction de la dénutrition chronique ; en ce sens, les interventions se complètent et génèrent des synergies sur les déterminants de la nutrition, ce qui devrait avoir un impact sur la réduction de la dénutrition.

Illustration 1. Zones de concentration géographique - OCE Guatemala



En plus de la concentration géographique territoriale pour articuler les interventions, le rôle de coordination de l’AECID permet de rassembler tous les moyens de financement de la Coopération espagnole (municipalités, gouvernements autonomes, universités, entre autres), ce qui permet d’articuler ces interventions.

Approche de genre dans des projets d’intervention au Guatemala :

Travailler avec des femmes dans les projets de nutrition est une condition de base pour réaliser les transformations recherchées en termes d’état nutritionnel des enfants. En ce sens, la priorité est donnée au travail avec les femmes enceintes ou allaitantes, ainsi qu’avec les femmes chefs de famille, en raison de leur situation de vulnérabilité, et avec les femmes victimes de violence, en particulier celles dont les enfants souffrent de dénutrition.

De plus, étant donné que, au Guatemala, les rôles de la femme et de l’homme sont très différenciés, l’objectif est d’impliquer l’homme dans l’alimentation et les soins des enfants, par exemple en travaillant sur les nouvelles masculinités, afin de promouvoir le soutien paternel pour la croissance et les soins appropriés des enfants.

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	--	---	---	--------------------------------	-----------------------------

Défis pour les interventions nutritionnelles au Guatemala :

Les projets de nutrition sont mis en œuvre dans un contexte où le positionnement de la nutrition au niveau national est faible, c'est-à-dire que le soutien de la société civile à la lutte contre la dénutrition est limité. Cela nécessite une campagne de diffusion massive afin que la population soutienne les actions, les investissements et la priorisation des actions visant à réduire la dénutrition dans les territoires. Cette légitimité du problème permettra d'orienter les investissements vers ces activités de manière prioritaire.

L'une des limitations de ce positionnement pourrait être liée au manque d'informations actualisées sur l'état nutritionnel au niveau national. Au Guatemala, les dernières données sur la dénutrition chronique datent de 2014-2015. Cela rend difficile le suivi de l'évolution de la dénutrition, ainsi que l'évaluation des politiques mises en œuvre et de leur impact sur la réduction de la dénutrition.

Un autre défi pour les interventions nutritionnelles est la perméabilité des politiques publiques du niveau national au niveau local. En d'autres termes, en plus de disposer de politiques claires, celles-ci doivent être concrétisées et rendues opérationnelles au niveau local afin d'atteindre le territoire de manière efficace et être priorisées dans les actions institutionnelles.

Étant donné que l'approche de la nutrition est multisectorielle et nécessite des interventions à moyen et long terme, et que la priorisation des zones géographiques se fait en coordination avec les institutions nationales, c'est un défi pour le bureau de la coopération d'avoir un certain pouvoir de décision pour orienter les zones d'intervention des projets présentés, afin que les interventions puissent être complétées ou répondre aux besoins des territoires, en concentrant plus efficacement les ressources institutionnelles, de suivi et financières.

De plus, comme cela a été mentionné, le travail sur les projets de nutrition, en particulier la dénutrition chronique, nécessite des interventions à moyen et long terme dans un même territoire. C'est pourquoi cette vision devrait être intégrée dans l'AECID pour obtenir des financements contribuant à traiter les déterminants complémentaires jusqu'à la graduation du territoire, et ensuite intervenir dans un autre territoire. Cela permettrait également un apprentissage organisationnel en termes d'interventions multidimensionnelles et de long terme.

Cela dans un contexte où les ressources humaines sont limitées au sein de l'OCE au Guatemala, et où le suivi des projets en cours de mise en œuvre est d'autant plus complexe que les zones sont très dispersées.

D'autre part, les projets qui composent le programme de réduction de la dénutrition sont multiples et abordent des déterminants de la nutrition sous des perspectives structurelles et à court terme. Chacune de ces interventions passe par des évaluations finales, qui rendent compte des niveaux de réalisation des objectifs fixés. Cependant, étant donné qu'elles font partie d'un cadre programmatique, il est essentiel d'évaluer

les objectifs du programme pour déterminer si les projets contribuent réellement à la réduction de la dénutrition.

Un autre défi fondamental est la gestion des connaissances de terrain qui contribuent à former des positions claires sur le travail de l’AECID dans le domaine de la nutrition, ce qui est essentiel étant donné l’expérience que l’Agence a dans le territoire, et qui n’est pas encore capitalisée de manière opportune.

Type de projets financés par l’AECID au Guatemala 2018-2022 (marqueur « Nutrition ») :

Les types de projets financés par l’AECID au Guatemala ont été obtenus en utilisant le marqueur « Nutrition » avec le score principal du Data Explorer de l’OCDE, de 2018 à 2022. Ainsi, il a été constaté que les projets mis en œuvre au Guatemala cherchent à atteindre la nutrition par des actions sur la sécurité alimentaire, la production agricole locale, avec notamment une promotion du droit humain à l’alimentation, en tenant compte des mesures d’adaptation au changement climatique et avec un accent particulier sur l’approche de genre pour l’autonomisation des femmes.

L’approche de genre constitue l’une des priorités majeures. Il a été mis en œuvre des projets d’autonomisation économique des femmes, en lien avec la sécurité alimentaire, ou encore des initiatives impliquant des femmes regroupées au sein de coopérative.

De plus, d’autres projets liés à la nutrition ont été identifiés, visant à renforcer les soins de santé primaires en tant que mécanisme clé pour réduire la dénutrition.

Les multiples dimensions abordées dans les projets témoignent d’une vision intégrale de la nutrition, qui se traduit par des projets répondant aux différentes dimensions de la nutrition, bien qu’elles ne soient pas nécessairement toutes incluses dans un même projet.

ANNÉE	GUATEMALA
2018	Soutien à la construction d’infrastructures de base et d’équipements sanitaires et éducatifs dans le département d’Alta Verapaz.
2019	Les familles, en particulier les femmes et les enfants, améliorent leur nutrition en mettant en œuvre des systèmes de production endogènes, durables et résilients. Son objectif global est de contribuer à la réduction de la dénutrition infantile par la promotion du droit humain à l’alimentation à travers des alliances stratégiques avec les détenteurs d’obligations et de responsabilités ; il sera mis en œuvre des systèmes de production durables, en valorisant les savoirs ancestraux et en encourageant la participation des citoyens, en particulier des femmes, afin d’influencer les changements structurels. Mise en œuvre de mesures d’adaptation à la variabilité et au changement climatique pour contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la réduction de la dénutrition infantile dans des communautés et des municipalités du département de Sololá, Guatemala. Renforcer la résilience pour la sécurité alimentaire avec une approche de genre et d’interculturalité pour la population. Le projet vise à promouvoir la durabilité environnementale à travers la prévention et la lutte contre les effets du changement climatique, la conservation et l’utilisation durable des ressources naturelles, ainsi que la construction de la résilience et la protection des moyens de subsistance, avec une perspective de genre comme catégorie d’analyse fondamentale pour l’autonomisation des femmes et la réduction des écarts de pouvoir et des inégalités existantes.

ANNÉE	GUATEMALA
2020	Prévenir la détérioration de l'état nutritionnel des communautés rurales les plus vulnérables du Guatemala Autonomisation économique des femmes, avec un accent sur la sécurité alimentaire face aux éventuels effets du COVID-19, dans les zones rurales des municipalités associées à la Mancomunidad de Municipios de la cuenca del Río Naranjo au Guatemala. Deuxième phase.
2021	Construire des environnements communautaires durables, équitables et résilients au Guatemala. Santé et sécurité alimentaire à San Marcos : augmentation de la résilience des communautés vulnérables dans le contexte du COVID-19. Renforcement de la sécurité alimentaire des femmes productrices associées à la Cooperativa Integral Agrícola de Mujeres Cuatro Pinos.
2022	Renforcement de la sécurité alimentaire des femmes productrices associées à la Cooperativa Integral Agrícola de Mujeres Cuatro Pinos. Deuxième phase. Combattre la dénutrition infantile en stimulant l'action communautaire et les solutions technologiques. Deuxième phase. Turerb'ixirarinb'utz (Mieux vivre) Renforcement des soins de santé primaires (SSP) et de la stratégie des réseaux pour contribuer à la prise en charge intégrale et à la réduction de la dénutrition au Guatemala et dans le département de Sololá. (Année 2)

Source : OCDE Data Explorer. <https://data-explorer.oecd.org/>

6.2. ÉTUDE DE CAS : HONDURAS

L’AECID est présente au Honduras depuis plus de 40 ans, au cours desquels elle a travaillé à la mise en place de processus de développement dans le pays. Actuellement, ses lignes de travail sont alignées sur les Objectifs de développement durable (ODD), la Stratégie de programmation conjointe de l’Union européenne et les instruments de gestion du gouvernement du Honduras, tels que la Vision du pays 2010-2038, le Plan stratégique du gouvernement et le Plan pour l’égalité et l’équité entre les sexes, ainsi que le Plan directeur de la Coopération espagnole.

Ainsi, le cadre de partenariat pays Honduras-Espagne 2020-2023, dont la validité a été prolongée, établit trois résultats de développement : RD1. Garantir le bien-être social et la croissance économique inclusive au niveau local ; RD2. Les femmes, les filles et les groupes discriminés en raison de leur identité sexuelle améliorent le plein exercice de leurs droits, avec une vie libre de violence ; RD3. Promouvoir l’État de droit et la gouvernance démocratique.

Le RD1 comprend les résultats intermédiaires suivants : R1.1.1. Amélioration de l’application de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans une perspective territoriale, avec le leadership des gouvernements locaux et une large participation sociale ; R1.1.2. Les producteurs et productrices ont augmenté et diversifié leur capacité de production, de transformation et de commercialisation, intégrés dans des chaînes de valeur et des conglomérats productifs ; R1.1.3. Amélioration de l’accès à l’eau potable, à l’assainissement et à la gouvernance des ressources en eau ; R1.1.4. Les infrastructures facilitant le développement économique et le bien-être social sont améliorées ; R1.1.5. Renforcement du tissu économique entrepreneurial et du secteur social de l’économie locale dans sa contribution à une croissance économique durable ; R1.1.6. Le patrimoine culturel du pays est conservé, contribuant à la création d’emplois et à la régénération des espaces urbains et ruraux.

Ainsi, le cadre de partenariat pays conçoit la nutrition dans le cadre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en intégrant la production, l’accès à l’eau potable et l’assainissement. Les stratégies qui sous-tendent le RD1 visent à renforcer l’administration municipale et la planification territoriale, en plus de la création d’opportunités économiques locales, et des actions spécifiques sont menées pour garantir la santé alimentaire et nutritionnelle.

Pour atteindre ces objectifs, l’AECID au Honduras a pour rôle de coordonner tous les acteurs de la Coopération espagnole, qui inclut des universités, des syndicats, des ONGD, entre autres, tant en matière de sécurité alimentaire que dans d’autres domaines de développement.

L’une des initiatives les plus importantes, tant par son ampleur que par sa couverture, est l’initiative EUROSAN-DEL, qui utilise le mécanisme de la coopération déléguée, dans le cadre duquel l’Union européenne alloue 9 millions d’euros pour le soutien

complémentaire à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et au développement économique local.

Ce projet poursuit l’objectif de « Contribuer à la réduction de la pauvreté et de la malnutrition », à travers 3 objectifs spécifiques : OS.1. Améliorer l’égalité d’accès à des services sociaux publics abordables et de qualité et les comportements liés à la nutrition des enfants de moins de 5 ans et des femmes en âge de procréer ; OS.2. Renforcer l’approche territoriale intégrée au développement local, en améliorant les capacités des gouvernements locaux en matière de planification, de programmation, de budgétisation, de suivi, de mise en œuvre et de comptabilité de la politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle, dans une perspective basée sur les droits ; et OS.3. Améliorer l’efficacité de la coordination, la gestion de l’information basée sur des preuves, la création de connaissances et la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, c’est-à-dire l’objectif est d’améliorer les politiques publiques basées sur des preuves, en intégrant les résultats des audits sociaux et des études sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. EUROSAN-DEL couvre 39 municipalités. Le projet implique des institutions publiques telles que la Secretaría de Salud, la Asociación de Municipios de Honduras (AMHON), la Universidad de Zamorano, entre autres.

L’un des aspects centraux du projet est le renforcement des municipalités afin d’intégrer les politiques dans les plans municipaux, de sorte que les interventions puissent effectivement atteindre la population. Le rôle de l’État est fondamental car il lui incombe d’apporter les changements nécessaires au profit de la société hondurienne,



© FAO / Miguel Arreátegui

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	--	---	---	--------------------------------	-----------------------------

et cela exige également un travail continu étant donné qu'il y a une forte rotation du personnel dans les municipalités, ce qui rend l'assistance continue indispensable. Le grand défi des municipalités est de parvenir à financer les actions liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Par ailleurs, la génération de données probantes est un autre des aspects pertinents sur lesquels le projet a un impact. Des actions coordonnées ont été mises en place avec l'Universidad Zamorano, spécialisée dans l'agriculture et la sécurité alimentaire, et la Fundación CSAI, spécialisée dans la santé publique, de manière à atteindre la cohérence nécessaire pour créer l'impact attendu.

Par conséquent, ce projet constitue la colonne vertébrale de la coordination de la Coopération espagnole menée par l'AECID, afin de compléter cette intervention cadre dans les territoires. Cela peut être visualisé à travers un projet promu par l'OCE Honduras, mis en œuvre avec Cáritas, qui se concentre sur cinq municipalités adjacentes à la zone d'influence d'EUROSAN-DEL, orienté à réduire la faim et à améliorer les conditions de vie de la population. Par ailleurs, la Fundación CSAI a mis en œuvre un projet visant à améliorer les soins de santé primaires, dans le cadre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pour parvenir à cette complémentarité d'intervention dans les territoires, le rôle de coordination de l'OCE Honduras a été fondamental, afin d'orienter les interventions nécessaires sur la base des besoins préalablement identifiés. Pour améliorer la coordination, l'OCE Honduras a organisé des réunions avec tous les acteurs de la Coopération espagnole sur le territoire ; les efforts visent également à générer des actions de complémentarité avec d'autres acteurs de la coopération présents dans le pays.

L'AECID cherche ainsi à créer des synergies avec les ressources existantes, afin d'accroître l'impact sur les territoires.

De même, dans ce projet, comme dans d'autres promus par l'AECID, le contexte est un aspect fondamental pour la mise en œuvre et la recherche de projets, étant donné que le pays présente une grande diversité en termes de climats, mais également en termes de conditions socio-économiques, d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité.

Intégration de la dimension de genre dans les projets de l'AECID au Honduras :

Les groupes cibles des projets de nutrition sont les enfants et les femmes, parmi lesquels des actions de promotion d'une nutrition adéquate et de bonnes pratiques nutritionnelles telles que l'allaitement sont mises en œuvre.

Au-delà du travail avec les femmes, en particulier les femmes enceintes et les mères d'enfants de moins de cinq ans, l'accent est mis sur la participation des femmes à la formulation des plans de développement et aux espaces de prise de décision, principalement dans le cadre des travaux avec les municipalités. Cela se fait dans le cadre d'un projet visant à promouvoir l'intégration de l'approche de genre dans les politiques municipales. Cela se fait dans le cadre d'un projet visant à promouvoir l'intégration de

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	--	---	---	--------------------------------	-----------------------------

l'approche de genre dans les politiques municipales. Dans ce contexte, une collaboration est établie avec les bureaux municipaux de la femme, bien que ces instances ne disposent pas toujours de budget, ce qui met en évidence la reconnaissance limitée de leur importance dans la gestion municipale.

La participation des femmes est également encouragée dans d'autres axes de travail, tels que l'eau et l'assainissement, où leur implication dans les comités de gestion de l'eau est encouragée. La participation politique des femmes est aussi mise en avant, celles-ci pouvant s'exprimer sur des sujets tels que la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire, thèmes qui peuvent être inscrits à l'ordre du jour grâce à elles.

Défis :

Travailler dans le contexte hondurien, où la migration, la mobilité humaine, le changement climatique et l'insécurité alimentaire sont des facteurs incontournables pour la coopération, exige une approche intégrée et l'adoption du triple nexus : paix, développement et action humanitaire.

D'autres défis consistent à aborder les pratiques de santé et d'alimentation dans les territoires indigènes dans une perspective interculturelle, ce qui nécessite l'identification des tabous et de certaines pratiques qui ne sont pas très appropriées, avec le défi de susciter une réflexion et de les transformer à partir des communautés elles-mêmes.

Générer des initiatives de développement à long terme qui abordent la nutrition de manière multidimensionnelle, en intégrant les causes structurelles de la malnutrition qui méritent des interventions à long terme.

Par ailleurs, malgré les carences nutritionnelles au Honduras, la malnutrition par excès, à savoir le surpoids et l'obésité, commence à devenir un problème de santé publique dans le pays. Par conséquent, il est impératif d'intégrer des actions pour y faire face, ce qui nécessite une approche beaucoup plus globale de la nutrition et la promotion d'actions à double objectif, c'est-à-dire visant à lutter à la fois contre la dénutrition et contre la malnutrition par excès.

Contextualiser chacune des interventions en fonction des caractéristiques spécifiques de chaque domaine est crucial pour garantir une intervention pertinente et efficace.

Type de projets financés par l'AECID au Honduras 2018-2022 (marqueur « Nutrition ») :

Les projets financés au Honduras enregistrés de 2018 à 2022 sous le marqueur « Nutrition » du Data Explorer de l'OCDE révèlent la multidimensionnalité de l'approche nutritionnelle, où sont intégrés la lutte contre la pauvreté, l'agriculture, le renforcement de la résilience, le leadership des femmes rurales, les droits économiques et culturels, ainsi que le renforcement de la gestion publique pour la gestion des ressources en eau.

Ainsi, le travail sur le terrain met en évidence la vocation multidimensionnelle de l’AE-CID dans l’approche de la nutrition.

ANNÉE	HONDURAS
2018	2018 HN Vetermon Amélioration de la gouvernance pour l'accès des groupes vulnérables à une nutrition et alimentation adéquates.
2019	Soutien à la lutte contre la pauvreté dans la zone rurale du sud du Corredor Seco (corridor sec) du Honduras, par l'introduction de cultures améliorées assurant la sécurité alimentaire, et d'autres initiatives complémentaires pour améliorer les revenus et répondre ainsi aux autres besoins fondamentaux.
2020	2020- Honduras- Améliorer les conditions de vie des familles indigènes honduriennes face à l'urgence COVID-19. Renforcement de la résilience et du leadership des femmes rurales pour la réactivation socio-économique territoriale dans le sud du Honduras. Le projet a été mis en œuvre dans les municipalités d'Orocuina et El Triunfo dans le département de Choluteca, des régions historiquement touchées par des sécheresses prolongées, de faibles rendements agricoles et des pertes de production. Pour ces raisons, le projet se concentrera sur le Corredor Seco, en soutenant des femmes rurales en tant que population cible, en particulier 115 femmes rurales organisées en groupes ruraux et leurs unités familiales comprenant environ 400 personnes. Ce projet de 24 mois vise à réactiver les tissus productifs, les capacités de commercialisation et l'influence de 15 groupes de femmes rurales, afin de renforcer leur droit humain à une alimentation et une nutrition adéquates (DHANA), accroître la résilience de leurs moyens de subsistance et la durabilité de leurs revenus, et ainsi, à moyen terme, contribuer à réduire les vulnérabilités et les écarts de genre.
2021	Accès aux droits économiques, sociaux et culturels des enfants et jeunes en situation d'exclusion dans la décharge municipale de Tegucigalpa.
2022	Amélioration de la gestion publique et sociale pour la gouvernance des ressources en eau dans 9 municipalités de la région,13 du Golfe de Fonseca.

Source : OCDE. Data Explorer. <https://data-explorer.oecd.org/>

6.3. ÉTUDE DE CAS : NIGER

Le cas du Niger se situe dans un contexte de crise politique, avec un coup d’État en août 2023 ; cette crise est aggravée par des inondations récurrentes, qui génèrent des maladies infectieuses et d’autres liées à ces catastrophes. Les inondations reviennent périodiquement, mais aucune politique de prévention n’est mise en place pour faire face à ce problème.

Cette situation est aggravée par la difficulté d’accès des acteurs humanitaires, qui entrave la réponse, et par l’augmentation du coût de la réponse en raison de l’obligation d’utiliser des escortes armées dans les principales régions en crise (Tillabéri, Tahoua, Maradi et Diffa).

Les crises alimentaires sont également récurrentes dans le pays, dans un contexte d’insécurité alimentaire chronique. Depuis 2000, il y a eu quatre crises alimentaires graves ; lors de la crise de 2017, on estime que plus de 1,5 million de personnes ont été touchées. En outre, le nombre de personnes confrontées à l’insécurité alimentaire augmente à près de 30 % pendant les périodes de sécheresse.

De même, 42,2 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de dénutrition chronique et 10,3 % de dénutrition aiguë. Le contexte dans lequel vit le Niger mérite que l’on intervienne à la fois sur la dénutrition chronique et sur la dénutrition aiguë, avec des traitements différents, mais aussi avec des actions structurelles qui cherchent à s’attaquer aux déterminants de la malnutrition.

En ce sens, les actions d’aide humanitaire de l’AECID-OCE Niger pour lutter contre la dénutrition aiguë sont prépondérantes, bien qu’elles ne se limitent pas à cela. Ces actions cherchent à intégrer une approche basée sur les déterminants de la malnutrition, en promouvant des initiatives telles que la diversification de l’alimentation, la prévention de la malnutrition et la nutrition communautaire.

“Nous entendons la nutrition comme un processus englobant toutes ces phases, non seulement le traitement mais aussi la prévention”

Interview OCE Niger

Cela répond également au fait que l’OCE Niger entend que, bien que la malnutrition aiguë nécessite des actions immédiates pour la traiter (notamment des traitements nutritionnels), elle exige également des mesures visant à renforcer la résilience des familles pour éviter que les enfants souffrant de dénutrition aiguë ne présentent ces épisodes de manière récurrente. Ainsi, les interventions intègrent des actions à moyen et long terme.

En outre, dans le cadre des traitements nutritionnels, des efforts sont faits pour développer des produits locaux, en utilisant des farines produites dans la région, étant donné qu’avec la fermeture des frontières à laquelle le pays est confronté, les coûts de transport

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	--	---	---	--------------------------------	-----------------------------

des traitements nutritionnels importés sont beaucoup plus élevés, ce qui rend leur accès plus difficile. Face à cette situation, des essais sont menés pour développer ces produits à partir d'ingrédients locaux, favorisant ainsi l'appropriation et la durabilité et une moindre dépendance extérieure.

La vision qui consiste à intégrer des actions liées au développement et à la sécurité alimentaire cherche également à dépasser une approche purement assistancielle, en renforçant les capacités de réponse des communautés et des citoyens.

La malnutrition étant un problème aux causes multiples, les acteurs impliqués dans sa résolution sont variés. Par exemple le secteur agricole est essentiel, ainsi que la participation du secteur de la santé. En ce sens, le renforcement du système de santé est fondamental, de même que celui de la production, afin de garantir l'accès nécessaire. Un autre aspect clé dans cette multi-causalité est l'accès à l'eau potable, qui favorise la prévention des maladies infectieuses. Il convient de souligner que, dans ces deux secteurs, la Coopération espagnole dispose d'un avantage comparatif, grâce à sa valeur ajoutée liée au développement rural et à la modernisation de l'agriculture³.

Dans le cas du secteur agricole, les actions sont axées sur l'irrigation, qui vise à diversifier l'alimentation et à renforcer la stabilité de la sécurité alimentaire tout au long de l'année, de manière à prévenir l'insécurité alimentaire saisonnière.

Malgré cette lecture des actions dans le cadre du développement et de la sécurité alimentaire, il est nécessaire de compter sur des stratégies à moyen et long terme, dans lesquelles les ressources et les moyens nécessaires soient injectés. En outre, il est essentiel d'effectuer une lecture adéquate des contextes changeants, ce qui nécessite l'intervention de spécialistes à des moments précis pour appuyer des rôles spécifiques, ainsi que la mise en place de certains accords sur les stratégies d'intervention.

De plus, le Niger présente des défis importants liés aux aspects culturels. Il est essentiel, dans un premier temps, de les comprendre et de les analyser à travers le prisme de la nutrition et de la sécurité alimentaire. Il faut, par exemple, examiner la répartition intrafamiliale des aliments et les schémas culturels auxquels elle répond, ou encore la question des mariages précoces. Il y a lieu d'analyser comment les régions où ces pratiques ont lieu coïncident avec les taux de dénutrition les plus élevés.

D'autres aspects indirects de la malnutrition sont le nombre d'enfants par femme et la période inter-gestationnelle, pour laquelle le planning familial et l'accès aux contraceptifs est une des alternatives, bien que ces pratiques soient souvent influencées par des croyances qui peuvent limiter l'utilisation de ces méthodes, ou par le fait de vouloir devenir mère à un âge précoce, fait perçu dans la culture locale comme l'entrée dans l'âge adulte, avec la prise en charge d'une nouvelle vie. Il convient de souligner que, selon la Politique nationale de la population, 63 % des décès au Niger sont évitables et

3. CPP Niger-Espagne



© OCE Níger

sont principalement dus au taux élevé de fécondité, au nombre élevé d'enfants et aux grossesses à risque élevé.

Par ailleurs, on signale certaines pratiques locales qui peuvent être encouragées par des interventions de protection sociale, comme les comités d'épargne mis en place par les femmes, qui consistent à allouer une certaine somme d'argent chaque mois et à donner le montant total à chacune des femmes au cours des mois convenus, de telle sorte que cette épargne constitue un avantage pour couvrir toute éventualité en termes d'éducation, de santé, entre autres.

Ces interventions sont associées aux principaux domaines d'action du pays définis dans le CPP 2023-2027, qui, bien qu'il n'établisse pas de secteurs stratégiques en tant que tels, concentre ses actions sur les ODD en se basant sur l'expérience de travail au Niger, ainsi que sur les capacités techniques, économiques et humaines de la Coopération espagnole sur le territoire, le tout dans le cadre d'une approche multisectorielle. Par conséquent, les ODD prioritaires dans le CPP sont les suivants : ODD1 – Éradication de la pauvreté, ODD2 – Faim zéro, ODD3 – Santé et bien-être, ODD4 – Éducation de qualité, ODD5 – Égalité des sexes, ODD9 – Industrie, innovation et infrastructure⁴.

En ce qui concerne l'ODD 1, les principaux domaines d'action sont : le renforcement du système national de prévention et de gestion des crises alimentaires, la poursuite et l'intensification de la lutte contre la pauvreté et la faim, en intégrant l'approche de genre, avec une attention particulière pour les populations vulnérables, la mise en place de réseaux de

4. CPP Niger-Espagne

protection sociale et la promotion d'un changement de comportement en matière de nutrition, par le biais de pratiques familiales essentielles.

Quant à l'ODD2, il définit comme résultat que les producteurs augmentent leurs revenus grâce à l'amélioration durable de leur production et de leur productivité. Cela se fait par le soutien aux petits producteurs afin d'exploiter les ressources et les moyens des petites et moyennes exploitations agricoles, forestières et de pêche dans les zones rurales et ainsi obtenir des améliorations dans leur production. Une attention particulière est accordée aux femmes, comme cela a été fait au cours des dernières années.

Et, par rapport à l'ODD 3, les principaux défis sont : une plus grande accessibilité de la population aux services de santé, le développement de la santé reproductive, l'augmentation de l'efficacité du système de prévention sanitaire, la gestion efficace des ressources, la disponibilité permanente de médicaments, de vaccins, de consommables, de produits alimentaires et thérapeutiques, de réactifs, de sang, entre autres.

Approche de genre dans les projets promus par l'AECID au Niger :

Les projets de nutrition ont intégré des actions pour impliquer les hommes dans la vie quotidienne de la famille et les y associer davantage. Ces actions sont connues sous le nom d'« écoles des maris » ; celles-ci intègrent également les aspects alimentaires, puisque les femmes en assument traditionnellement l'entière responsabilité.

L'objectif est donc de transversaliser l'approche de genre dans les projets de nutrition et, à cet égard, il est primordial de tenir compte des pratiques culturelles, certaines ethnies ayant une vision plus matriarcale, d'autres plus patriarcale.

Le travail sur les droits des femmes, à travers l'autonomisation économique des femmes, fait partie des recommandations pour la transversalisation des actions. Cependant, il faut évaluer en continu les effets négatifs potentiels qu'une telle mesure peut avoir et inclure des actions pour contrer ces effets. Par exemple, les activités de production et d'autonomisation peuvent parfois entraîner une surcharge d'activités pour les femmes, car, en plus de leurs activités de soins, elles doivent ajouter d'autres activités de production ou de transformation, ou il pourrait arriver que les hommes cessent de prendre en charge certaines dépenses du ménage, pour que ce soit les femmes qui s'en chargent. Dans d'autres cas, ces activités génératrices de revenus peuvent conduire à ce que les hommes s'approprient ces revenus et que les femmes soient laissées pour compte, c'est pourquoi travailler dans une perspective de genre nécessite également une évaluation continue de ces aspects.

Ce travail s'inscrit dans le contexte de disparités de genre marquées, tels que le faible niveau de scolarisation des filles, l'accès difficile et rare des femmes à la terre, et le statut de chef de famille des femmes, entre autres⁵.

5. MAP Níger-España

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	--	---	---	--------------------------------	-----------------------------

Défis :

S'il est urgent de s'attaquer à la dénutrition aiguë, des interventions visant à réduire la dénutrition chronique sont également essentielles, compte tenu du nombre élevé d'enfants touchés et surtout des conséquences graves qu'elle a sur le développement du cerveau et, donc, sur le potentiel de chaque enfant.

Cela implique de renforcer l'institutionnalité publique dans le pays, ainsi que la créativité et les réponses locales, un défi majeur dans des circonstances où la capacité de l'État et de la société civile a été affaiblie.

Un autre défi est le financement requis pour les actions de traitement de la dénutrition aiguë, qui sont constantes et ne tendent pas à diminuer. Par conséquent, créer un équilibre entre le financement des interventions pour le traitement de la dénutrition aiguë et les actions liées aux déterminants de la malnutrition et à la sécurité alimentaire est un défi majeur et permanent. Cela est particulièrement complexe dans le cas du Niger, où les conditions climatiques, la situation géopolitique et économique, les effets de la pandémie de COVID-19 et une population croissante de personnes déplacées, migrantes ou réfugiées font que le Niger aura de plus en plus besoin d'interventions humanitaires.

Lorsqu'on parle de systèmes de santé, d'agriculture, entre autres, on parle directement de leadership afin d'établir des politiques publiques, ainsi que les mises en œuvre nécessaires en fonction des besoins de la population et du contexte dans lequel se configurent les dynamiques de la malnutrition. Ces leaderships représentent des défis importants, car les budgets du gouvernement (50 %) dépendent largement de l'aide extérieure⁶, de sorte que la définition des priorités ne s'aligne pas nécessairement sur leurs propres stratégies.

Il est également nécessaire d'intégrer des processus de gestion des connaissances et de documentation des enseignements tirés sur le terrain pour renforcer les interventions actuelles et futures et mettre en place des actions ayant un impact plus important sur la base des apprentissages et mettre de côté les actions ou les stratégies qui ne contribuent pas efficacement aux résultats envisagés.

Type de projets financés par l'AECID au Niger 2018-2022 (marqueur « Nutrition ») :

Les types de projets financés par l'AECID au Niger ont été obtenus en utilisant le marqueur « Nutrition » avec le score principal du Data Explorer de l'OCDE, de 2018 à 2022. Ainsi, les projets de nutrition au Niger financés par l'AECID intègrent des éléments de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, de croisement des productions, de renforcement des chaînes de valeur, d'équité de genre, d'assistance alimentaire, entre autres.

6. CPP Niger - Espagne

L'incorporation d'éléments allant au-delà de l'assistance alimentaire dans ce type de projets montre l'intégration des déterminants de la dénutrition, même lorsqu'on travaille dans des contextes de crises alimentaires.

ANNÉE	NIGER
2018	-.-
2019	Augmenter la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de la population vulnérable, déplacée et réfugiée à Tillia. Le projet vise à réduire l'insécurité alimentaire et à promouvoir la résilience nutritionnelle de la population locale et déplacée/réfugiée, à travers deux lignes d'action complémentaires proposées avec une approche NEXUS : 1) Soutien à la culture du mil, culture prioritaire dans la région de Tahoua, ainsi qu'aux processus de chaîne de valeur pour améliorer sa commercialisation et l'accès aux marchés. 2) Accès à une alimentation de qualité basée sur des produits locaux enrichis. L'objectif est de faciliter la disponibilité sur les marchés locaux, dans les cantines scolaires et les URENAM, d'aliments nutritifs et enrichis qui respectent les normes de qualité, s'adaptent aux habitudes alimentaires locales et soient abordables et accessibles à toute la population. Plus précisément, le projet cherchera à améliorer et augmenter la production en ajoutant des processus innovants de farines de mil enrichies disponibles sur le marché, à améliorer leur qualité et à stimuler la demande. Dans ce cadre, une unité de fortification de farine sera construite dans la zone d'accueil des réfugiés (ZAR) d'Intikane, qui sera gérée par des femmes et qui contribuera non seulement à réduire la malnutrition en augmentant la disponibilité des aliments nutritifs sur le marché local, mais aussi à l'autonomisation des femmes. UNICEF 2019 - Améliorer la qualité et la durabilité des services de dénutrition aiguë sévère au Niger
2020	Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans une perspective d'équité de genre dans les villages de Fandora et Ganguel à Niamey, au Niger. Jusqu'à ce jour, l'impact du COVID-19 sur les vies humaines au Niger est inférieur à celui d'autres pays africains voisins. Le groupe cible du projet est constitué de 249 femmes réparties dans 6 groupes d'intérêt économique (3 par village) et de 200 hommes issus de 2 coopératives (1 par village), pour lesquels il est prévu de mettre en œuvre les lignes d'action suivantes : - Amélioration de la production agricole par l'introduction de techniques innovantes (systèmes d'irrigation à énergie solaire, semences améliorées, sacs PICS et entrepôts améliorés pour la conservation du grain) et la formation des titulaires des droits - Amélioration des processus de transformation, par la mise à disposition d'unités de transformation de produits de culture pluviale et d'irrigation aux 6 GIE de femmes. Des formations sur le leadership féminin et la participation associative seront dispensées afin de renforcer les capacités organisationnelles. Augmentation de la production de niébé à l'aide de technologies agroécologiques innovantes pour atténuer l'impact du COVID-19 au Niger. Prestation d'aide alimentaire à la population réfugiée et aux communautés d'accueil de Maradi Financement des plans de contingence du DNPCCA par le biais du Fonds commun des donateurs
2021	Soutien à la résilience et à l'autonomisation des femmes et des jeunes face aux conséquences de la COVID-19 à Maradi, Niger. Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, avec équité de genre et sans préjudice des droits des mineurs, dans la commune de Niamey. Niger 2021 SAN DNPCCA plans de contingence FAO 2021 Eau et sécurité alimentaire en Afrique -IESA
2022	Contribution du PAM au Plan de soutien du Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires 2022 Niger NIGER HCR 2022 Protection et moyens de subsistance pour la population déplacée interne et les communautés d'accueil dans la région du Sahel Central, Niger

Source : OCDE. Data Explorer. <https://data-explorer.oecd.org/>

6.4. ÉTUDE DE CAS : MOZAMBIQUE

Le Mozambique a été un pays prioritaire pour la Coopération espagnole depuis le premier plan directeur. En ce sens, la Coopération espagnole travaille sur une diversité d’objectifs de développement durable (ODD) et dans plusieurs territoires où elle déploie ses actions. Le cadre d’intervention s’aligne sur les priorités du pays et sur le cadre de partenariat pays 2021-2024, qui intègre comme références la Stratégie espagnole et le Programme quinquennal du Mozambique (2020-2024), entre autres.⁷

Ainsi, le CPP Mozambique-Espagne en vigueur fixe comme objectif global de contribuer à la lutte contre la pauvreté et à la promotion du développement durable. Pour atteindre cet objectif, il propose d’améliorer les conditions de santé et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les opportunités de développement rural, l’éducation liée à la formation professionnelle, l’équité de genre en intégrant de manière transversale les approches de genre, la diversité culturelle et l’adaptation au changement climatique.

Ainsi, le CPP met l’accent sur les soins de santé primaires et la dénutrition, la formation et la recherche. En matière de développement rural, il privilégie l’agriculture familiale et la réduction de l’insécurité alimentaire. Concernant l’égalité de genre, il se concentre sur la lutte contre la violence basée sur le genre et la promotion de l’égalité, entre autres.

Dans ce cadre, le CPP identifie cinq ODD dans son champ d’action : ODD 2. Faim zéro ; ODD 3. Santé et bien-être ; ODD 4. Éducation de qualité ; ODD 5. Égalité des sexes ; ODD 16. Institutions fortes.

Pour l’ODD 2, deux résultats ont été établis :

- **Résultat de développement 1.-** Augmentation durable de la production et de la productivité des exploitations agricoles dans les zones prioritaires et réduction de la dénutrition chronique.
- **Résultat de développement 2.-** Amélioration de l’accès aux services de santé et de leur qualité.

En ce qui concerne les résultats intermédiaires du **Résultat 1**, il a été établi les objectifs suivants :

- **Résultat intermédiaire 1.1.-** Des aliments à haute valeur nutritive, produits localement, transformés et stockés de manière adéquate, sont utilisés par les familles les plus vulnérables à l’insécurité alimentaire.
- **Résultat intermédiaire 1.2.-** Les petits producteurs et productrices des zones rurales prioritaires augmentent de manière durable et résiliente leur production et productivité agricole (agriculture, élevage, activités forestières, pêche et aquaculture).

7. CPP Mozambique- Espagne

- **Résultat intermédiaire 1.3.-** La couverture en approvisionnement d'eau potable et l'accès à l'assainissement de base dans les foyers vulnérables comprenant des filles, des adolescentes, des femmes enceintes, des mères allaitantes et des enfants de moins de 2 ans sont renforcés.

Et pour le **Résultat 2**, deux résultats intermédiaires sont établis :

- **Résultat intermédiaire 2.1.-** Amélioration de la qualité des services de santé générale et de base, dans une optique de couverture sanitaire universelle et d'accès à la continuité des soins, en intégrant les déterminants sociaux de la santé et une perspective de genre, avec un accent mis sur la réduction et la prévention de la dénutrition, les services de planification familiale, le suivi de grossesse, l'accouchement sécurisé et les soins après accouchement, la formation médicale spécialisée et l'accès à des services essentiels spécialisés de qualité.
- **Résultat intermédiaire 2.2.-** Soutien à la mise en œuvre de l'Agenda national de la recherche.

Par ailleurs, l'une des régions prioritaires d'intervention est la province de Cabo Delgado, qui présente des taux élevés de dénutrition chronique, suivant la tendance de la prévalence au niveau national (43,1%), ce qui place le pays parmi les 10 premiers au monde en termes de prévalence de la dénutrition chronique.

La priorisation des interventions contre la dénutrition chronique dans cette province a été obtenue grâce à l'incidence exercée par l'OCE Mozambique, après avoir analysé les statistiques de dénutrition chronique et les indicateurs socioéconomiques. Ces derniers n'étaient pas comparables aux tendances des chiffres économiques, ce qui indiquait que d'autres aspects au-delà de la question économique étaient pertinents pour vaincre la dénutrition chronique.

“Nous avons entrepris un travail de sensibilisation à l'échelle des institutions et nous avons remarqué quelque chose de très intéressant : les indicateurs de l'agriculture, de la pauvreté et des revenus n'étaient pas les pires du pays, mais ceux de la dénutrition infantile l'étaient”

Interview OCE Mozambique

L'action de sensibilisation menée par l'OCE a contribué à mettre la question de la dénutrition chronique à l'ordre du jour des provinces et des institutions travaillant dans ce domaine, et a suscité des réflexions profondes sur la multidimensionnalité de la dénutrition chronique, ainsi que sur le travail multi-acteurs qu'elle nécessite, ce qui est un défi dans un contexte où les institutions publiques sont fragiles et où, de surcroît, il n'existe pas de stratégie multisectorielle pour aborder ce problème. En outre,

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'ACID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'ACID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'ACID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'ACID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	--	--	--	--	--	--	--------------------------------	-----------------------------

chaque secteur rivalise fortement pour obtenir une allocation de fonds au profit de son domaine spécifique, et, en l'absence d'un organe de gouvernance ou de coordination pour la lutte contre la dénutrition chronique, il est difficile d'élaborer un plan commun et multi-acteurs assorti de l'allocation budgétaire correspondante. Par conséquent, le travail des institutions publiques fait preuve d'un manque d'organisation cohérente et d'un défaut de coordination.

La priorisation de la dénutrition chronique et la compréhension de la nature multidimensionnelle du phénomène ont suscité un intérêt continu pour la formation d'alliances avec les universités, afin d'appréhender les aspects qui contribuent à la dénutrition chronique, au-delà des dimensions productives et économiques, tels que les aspects culturels, anthropologiques, le rôle des femmes et les comportements. Cependant, la nécessité de mener des recherches approfondies pour comprendre le phénomène dans sa globalité a empêché la réalisation de cette tâche, bien qu'elle soit considérée comme l'une des priorités pour un travail plus pertinent et plus efficace.

La réalité décrite au niveau sectoriel suggère de travailler au niveau du renforcement intra-institutionnel, et au-delà de ce renforcement pour parvenir à une coordination entre les secteurs, il convient de définir une stratégie ou un plan multi-acteurs et multidimensionnel, visant à mobiliser les institutions publiques et, plus généralement, celles présentes sur le territoire, afin qu'elles travaillent sous un objectif commun, de sorte que les acteurs de terrain reçoivent des fonds en fonction des activités qu'ils mettent en œuvre dans le cadre de la lutte contre la dénutrition chronique.

La dénutrition chronique nécessite la mise en œuvre d'actions sur les territoires d'intervention, qui identifient les caractéristiques spécifiques de chaque territoire et priorisent les actions en fonction du contexte. Dans cette optique, l'OCE Mozambique a promu la formation de techniciens en nutrition, et à ce jour, la troisième session de formation est en cours. Cela montre que le programme a été bien accueilli et est identifié comme une action clé dans la lutte contre la dénutrition chronique. De plus, cette stratégie vise à garantir la durabilité de la prise en charge nutritionnelle sur le territoire, à travers le renforcement des acteurs locaux.

De même, dans le cadre des Conventions, il a été mis en œuvre des projets de nutrition infantile qui mettent l'accent sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, et qui visent aussi à améliorer l'accès à l'eau par un renforcement des infrastructures hydrauliques. Leur champ d'action s'est concentré sur les zones nord et sud du Mozambique.

La position de l'OCE Mozambique est claire : le travail sur la dénutrition chronique nécessite une approche qui intègre les différents déterminants de la malnutrition et qui, en même temps, renforce les institutions publiques au niveau central.

Par ailleurs, la mise en œuvre des interventions nécessite une analyse du contexte, afin d'identifier plus précisément le poids de chaque déterminant de la malnutrition dans chaque territoire, et sur cette base, de prioriser ceux à partir desquels il convient de travailler.

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	--	---	---	--------------------------------	-----------------------------

Ainsi, parmi les facteurs de réussite d'un travail territorialisé, on identifie le suivi des causes et des personnes affectées, ainsi que la compréhension des causes sociales et anthropologiques. Pour cela, il est indispensable de réaliser un diagnostic approprié qui aide à comprendre les causes sociales et anthropologiques de la dénutrition chronique.

D'autre part, Cabo Delgado, une province prioritaire pour le travail de l'AECID au Mozambique, est en proie à un conflit permanent qui a éclaté ces dernières années. Cette situation a conduit à des milliers de déplacés en raison de la guerre et à une dépendance accrue de l'aide alimentaire. Bien que l'AECID dispose de structures humanitaires sur le terrain, l'OCE présente des limites pour intervenir directement dans le domaine humanitaire, notamment pour agir de manière pratique dans les zones de conflit ou pour mettre en œuvre des projets dans ces contextes. Cependant, elle le fait indirectement à travers des ONG ou des organisations des Nations Unies. Ainsi, il est important de souligner que l'aide humanitaire est menée par le biais d'alliances et de partenaires clés.

Genre :

La pauvreté au Mozambique a un visage rural et féminin et est particulièrement concentrée dans les grandes zones rurales du centre et du nord du pays. C'est pourquoi l'intégration de la dimension de genre est cruciale dans chacune des interventions.

Au Mozambique, dans les cultures musulmanes, l'accès à l'éducation des femmes a un impact significatif sur les capacités nutritionnelles des mères. Il subsiste des croyances qui vont à l'encontre de l'état nutritionnel des enfants, comme par exemple la croyance selon laquelle les enfants ne peuvent pas manger d'œufs, sous peine de devenir chauves. Des recherches sont donc nécessaires pour comprendre la nature du problème et déterminer les mesures à prendre pour une intervention appropriée.

Une autre question importante est la prévention de la grossesse chez les adolescentes, qui est l'une des principales causes de dénutrition chronique dans le pays, et qui nécessite la mise en place de mécanismes pour éviter l'abandon scolaire parmi les filles enceintes, et plus important encore, la mise en œuvre d'actions de prévention de la grossesse adolescente.

Aucune action supplémentaire n'est identifiée concernant le genre et la nutrition.

Défis :

Une caractéristique de l'OCE Mozambique est de disposer de ressources humaines généralistes qui apprennent sur le sujet à travers l'expérience sur le terrain. En revanche, il existe une absence de personnel technique spécialisé dans certains domaines favorisant les interventions sur le terrain. Par conséquent, il est difficile d'aborder certains sujets plus spécialisés au sein de l'OCE.

Les interventions visant à améliorer l'état nutritionnel doivent se concentrer sur les interventions dans le territoire et auprès des familles, mais aussi sur le renforcement des responsables chargés de la mise en œuvre des politiques liées à l'état nutritionnel et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en particulier dans un contexte comme celui du Mozambique, où l'on constate une détérioration des institutions publiques et du cadre institutionnel, d'autant plus que les travaux dans ce domaine revêtent un caractère prépondérant.

Le Mozambique n'est pas étranger à l'augmentation du surpoids et de l'obésité. Cela exige une intervention qui prenne en compte la malnutrition dans son ensemble, et pas uniquement la dénutrition chronique ou aiguë. Il a été démontré, en effet, que les progrès économiques entraînent un passage de la dénutrition à l'excès de poids, qui atteint actuellement 23,8 %⁸.

Étant donné que l'Unité de genre et le secteur du Développement rural, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle travaillent avec des fonds différenciés, il n'y a pas de travail intégré sur les déterminants de la dénutrition liés au genre dans un même territoire. De plus, la transversalisation de l'approche de genre dans les interventions est faible. L'un des défis consiste donc à renforcer l'intégration de l'approche de genre et la complémentarité de ces interventions sur les mêmes territoires.

Type de projets financés par l'AECID au Mozambique 2018-2022 (marqueur « Nutrition ») :

L'analyse des types de projets promus par l'AECID au Mozambique dans le Data Explorer de l'OCDE montre que les projets classés sous le marqueur « Nutrition » avec un score principal abordent des éléments qui lient la nutrition à la sécurité alimentaire, à la production locale, qui intègrent le changement climatique et les approches agroécologiques, l'approche de genre et le renforcement des systèmes de santé.

De plus, d'autres éléments importants ressortent, tels que l'accès à l'eau pour des usages multiples, la formation de nutritionnistes de niveau intermédiaire pour lutter contre la malnutrition chronique, et la possession de terres.

Les approches adoptées au Mozambique sont conformes aux priorités et aux approches des instruments de gestion tels que les plans directeurs.

8. [moz-fr.pdf \(who.int\)](#)

ANNÉE	MOZAMBIQUE
2018	2018 MZ MDM. Renforcement de l'intervention publique et communautaire multisectorielle pour la réduction de la dénutrition à Cabo Delgado.
2019	Promotion de l'accès à la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et la gestion des ressources afin de contribuer à l'amélioration des moyens de subsistance de six communautés vulnérables du district de Magude, dans la province de Maputo. Le projet est organisé en quatre résultats : 1. Augmentation de la production agricole et de la productivité pour améliorer la sécurité alimentaire ; 2. Garantie de l'accès à l'eau pour un usage multiple avec le renforcement des comités de gestion, à travers la réhabilitation de barrages, la construction de systèmes de collecte d'eau et de canalisation des systèmes d'irrigation, assurant la disponibilité d'eau tout au long de l'année dans les 6 communautés ; 3. Amélioration de l'accès au droit à la possession de la terre pour 6 associations et 6 communautés ; 4. Amélioration de la gestion durable et participative des ressources forestières dans 6 communautés, en définissant de manière participative leurs plans de gestion durable des ressources forestières. Amélioration du niveau de vie et de la sécurité alimentaire grâce au développement agroécologique résilient au changement climatique dans la province de Cabo Delgado. Le projet a pour objectif général de contribuer à la réduction de la pauvreté structurelle des populations rurales de la province de Cabo Delgado. Il vise, en particulier, à améliorer le niveau de vie et la sécurité alimentaire de 300 familles des villages de Namiteue, Muisse, Ntessa (district de Metuge) et Murrebue (district de Mecufi), par le biais du développement de systèmes agroécologiques de production résilients au changement climatique.
2020	Formation de nutritionnistes de niveau intermédiaire pour contribuer à la lutte contre la dénutrition chronique à Cabo Delgado, Mozambique Contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la province de Cabo Delgado. Renforcement de la résilience des familles d'agriculteurs pour faire face aux conséquences socio-économiques de la crise. La proposition renforcera la résilience des familles d'agriculteurs dans 8 communautés d'Ancuabe (OG) en améliorant leur accès aux moyens de subsistance pour faire face aux effets socio-économiques du COVID (OS). Cet objectif sera atteint en appliquant une approche intégrale de la chaîne de valeur à travers le développement de 3 composantes interdépendantes. La première améliorera la sécurité alimentaire des familles en produisant des aliments diversifiés de manière durable (R1).
2021	Amélioration de la sécurité alimentaire, eau potable et gestion durable des ressources dans les communautés vulnérables de Magude - Phase 2 Plan stratégique pour le Mozambique 2017-2021, Résultat stratégique 2, Activité 3 : fournir des transferts monétaires et/ou des aliments aux familles vulnérables affectées par des crises. Contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population vulnérable de Balama par la promotion de la production agricole.
2022	Soutien à l'Appel du CICR 2022 pour le Mozambique Amélioration de la sécurité alimentaire et de l'accès à la santé dans les districts de Chigubo et de Mapai, avec une attention particulière portée aux femmes et aux filles. Amélioration de la qualité, de la couverture et de la résilience du système de santé de Cabo Delgado

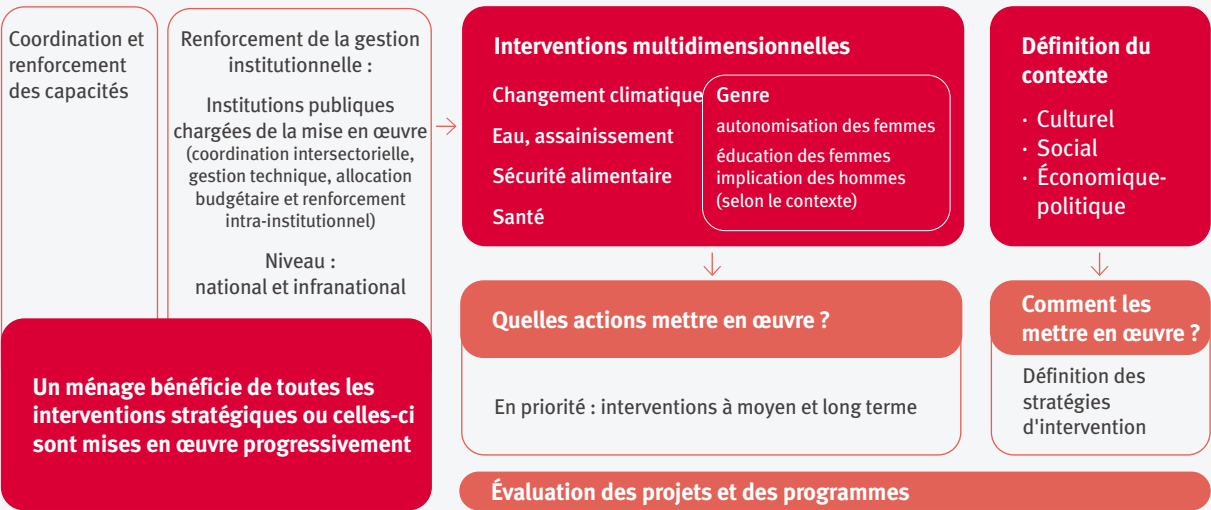
Source : OCDE : OCDE. Data Explorer. <https://data-explorer.oecd.org/>

LES IDÉES PRINCIPALES DE CETTE SECTION

- Les principales idées à retenir des études de cas sont synthétisées dans le schéma n°1 de cette section.
- Les priorités de l'AECID dans chaque pays sont définies dans le cadre de partenariat pays, qui s'inscrit lui-même dans le cadre des priorités politiques nationales, du plan directeur de la Coopération espagnole, des priorités de l'UE et de l'Agenda 2030. En d'autres termes, elles s'alignent sur les priorités nationales et internationales.
- Les interventions promues par l'AECID sont multidimensionnelles et multi-acteurs. Les lignes thématiques sont le changement climatique, l'eau, l'assainissement, la sécurité alimentaire et la santé. Des actions liées au genre sont également mises en œuvre, mais de manière peu systématisée, ce qui laisse une marge à la création d'apprentissages et à la mise en place d'actions de genre testées sur le terrain. Selon les recommandations des bureaux de la Coopération espagnole, les actions doivent être à moyen et long terme.
- Les interventions doivent être abordées en fonction de leur contexte, en tenant compte des aspects culturels, sociaux, économiques et politiques, cela se traduisant par la définition de stratégies d'intervention.
- L'évaluation des projets est essentielle, tout comme l'évaluation des objectifs du programme, afin de savoir si les objectifs du programme sont atteints.
- La coordination des projets menés par l'AECID doit atteindre le niveau des foyers. Autrement dit, un foyer bénéficiant des interventions clés en matière de nutrition doit être la mesure de l'efficacité de la coordination des actions.
- Les interventions doivent être guidées par le renforcement de la gestion institutionnelle aux niveaux national et infranational.
- L'AECID joue un rôle fondamental sur le terrain, elle coordonne les interventions de la Coopération espagnole, elle identifie des problématiques sur le terrain pour orienter les besoins d'intervention, et son travail aide à inscrire ces questions dans l'agenda public.

Schéma 1. Logique des interventions dans les études de cas

PRIORIDADES DE LA AECID EN CADA PAÍS DEFINIDAS EN: MARCOS DE ASOCIACIÓN PAÍS, CON ALINEAMIENTO A AGENDA 2030, PRIORIDADES DE LA UE, PLAN DIRECTOR DE LA CE Y POLÍTICAS NACIONALES PROPIAS



RÔLE DE L'AECID SUR LE TERRAIN : COORDINATION DE LA COOPÉRATION ESPAGNOLE, IDENTIFICATION DES BESOINS DE MISE EN ŒUVRE DANS LES TERRITOIRES ET ORIENTATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DES INTERVENTIONS DE LA CE (RECHERCHE DE LA COMPLÉMENTARITÉ) ET RÔLE D'INFLUENCE POUR METTRE DES QUESTIONS À L'ORDRE DU JOUR

Références :

FuturePolicy. Niger's 3N Initiative: 'Nigériens Nourishing Nigériens'. Disponible en: <https://www.futurepolicy.org/healthy-ecosystems/nigers-3n-initiative-nigériens-nourishing-nigériens/>

Guatemala. Gran Cruzada Nacional por la Nutrición.

Honduras. República de Honduras Visión de País 2010 – 2038 y Plan de Nación 2010- 2022.

Secretaría de Planificación y Programación de la Presidencia de Guatemala. Política General de Gobierno 2020-2024.

Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. Marco de Asociación País de Mozambique -España 2021-2024.

Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. Marco de Asociación País de Níger-España 2023-2027.

Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. Marco de Asociación País de Guatemala-España 2021-2024.

Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. Marco de Asociación País de Honduras-España 2020-2023.

SESAN (2005). Ley del Sistema Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional. Reglamento de la Ley del Sistema Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional.

OMS. Perfil país: Mozambique. Disponible en: https://cdn.who.int/media/docs/default-source/country-profiles/diabetes/moz-es.pdf?sfvrsn=cc12d365_37&download=true



**GENRE ET AUTRES
INTERSECTIONNALITÉS
DANS LES POLITIQUES
ET PROGRAMMES
DE COOPÉRATION
NUTRITIONNELLE
DE L'AECID**

7

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	---	--	---	--------------------------------	-----------------------------

Nul doute que la promotion du développement humain durable par la lutte contre la pauvreté et l'inégalité est une tâche centrale de la loi espagnole sur la coopération pour le développement durable (loi 1/2023). En outre, elle reconnaît le besoin urgent de donner la priorité aux personnes les plus défavorisées, exclues ou vulnérables, y compris les enfants, les adolescents, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes déplacées et les réfugiés, et en général tous ceux qui souffrent de discrimination ou de violence pour des raisons de sexe, d'origine ethnique, de culture, d'orientation ou d'identité sexuelle, de genre, de caractéristiques sexuelles, de handicap ou d'autres raisons, en adoptant une perspective de genre, intersectionnelle et basée sur les droits (loi 1/2023).

Ainsi, on constate que le développement humain ne peut être atteint que lorsque des stratégies sont mises en œuvre pour soutenir les groupes défavorisés, que ce soit en raison de leur âge, de leur genre, de leur culture ou autres formes d'intersectionnalité.

Cette vision du développement est étroitement liée à l'approche des droits et des libertés fondamentales, qui place la dignité humaine au centre et exige que les droits de l'homme soient garantis en priorité, avant toute condition ou situation. Ainsi, le genre ou d'autres formes d'intersectionnalité ne doivent pas constituer un obstacle au plein exercice des droits.

Dans ce contexte, l'égalité de genre devient un principe fondamental de la Coopération espagnole, encouragé à partir d'une approche féministe, et considéré comme un élément indispensable et transversal. Elle est mise en avant comme un élément distinctif de la Coopération espagnole.

La prépondérance de l'approche de genre n'est pas nouvelle pour la Coopération espagnole ; en fait, depuis 2005, elle a progressivement intégré l'approche de genre à travers une double stratégie, transversale et spécifique à la fois, dans le cadre de laquelle les efforts sont intensifiés pour combler les écarts entre les sexes, combattre toutes les formes de violence et de discrimination et promouvoir l'autonomisation des femmes, des adolescentes et des filles ; tout cela est matérialisé dans des processus et des instruments, comme la planification, la gestion, le suivi et l'évaluation. Évidemment, la politique de coopération espagnole a également un lien profond avec la politique nationale espagnole, qui prend pour référence l'approche de genre développée dans la politique de coopération, et toutes deux incluent le genre comme une question prioritaire, et se nourrissent, entre autres aspects, de l'adhésion à des traités internationaux fondamentaux et à des protocoles facultatifs sur l'égalité entre les hommes et les femmes et la discrimination à l'égard des femmes⁹, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW, 1979), la Déclaration de Pékin (1995), les Objectifs de développement durable (2015), des engagements qui guident ses actions politiques, telles que les plans directeurs, entre autres.

La trajectoire de l'Espagne en matière de genre a fait d'elle un acteur de référence en la matière parmi les donateurs, en raison de son engagement et de sa participation significa-

9. El enfoque de género en la cooperación española para el desarrollo en el marco de la Agenda 2030 | Estudios Internacionales (uchile.cl)

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	---	--	---	--------------------------------	-----------------------------

tive en matière d'égalité de genre. En termes de positionnement, le rôle du gouvernement a été fondamental, notamment dans les contextes où il existe une polarisation sur ce sujet, et il constitue un noyau central dans différents espaces. Les éléments qui ont favorisé ce positionnement sont une prise de position claire sur la question, en particulier dans les cas où il n'est possible d'adopter qu'une position dichotomique pour ou contre la question.

Cette prépondérance se manifeste d'ailleurs par la création de l'Unité Genre en 2006, qui donne au genre une structure organisationnelle favorisant une plus grande visibilité, ainsi que l'application de la double stratégie : spécifique et transversale. Il convient ici de noter que, pour l'AECID, l'approche de genre dans le développement doit être abordée de manière complémentaire sous deux perspectives :

- a. spécifique, c'est-à-dire par le biais de l'autonomisation pour renforcer les capacités des femmes et leur position sociale, économique et politique, dans le but de modifier les structures de pouvoir traditionnelles. Cela implique l'adoption d'actions par le biais de programmes, de projets et d'actions spécifiques visant à réduire progressivement les écarts d'inégalité existants entre les femmes et les hommes, en particulier pour vaincre la pauvreté et améliorer le statut et la position des femmes dans les espaces de pouvoir et de prise de décision ;
- b. transversale, en tant que processus d'évaluation des implications que toute action planifiée peut avoir pour les hommes et les femmes, y compris les actions de nature législative, les politiques et les programmes.

Ainsi, la Loi de coopération 2023 vise à consolider l'intégration de l'approche de genre dans le développement de tous les instruments de gestion et à renforcer les capacités. Le quatrième plan directeur précise expressément que l'approche de genre doit être intégrée comme base de chacune des actions de la Coopération espagnole, en favorisant l'autonomisation de toutes les personnes pour l'exercice plein de leurs droits, la participation politique, la promotion de la justice sociale et du travail décent, ainsi que la responsabilité, en veillant à l'absence de discrimination fondée sur le genre ou d'autres motifs tels que la race ou l'origine ethnique, la culture ou la langue, la religion ou les croyances, la provenance, l'âge, le handicap, l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre, etc.

Fondamentalement, à travers son travail spécifique, l'Unité de genre travaille actuellement sur l'initiative Ellas+, lancée en 202. Son objectif est de promouvoir, et aussi d'accélérer, les progrès en matière de participation et de leadership réel des femmes à tous les niveaux décisionnels dans les sphères politique, économique, sociale et culturelle¹⁰ et qui vise à promouvoir, mais aussi à accélérer, la progression de la participation des femmes et de leur véritable leadership à tous les niveaux de prise de décision dans la sphère politique, économique, sociale et culturelle dans tous les secteurs tels que les entreprises, les ONGD. De plus, au cours de ces dernières années, le thème des soins et celui de la numérisation ont été intégrés dans le programme, aussi bien du point de vue du leadership que de la

10. [Ellas + - aecid.es](https://www.ellasplus.es)

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	---	--	---	--------------------------------	-----------------------------

construction de l'égalité des chances. Le programme Ellas+ a été choisi comme Programme de bonnes pratiques par l'Union Européenne.

Le thème des soins est étroitement associé au programme Ellas+, car si l'on ne parvient pas à faire participer à la question des soins tant les hommes que les femmes, on maintient ainsi la limitation persistante de l'intégration des femmes dans les rôles de leadership dans divers secteurs. Dans cette optique, en Amérique latine, l'objectif est de promouvoir la participation de divers acteurs du territoire à la thématique des soins, en impliquant, par exemple, les entreprises, les syndicats, le monde universitaire, la société civile, etc., et pas uniquement l'État.

Les projets spécifiques en matière de genre font l'objet d'un appel à propositions différent, c'est-à-dire que l'appel à propositions n'est pas lancé par les ONGD ; ce sont les bureaux de la coopération espagnole (OCE) qui sélectionnent et coordonnent directement avec les agents qui vont participer, de sorte que les OCE présentent des projets qui répondent à des critères de qualité appropriée.

D'autre part, l'intégration transversale de l'approche de genre ne se limite pas aux projets ou programmes. Elle est établie dès la définition des lignes d'action et des engagements avec les pays partenaires dans les instruments d'accords bilatéraux, tels que le cadre de partenariat pays (CPP), c'est-à-dire au plus haut niveau de planification établi avec chaque pays, étant donné que cet instrument définit les interventions dans le pays. Ainsi, l'intégration dans le CPP permet d'incorporer des éléments spécifiques de genre dans le cadre de la gestion des résultats de développement au sein de l'outil programme-pays qui découle du CPP et qui constitue l'outil principal de programmation stratégique, en identifiant les produits et leurs indicateurs respectifs.

L'intégration de l'approche de genre est également prévue dans les accords de délégation, qui doivent reposer sur un dialogue préalable concernant les objectifs de la coopération déléguée, ainsi que dans d'autres instruments, tels que les opérations de capital et de crédit, l'aide programmatique, entre autres.

La transversalisation depuis les plus hauts niveaux d'accords avec les pays partenaires doit se traduire dans chacune des actions menées sur le terrain. À cet effet, le Guide sectoriel sur le genre souligne qu'aucune action n'est neutre du point de vue du genre et que, en ce sens, il est indispensable de prendre en compte les impacts positifs ou négatifs des interventions sur les droits et la vie des femmes, des hommes, des filles et des garçons.

En d'autres termes, toutes les interventions et tous les secteurs d'action de l'AECID sont concernés, étant donné que la politique de coopération vise à garantir que les femmes, les adolescentes et les filles aient un accès libre et égalitaire aux services sociaux de base, tels que l'éducation et la santé, à promouvoir leur insertion professionnelle, ainsi qu'à faciliter leur accès à des moyens de subsistance et à des emplois décents.

Dans le secteur du Développement rural, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, il est proposé d'employer des questions d'orientation dans le processus d'identification, afin de

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	---	--	---	--------------------------------	-----------------------------

vérifier si l'approche de genre est correctement incluse. Ces questions portent notamment sur la division sexuelle du travail, étant donné que les femmes productrices assument souvent les tâches les plus difficiles, les plus invisibles et les moins rentables. Elles visent également à déterminer si les connaissances et pratiques locales agricoles des femmes et des hommes sont prises en compte, si le rôle des femmes dans la subsistance alimentaire familiale est reconnu, et si les organisations agricoles féminines ont participé au processus d'identification et à la prise de décisions. Ces questions cherchent aussi à savoir s'il est apporté une réponse à la violation des droits spécifiques des femmes rurales et si les indicateurs de l'intervention peuvent mesurer l'impact du projet sur la réduction des inégalités de genre, et s'ils ont été ventilés par sexe, ethnie, localisation et âge. De plus, des questions sont incorporées pour évaluer les résultats et impacts des interventions pour déterminer si ces interventions favorisent un meilleur contrôle, usage et accès des femmes aux ressources agricoles, si elles améliorent la participation et la prise de décision des femmes au sein des organisations agricoles, si elles encouragent la modification des lois ou normes culturelles discriminatoires envers les femmes (propriété et accès à la terre, héritage, participation aux coopératives, entre autres), si elles contribuent à inclure les femmes dans des emplois rémunérés assortis de mesures de protection sociale, et dans des activités productives générant des revenus plus élevés. Enfin, ces questions s'assurent que les États soutiennent l'égalité des droits des femmes et des filles en ce qui concerne la possession et l'accès à la terre, à la pêche et aux forêts, indépendamment de leur état civil ou marital.

Par ailleurs, on vérifie l'inclusion de l'approche de genre dans la stratégie d'exécution et les activités, en se renseignant sur les actions menées à l'égard des hommes et des femmes pour générer des changements à moyen terme dans les rôles traditionnels de division sexuelle du travail (rôles reproductifs, de soins de santé et de sécurité alimentaire) et éviter ainsi leur perpétuation, en examinant si le partage des responsabilités pour assurer le bien-être de la famille est encouragé et si la surcharge progressive des tâches agricoles réalisées par les femmes (dans les jardins scolaires, les travaux communautaires, la collecte d'aliments, leur préparation, entre autres), qui les accable de travail et les empêche de mener d'autres activités, est évitée.

Des indicateurs de genre, à la fois quantitatifs et qualitatifs, doivent également être inclus en matière de santé, tels que des indicateurs sur les maladies affectant les femmes et les hommes en particulier, l'accès aux services de santé pour les hommes et les femmes, la mortalité infantile ventilée par sexe, les niveaux de nutrition familiale, la distribution alimentaire au sein de la famille différenciée selon le sexe et l'âge, la participation des hommes et des femmes à la santé familiale et/ou communautaire, le temps consacré par les femmes et les hommes à la santé familiale et communautaire, l'existence et la reconnaissance des promoteurs de la santé dans la région.

Dans la pratique, l'intégration de la dimension de genre n'est pas aussi claire, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, où cette intégration transversale a souvent été plus générique. Habituellement, l'approche de genre est incluse dans les analyses pour l'élaboration de diagnostics, où les variables permettent une désagrégation par sexe. L'intégration de la dimension de genre reste plus timide en ce qui concerne

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	---	--	---	--------------------------------	-----------------------------

les objectifs, les indicateurs et les résultats dans les projets qui ne sont pas spécifiquement axés sur le genre. Or, cela serait essentiel pour une transversalisation efficace, étant donné que cela permettrait d'avoir un impact réel sur les transformations liées au genre sur le terrain. Cette description est également valable pour les projets de sécurité alimentaire et de nutrition, dans lesquels la majorité des composantes sont axées sur la nutrition, avec des informations souvent générales lorsqu'il s'agit de les désagréger par sexe.

L'une des principales limites à l'intégration de la dimension de genre et à sa promotion par l'AECID est le personnel limité travaillant au siège de l'AECID, ce qui ne favorise pas l'inclusion d'objectifs spécifiques dans les projets qui nécessitent l'intégration de cette dimension, d'autant plus qu'il existe des projets bilatéraux, multilatéraux et triangulaires. Cette même limitation se produit dans les bureaux de la coopération espagnole, où les techniciens qui y travaillent sont plus généralistes. Il faudrait que des formations sur le genre soient proposées depuis le siège, mais la limitation en ressources humaines rend cette recommandation difficile à mettre en œuvre.

Certaines annotations tirées de la pratique sur le terrain montrent l'importance de travailler sur trois éléments clés en termes d'intégration de la dimension de genre dans les projets de nutrition, tels que l'autonomisation des femmes, l'éducation des femmes, des filles et des adolescentes, en renforçant ainsi la prise de décision au sein de la famille. On constate également que le travail avec les femmes dans les projets de nutrition constitue une condition fondamentale pour atteindre les transformations souhaitées concernant l'état nutritionnel des filles et des garçons.

La participation des femmes dans les espaces de décision à l'échelle locale est également encouragée, dans divers domaines tels que l'eau et l'assainissement, la participation politique, ainsi que dans des secteurs comme la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire.

L'intersection entre le genre et la culture est un domaine sur lequel il convient de mettre l'accent pour mieux comprendre ainsi la culture liée aux pratiques domestiques, principalement exercées par les femmes, et les schémas culturels qui les expliquent, susceptibles d'avoir un impact direct sur l'état nutritionnel. Il est donc essentiel de promouvoir des recherches permettant de comprendre en détail ces pratiques culturelles.

Une autre question importante est la prévention des grossesses chez les adolescentes, qui est l'une des principales causes de dénutrition chronique dans certains pays, et qui nécessite la création de mécanismes pour éviter l'abandon scolaire parmi les filles enceintes, en donnant la priorité à la prévention.

Parmi les autres recommandations pour la transversalisation des actions figure le travail sur les droits des femmes, notamment sur l'autonomisation économique des femmes, mais il est essentiel d'évaluer en continu les éventuels effets négatifs que cela pourrait avoir et d'inclure des mesures visant à contrer ces effets. En effet, cela pourrait non seulement augmenter la charge de travail des femmes, mais aussi conduire à des solutions qui, à première vue, semblent promouvoir l'égalité, mais qui, en réalité, renforcent les

inégalités existantes. Par exemple, avec la pandémie et le télétravail, on pensait que les tâches domestiques pouvaient être partagées entre hommes et femmes, permettant ainsi aux femmes de se consacrer davantage à leur travail professionnel ou salarié ; cependant, la pandémie a révélé que cela augmentait en réalité les tâches domestiques des femmes. Cela fait partie de la composante de genre qui doit être ajoutée aux projets de nutrition : l'évaluation continue de l'impact du projet qui peut passer par l'introduction d'éléments correcteurs, afin d'éviter que le projet ne soit contre-productif, et par l'évaluation de la faisabilité et de la durabilité du projet en termes de bénéfice pour les femmes. Il est donc également essentiel d'analyser les contextes dans lesquels l'intervention est mise en œuvre afin d'éviter de créer des recettes occidentales qui ont ensuite des effets contre-productifs.

Si l'on intègre les hommes, des stratégies apparaissent, comme le travail sur les nouvelles masculinités favorisant la participation des hommes à l'éducation des enfants, aux soins et aux tâches ménagères, ou encore les « écoles de maris ».

La transversalisation de la dimension de genre dans les projets de nutrition a encore un long chemin à parcourir et doit commencer par une capitalisation des expériences et des connaissances acquises sur le terrain, et donner lieu à une réflexion à partir des contextes qui les accueillent pour une construction collective des stratégies possibles.

LES IDÉES PRINCIPALES DE CETTE SECTION

- La lutte contre la pauvreté et les inégalités et l'approche préférentielle des personnes vulnérables ou exclues sont au cœur du travail de l'AECID.
- La vision du développement est étroitement liée à l'approche des droits et des libertés fondamentales pour garantir les droits humains.
- La Coopération espagnole intègre l'approche de genre depuis 2005, et sa trajectoire ainsi que sa vaste expérience en matière de genre ont fait de l'AECID une référence dans ce domaine.
- L'AECID aborde la dimension de genre selon deux perspectives : la perspective spécifique et la perspective transversale.
- L'intégration de la dimension de genre va de l'identification des lignes d'action dans le cadre de partenariat pays aux programmes et aux projets.
- Bien que dans les instruments de gestion, la transversalisation suive des lignes directrices établies, en pratique, celle-ci n'est pas toujours clairement appliquée. Elle reste souvent au niveau du diagnostic initial et tend à se diluer au moment de la mise en œuvre.
- Il existe des éléments clés pour renforcer l'équité entre les sexes et la nutrition, tels que l'autonomisation des femmes, l'éducation des femmes et la promotion de la participation des femmes dans les espaces de décision à l'échelle locale.



**FORUMS MONDIAUX
SUR LA NUTRITION
PASSÉS, PRÉSENTS
ET FUTURS ET RÔLE
DE LA PARTICIPATION
DE L'AECID**

8

La nutrition est essentielle pour la santé et le développement¹¹; cependant, on assiste actuellement à l'échelle mondiale à une augmentation spectaculaire des maladies associées à des habitudes alimentaires inadéquates et, par conséquent, à des menaces complexes pour la sécurité alimentaire. La tâche n'est pas simple ; au contraire, elle est devenue tellement multifactorielle et globale que les solutions ne peuvent être abordées de manière isolée, car l'accès à une nutrition suffisante et nutritive nécessite une réponse gouvernementale, mais aussi une réponse de la part de la communauté mondiale.¹²

Dans cette réalité complexe, le rôle des forums mondiaux sur la nutrition devient encore plus pertinent, car ils recherchent des consensus mondiaux au milieu de systèmes alimentaires interconnectés et complexes qui ont un impact sur la nutrition et l'alimentation à l'échelle mondiale. La recherche de solutions au sein de la communauté mondiale est récente ; le premier jalon des Nations unies sur l'alimentation et la nutrition a été posé il y a moins de 100 ans, en 1943, lors de la Conférence des Nations unies sur l'alimentation et l'agriculture.

Ainsi, les principaux jalons de l'alimentation et de la nutrition dans les forums mondiaux des Nations unies sont les suivants :

Nº	ANNÉE	ÉVÉNEMENT	DESCRIPTION
1	1974	Première conférence mondiale sur l'alimentation	Le Conseil mondial de l'alimentation a été créé en tant qu'organe de coordination des ministères de l'agriculture pour aider à réduire la malnutrition et la faim (dissous en 1993), ainsi que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, un forum intergouvernemental des Nations unies chargé d'examiner la situation de la sécurité alimentaire dans le monde, un forum intergouvernemental des Nations unies pour la révision et le suivi des politiques relatives à la sécurité alimentaire mondiale.
2	1977	Comité permanent de la nutrition du système des Nations unies (SCN)	Établi par l'ECOSOC en tant que point focal pour promouvoir des politiques et des stratégies harmonisées en matière de nutrition à l'échelle du système des Nations unies
3	1992	Première conférence internationale sur la nutrition Déclaration mondiale et plan d'action pour la nutrition	Lors de la CIN, les gouvernements se sont engagés à tout mettre en œuvre pour éliminer ou réduire considérablement, d'ici le prochain millénaire, les problèmes suivants : les décès dus à l'inanition et à la famine, la faim chronique généralisée, la dénutrition, en particulier chez les enfants, les femmes et les personnes âgées, les carences en micronutriments, notamment en fer, en iode et en vitamine A, les maladies transmissibles et non transmissibles liées à l'alimentation, les obstacles à l'allaitement maternel optimal, l'assainissement insuffisant, le manque d'hygiène et l'eau insalubre.
4	1996	Sommet mondial de l'alimentation Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation	Les dirigeants du monde se sont réunis à Rome en novembre 1996 pour le Sommet mondial de l'alimentation. La FAO a convoqué le Sommet en réaction à la persistance d'une sous-alimentation généralisée et pour renouveler l'engagement du monde dans la lutte contre la faim.
5	2002	Sommet mondial de l'alimentation +5	Le « Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après », qui s'est tenu du 10 au 13 juin 2002, a réaffirmé les engagements pris pour éradiquer la faim. Le document final est le suivant : « Déclaration du Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après ».

11. Nutrition (who.int)

12. Nutrition – A global challenge for health | Tidsskrift for Den norske legeforening (tidsskriftet.no)

N°	ANNÉE	ÉVÉNEMENT	DESCRIPTION
6	2009	Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale	Les dirigeants du monde entier adoptent à l'unanimité une déclaration dans laquelle ils s'engagent à éradiquer la faim de la surface de la terre lors du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire.
7	2012	RIO+20 - Défi Faim Zéro	Le défi Faim Zéro, initiative du Secrétaire général des Nations unies qui appelle tous les pays à œuvrer pour un avenir où tous les individus auront accès à une nutrition adéquate et à des systèmes alimentaires résilients.
8	2012	Convention sur l'assistance alimentaire	La Convention sur l'assistance alimentaire est un traité international adopté le 25 avril 2012 à Londres. L'objectif de ce traité est de « répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels des populations les plus vulnérables ».
9	2014	Deuxième conférence internationale sur la nutrition	La deuxième conférence internationale sur la nutrition s'est tenue à Rome, en Italie, en novembre 2014 et a adopté la déclaration de Rome sur la nutrition, engageant les pays à éradiquer la faim et à prévenir toutes les formes de malnutrition dans le monde.
10	2015	Sommet des Nations unies sur le développement durable : objectif 2	Le sommet des Nations unies pour l'adoption du programme de développement post-2015 est une réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale qui s'est tenue du 25 au 27 septembre 2015 à New York. L'objectif de développement durable n°2 vise à mettre fin à la faim et à toutes les formes de malnutrition d'ici 2030.
11	2016	Décennie d'action des Nations unies sur la nutrition	Adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/259, le texte invite l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale de la santé à diriger la mise en œuvre de la Décennie d'action des Nations unies pour la nutrition (2016-2025), en collaboration avec le Programme alimentaire mondial, le Fonds international de développement agricole et le Fonds des Nations unies pour l'enfance, et à définir et élaborer un programme de travail fondé sur la déclaration de Rome et son cadre d'action.
12	2021	Sommet de Tokyo sur la nutrition pour la croissance (N4G)	Le premier Sommet N4G s'est tenu à Londres en 2013, où 100 parties prenantes ont approuvé le Pacte mondial N4G et se sont engagées à investir plus de 4 milliards de dollars dans de nouveaux projets spécifiques à la nutrition et 19 milliards de dollars dans des projets sensibles à la nutrition. En 2021, N4G dirige les efforts visant à mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes lors du sommet N4G de Tokyo, qui se concentre sur le rôle essentiel des systèmes d'alimentation, de santé et de protection sociale dans la réalisation d'une bonne nutrition pour tous.

Source : <https://research.un.org/en/foodsecurity/un-milestones>

D'autres espaces ou mouvements pour la nutrition ont également été encouragés, tels que Scaling Up Nutrition et Nutrition for Growth.

L'Espagne dans les espaces mondiaux :

L'Espagne préside le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) depuis 2021. le Comité a été créé en 1974, réformé en 2009, et constitue la principale plateforme internationale et intergouvernementale permettant à toutes les parties prenantes de travailler ensemble pour garantir la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous. Ainsi, le CSA met l'accent sur la sécurité nutritionnelle, et pas seulement sur la sécurité alimentaire, et la lutte contre la malnutrition fait désormais partie de toutes les activités du CSA.

Les fonctions du Comité peuvent essentiellement être regroupées sous trois grands aspects : parvenir à des accords sur les questions clés liées à la réalisation du droit à l'alimentation, ce qui conduit à des processus de négociation qui aboutissent à des

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	---	---	--	--------------------------------	-----------------------------

recommandations politiques ou à des lignes directrices volontaires. Ce processus s'appuie en premier lieu sur un rapport indépendant du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN, par son sigle en anglais), un organe créé en tant que composante essentielle du CSA pour fournir une analyse et des conseils indépendants fondés sur une expertise scientifique. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM) et des représentants du groupe consultatif du CSA apportent également un soutien technique, le cas échéant. À la suite de ce rapport technique scientifique, un processus de négociation se poursuit, qui permet de dégager un consensus en vue de l'adoption de lignes directrices ou de recommandations de politiques en la matière.

Il est important de noter que le CSA aborde la question de la nutrition dans toutes ses négociations et l'intègre transversalement dans toutes ses discussions. Les lignes directrices sur l'égalité des sexes illustrent bien ce point, puisque le rôle des femmes dans la mise en place de régimes alimentaires sains a été intégré du fait de leur autonomisation économique et sociale.

Une deuxième fonction du Comité est de créer un espace de délibération, qui n'aboutit pas nécessairement à un produit convenu, mais qui permet d'échanger les points de vue des différents pays et acteurs et d'identifier les points communs et les points de conflit.

La troisième fonction est celle de la coordination, qui ne se traduit pas nécessairement par un texte rassemblant des politiques ; grâce à cette fonction, l'action coordonnée est favorisée, et le CSA sert d'espace pour que des initiatives telles que Scaling Up Nutrition (SUN) ou la Décennie pour la Nutrition présentent et débattent de leurs résultats, avec la participation d'acteurs de la société civile, du secteur privé, des États, entre autres acteurs. Le Comité découle du droit humain à l'alimentation et son mandat est de prioriser la voix et la participation des groupes souffrant de pauvreté et d'insécurité alimentaire, renforçant ainsi la participation plurielle.

Un autre espace important en matière de nutrition est Scaling Up Nutrition (SUN), un mouvement lancé en 2012 par le Secrétaire général des Nations Unies, dirigé par 66 pays et 4 États de l'Inde, collectivement connus sous le nom de pays SUN, qui rassemble divers acteurs de la société, qui sont unis dans ce mouvement pour mettre fin à toutes les formes de malnutrition d'ici 2030, promouvant ainsi la réalisation de l'Objectif de développement durable n°2. L'objectif du Mouvement SUN est de placer la nutrition en tête des agendas politiques mondiaux et nationaux. S'il est vrai que l'AECID ne participe pas directement à cet espace, la Coopération espagnole le fait, en revanche, par l'intermédiaire de la Fondation internationale et ibéro-américaine pour l'administration et les politiques publiques (FIIAPP), qui est une entité du système de la Coopération espagnole spécialisée dans la promotion des politiques publiques.

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	---	---	--	--------------------------------	-----------------------------

La FIIAPP met en œuvre le projet EU4SUN depuis sa création en 2023, qui est un projet de coopération déléguée financé par l'Union européenne. Le projet est principalement axé sur la malnutrition, ce qui signifie qu'il adopte une vision large du problème nutritionnel, à savoir la dénutrition aigüe, la dénutrition chronique, la faim cachée, le surpoids et l'obésité, entre autres.

EU4SUN vise à l'opérationnalisation cohérente et effective de la Stratégie SUN, ainsi qu'au suivi de ses résultats. Pour ce faire, un dialogue est engagé avec chaque pays, les priorités que chacun d'eux présente dans le domaine sont identifiées, et un processus d'assistance technique est lancé concernant le renforcement des politiques publiques, leur mise en œuvre, le renforcement des capacités des fonctionnaires, le suivi et l'évaluation, le tout dans le cadre du cycle des politiques publiques.

La FIIAPP concentre son travail en Amérique latine, et s'engage dans les pays qui font partie du SUN, dans le but que les pays mettent en œuvre des stratégies liées aux engagements qu'ils ont pris dans le cadre du sommet « Nutrition 4 Growth », afin que les priorités soient mises en œuvre. En raison des progrès réalisés en Amérique Latine, les pays ont orienté leurs préoccupations vers la localisation, c'est-à-dire la manière de mettre en œuvre une politique publique sur le terrain.

La localisation ou territorialisation est un enjeu majeur pour la mise en œuvre réelle des politiques publiques, allant du niveau national au niveau local, et même au niveau des ménages.

Dans cette stratégie de travail au niveau des politiques publiques, la FIIAPP interagit continuellement avec les Fronts parlementaires créés, qui apportent leur soutien au projet. Leur expérience dans la gestion des politiques et leur capacité à mettre en avant la question de la malnutrition à ce niveau favorisent l'ouverture, car ils agissent comme une plateforme importante pour ce dialogue. Toutefois, il convient de noter que les Fronts parlementaires ne sont pas les seuls acteurs dans ces dialogues, car la participation des ministères, par exemple, est un aspect fondamental pour la mise en œuvre des politiques publiques.

Une autre plateforme importante sont les Observatoires du droit à l'alimentation, où il est possible de générer des dialogues plus larges et d'influencer les sujets d'intérêt dans le cadre de la malnutrition.

De même, un autre apport de l'AECID est l'expérience de travail dans le cadre du droit à l'alimentation ; la FIIAPP reprend cet engagement et positionne ce droit dans le cadre du EU4SUN, grâce à un travail d'influence solide.

La vision multidimensionnelle de la malnutrition, qui articule le travail avec l'eau, l'assainissement, la santé, la production, entre autres, est également une expérience que la FIIAPP valorise à travers les dialogues avec l'AECID et son expérience historique qui a toujours mis en avant cette perspective au fil des années. L'expérience est diverse ; les

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	--	--	---	--	---	--	--	--------------------------------------	--------------------------------

enseignements tirés des Fronts parlementaires et leur association avec le milieu académique témoignent d'une stratégie construite collectivement à l'échelle mondiale. Elle montre une relation intime avec le droit humain à l'alimentation et démontre que la mise en pratique de ce droit est possible lorsqu'il est promu par les acteurs des territoires eux-mêmes.

C'est précisément cette expérience qui permet de mieux construire les propositions dans les espaces où l'AECID participe indirectement. Le grand défi de l'AECID à ce stade est de gérer les connaissances sur le terrain et de les systématiser, travail qu'il est nécessaire de réaliser du niveau le plus local au niveau national, par exemple avec les Fronts parlementaires.

Malgré cette grande expérience acquise sur le terrain par l'AECID en faveur de la nutrition dans le cadre des éléments mentionnés, l'Agence ne participe pas aux forums mondiaux et affiche une position faible dans ces espaces. C'est pourquoi l'un des premiers pas pour parvenir à un meilleur positionnement réside dans les processus de gestion des connaissances, notamment à travers la systématisation des expériences réussies en nutrition, les enseignements tirés et les stratégies employées. La documentation de ces connaissances, en plus de favoriser l'apprentissage institutionnel, permet d'identifier clairement les aspects à positionner à partir de l'expérience acquise sur le terrain. Cette gestion des connaissances nécessite également l'établissement de flux de communication entre les bureaux de la coopération espagnole implantés dans les pays et le siège, afin d'identifier les interventions à systématiser, mais aussi de générer des connaissances collectives pour alimenter les actions de nutrition aux deux niveaux et dans une perspective intégratrice.

En plus de la gestion des connaissances, un positionnement clair est nécessaire sur l'engagement de l'AECID dans la lutte contre la dénutrition chronique, et le travail à partir de ses éléments fondamentaux tels que l'eau, la sécurité alimentaire, les questions de genre, comme l'autonomisation des femmes, l'accès à l'éducation des femmes, et la protection sociale. Il est important de souligner que le lien entre l'autonomisation et l'éducation des femmes et l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants est largement connu. En outre, l'AECID soutient les questions de genre depuis plusieurs années et a obtenu une reconnaissance et une légitimité à cet égard. Cependant, il est encore essentiel que les liens spécifiques entre la nutrition et le genre, leurs modes d'approche et la transversalisation soient travaillés spécifiquement et documentés dans des protocoles ou des lignes directrices d'intervention, afin de contribuer à un positionnement clair et avec une approche stratégique de travail contre la dénutrition chronique, adoptant une perspective à long terme qui prenne en compte ses déterminants et communique clairement la stratégie intégrale.

Cette gestion des connaissances permettrait à l'AECID de fournir de manière systématique et organisée des propositions basées sur son expérience et ses contextes de travail, en apportant des solutions éprouvées sur le terrain qui peuvent contribuer efficacement à améliorer l'état nutritionnel de la population et qui intègrent également

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	--	--	---	--	---	--	--	--------------------------------------	--------------------------------

le savoir-faire nécessaire pour les mettre en œuvre dans différentes réalités. Cela est crucial, étant donné qu'actuellement, un grand effort est déployé pour promouvoir des visions plus multidimensionnelles et multi-acteurs concernant la malnutrition. Par exemple, dans la troisième phase de SUN (2021-2025), une vision plus intégrale a été adoptée concernant les thèmes et les acteurs, englobant des secteurs tels que l'éducation, l'eau, l'assainissement et le changement climatique.

Il convient de mentionner que la gestion des connaissances est limitée par le nombre restreint de membres du personnel qui composent l'équipe technique travaillant dans les OCE, ce qui empêche d'ajouter cette tâche cette équipe. Il serait donc nécessaire de disposer de personnel supplémentaire pour mener à bien cette mission.

Un autre défi majeur pour l'AECID est de systématiser son expérience en matière de genre et de la relier à la nutrition dans une perspective de genre sensible à la nutrition, compte tenu de sa vaste expérience dans les deux domaines. Il est urgent d'en faire de même dans le cas des projets productifs sensibles à la nutrition, entre autres.



ENSEIGNEMENTS TIRÉS

9

A. DÉVELOPPEMENT D'UNE VISION STRATÉGIQUE DE LA NUTRITION POUR GUIDER LES INTERVENTIONS SUR LE TERRAIN :

Vision stratégique. La Vision stratégique sur la nutrition a été formulée dans la Stratégie de lutte contre la faim en 2007, qui intégrait déjà des éléments relatifs à la multidimensionalité de la malnutrition, offrant une perspective plus large de la nutrition avec un effort multi-acteurs. Bien que cette stratégie n'ait pas été renouvelée, elle était innovante pour son époque et contient encore des éléments pertinents aujourd'hui. Le nouveau plan directeur perpétue cet héritage de l'approche multidimensionnelle et multi-acteurs, et précise clairement la position de la Coopération espagnole en matière de nutrition. Il met l'accent non seulement sur la lutte contre la dénutrition, mais aussi sur toutes les formes de malnutrition, telles que le surpoids, l'obésité, entre autres. Toutefois, il peut être encore plus ambitieux dans ses interventions à moyen terme en matière de soutien parlementaire et de politiques publiques

Malgré ces documents, l'AECID dispose encore d'un grand espace pour affirmer clairement et avec insistance sa position concernant son engagement à aborder la nutrition, non pas un engagement dans le vide, mais un engagement fondé sur une expérience développée au fil des ans, qui doit être communiquée de manière appropriée. A cet égard, l'absence de documents spécifiques et de positions claires de l'AECID sur ce point dans différents espaces ne favorise pas une communication efficace et crée des lacunes qui peuvent être interprétées comme un manque de vision spécifique en matière de nutrition.

De plus, sur le plan niveau stratégique, il est fondamental de défendre l'intégration de la nutrition dans tous les secteurs :

“En 2000, nous avons parlé de « la santé dans toutes les politiques ». Eh bien, il faudrait dire « nutrition dans toutes les politiques », non ? Si nous voulons améliorer la nutrition, nous devons examiner comment l'intégrer dans de nombreux autres projets et dans de nombreuses autres interventions liées à l'eau et à l'assainissement, à l'alimentation, à l'éducation, avec, par exemple, des projets d'alimentation complémentaire dans les écoles, qui peuvent avoir un impact considérable sur les niveaux nutritionnels, et dans des projets [...] de sécurité alimentaire, d'agriculture, etc”

Interview

Évolution des perspectives en matière de nutrition et transversalisation dans les interventions de l'AECID :

Les perspectives sur les approches nutritionnelles ont évolué au fil du temps. Sans aucun doute, une étape importante dans cette transformation a été le lancement de la série *The Lancet Series on maternal and child nutrition* en 2008, qui a marqué un tournant dans ces approches. Les données présentées mettent en évidence l'impact de

la nutrition infantile sur le développement, soulignant le besoin urgent d'interventions nutritionnelles ciblées, axées sur les groupes vulnérables et soulignant l'importance cruciale des interventions au cours des 1 000 premiers jours.

Par conséquent, les transformations de l'approche laissent de côté la perspective médicale et purement sanitaire ou associée à la faim en tant que carence, à l'apport calorique insuffisant et à l'aide alimentaire. La nutrition était présente dans de nombreux domaines, mais elle n'était ni abordée sous forme d'interventions ciblées, ni reconnue pour son véritable impact décisif sur le développement. Après la série de *The Lancet*, la perspective nutritionnelle a adopté une approche intégrale, abordant de multiples aspects tels que l'accès à l'eau et à l'assainissement, la production, l'accès à la nourriture, et donnant la priorité aux interventions ayant un impact.

Par ailleurs, l'attention portée à la nutrition s'est élargie avec les nouvelles approches concernant les systèmes agroalimentaires, si bien que la tendance à se concentrer uniquement sur la nutrition sans prendre en considération d'autres déterminants s'est estompée, et l'on a pris conscience que les actions sensibles à la nutrition, telles que la protection sociale, l'agriculture, entre autres, étaient également essentielles.

À la publication de *The Lancet* se sont joints des mouvements internationaux et des ONGD qui ont dénoncé socialement les injustices qui se tissent autour du système alimentaire, comme la génération de la pauvreté, les monocultures, l'homogénéisation des régimes alimentaires. D'autres éléments du système alimentaire ayant un impact sur la nutrition ont ainsi été reconnus.

Un autre changement majeur de paradigme a été de passer de la dénutrition à la malnutrition, qui inclut le surpoids, l'obésité, les maladies non transmissibles, entre autres. Ce changement oblige à adopter une approche systémique et intégrée, non seulement dans les dimensions qu'elle couvre, mais aussi en prenant en compte les multiples acteurs impliqués dans le système alimentaire, où la nutrition devient un axe central de coordination.

Ces changements de paradigme sont fondamentaux pour les projets et programmes de nutrition qui doivent intégrer ces nouvelles approches et les appliquer sur le terrain.

L'AECID a travaillé dans le cadre d'une approche multidimensionnelle de la nutrition, en se concentrant sur la sécurité alimentaire, en intégrant la production, le changement climatique, l'eau et l'assainissement et la santé. L'Agence dispose ainsi d'une grande expérience dans le travail systémique sur la nutrition, en tenant compte de ses déterminants. Cela lui a permis d'intégrer les changements de perspective de la nutrition issus des systèmes alimentaires, qui impliquent une vision systémique. De plus, l'expérience de l'Agence acquise en matière de genre et celle de l'Espagne acquise en matière de protection sociale peuvent être mises à profit pour développer des stratégies de travail en protection sociale sensible à la nutrition et pour la transversalisation de l'approche de genre dans ce domaine.

De même, la délimitation de la nutrition aux 1000 premiers jours, qui incluent la période de gestation et les deux premières années de la vie, est extrêmement pertinente et il est encore possible pour l'AECID de prioriser des ressources dans cette étape fondamentale de la vie. Actuellement, les interventions au Honduras et au Guatemala, par exemple, couvrent la nutrition jusqu'aux cinq premières années de vie, ce qui s'aligne en partie avec les priorités nationales qui délimitent le travail pour ce groupe d'âge. Cependant, ces interventions pourraient être concentrées sur les 1000 premiers jours, non seulement pour les effets sur le développement des enfants, mais aussi pour obtenir de meilleurs impacts avec une utilisation plus efficace des budgets.

Les indicateurs de nutrition du CAD

Le secteur 12240 de Nutrition de base dans le Data Explorer de l'OCDE prévoit de rendre compte du financement dans les sous-secteurs et interventions nutritionnelles spécifiques suivants : « programmes de nutrition directs (alimentation maternelle, allaitement maternel et aliments de sevrage, nutrition infantile, cantines scolaires) ; identification des carences en micronutriments; apport supplémentaire de vitamine A, d'iode, de fer, etc. ; suivi de l'état nutritionnel, éducation sur la nutrition et l'hygiène alimentaire ; sécurité alimentaire des ménages. » Les donateurs, tels que l'AECID, peuvent attribuer un projet comme étant du secteur de la nutrition de base. Les pays peuvent attribuer le code CRS de nutrition primaire à un projet ou programme comme affectation principale ou secondaire. L'affectation secondaire inclurait des projets et programmes pour lesquels la nutrition de base est un composant important, mais non l'objectif principal du projet. Par exemple, un programme de santé qui inclut un composant de nutrition de base pourrait attribuer ce code de manière secondaire. Le code 12240 est lié à l'ODD 2 :

2240	Nutrition de base	Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition, et promouvoir l'agriculture durable	Cible 30	Cible 2.1 : D'ici 2030, mettre fin à la faim et garantir l'accès de toutes les personnes, en particulier les plus pauvres et celles en situation de vulnérabilité, y compris les nourrissons, à une alimentation saine, nutritive et suffisante tout au long de l'année
2240	Nutrition de base	Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition, et promouvoir l'agriculture durable	Cible 31	Cible 2.2 : D'ici 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en atteignant, au plus tard en 2025, les objectifs internationaux convenus concernant le retard de croissance et l'émaciation des enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes et allaitantes, ainsi que des personnes âgées

Bien que l'attribution des codes CRS soit examinée et approuvée par le groupe de travail WP-STAT du CAD, certains problèmes se posent en termes de spécification de l'indicateur de nutrition afin de délimiter clairement le type d'interventions nutritionnelles financées, ce qui risque de surestimer ou de sous-estimer le nombre de projets nutritionnels. Le code inclut parfois des interventions sensibles à la nutrition qui ne sont pas directement liées à la nutrition, ce qui entraîne une surestimation des investissements spécifiques en nutrition et une sous-estimation des interventions sensibles à la nutrition. Deuxièmement, le code-objet 12240, dans sa forme actuelle, exclut des interventions nutritionnelles spécifiques qui sont incluses ailleurs (sous-estimant ainsi

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	---	---	---	---------------------------------------	-----------------------------

les investissements spécifiques en nutrition). *Acción Contra el Hambre* plaide en faveur d'une révision du CRS en matière de nutrition, afin que le code - une fois rendu plus concret et précis - serve non seulement à rendre des comptes, mais aussi à construire des stratégies et à mener des actions de défense.

L'attribution d'un projet à ce code a des conséquences au sein de l'AECID en raison du système informatique qui, une fois le code attribué, ne permet aux projets de sélectionner qu'une ligne d'action liée à la sécurité alimentaire, même si, parfois, cela correspondrait mieux à l'ODD 3 et aux lignes d'action du plan directeur liées à la santé.

B. SOUTIEN ET ALIGNEMENT SUR LES POLITIQUES D'ÉTAT

Un élément central de l'action de l'AECID réside dans son engagement à renforcer les politiques publiques du pays partenaire. Cette préoccupation se reflète dans trois domaines : premièrement, dans les accords administratifs qui établissent les priorités sectorielles ou d'intervention, par exemple dans les cadres de partenariat pays, où les priorités au niveau national sont identifiées dans leurs plans ou autres documents nationaux, et les priorités sectorielles sont dérivées et alignées dans ce cadre. De plus, l'établissement des priorités se fait de manière conjointe avec le pays partenaire, ce qui renforce et respecte l'institutionnalité des entités publiques, ce qui est extrêmement important dans des contextes de fragilité institutionnelle, où les interventions doivent non seulement prendre en compte les actions sur le terrain, mais aussi le contexte institutionnel dans lequel elles sont mises en œuvre.

Un deuxième domaine est le soutien direct aux politiques de nutrition et de sécurité alimentaire dans le pays partenaire, un bon exemple étant le soutien de l'OCE Niger à l'Initiative 3N, l'Initiative 3N du Niger : « Les Nigériens nourrissent les Nigériens », une initiative lancée en 2012 en réponse au défi de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays. L'appui à cette politique a été une priorité et a constitué l'un des points focaux du programme de la Coopération espagnole dans le pays.

“ Nous avons également soutenu pendant longtemps la coopération espagnole dans ce qui était appelé le dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires, et certains le considèrent comme un mécanisme plus lié à l'action humanitaire ”

Interview OCE Niger

Un troisième domaine pour parvenir à ce renforcement est l'incidence pour inscrire dans l'agenda public les problèmes de nutrition ou de sécurité alimentaire liés aux territoires. L'OCE Mozambique, à travers une analyse approfondie des statistiques de la dénutrition chronique à Cabo Delgado, a réussi à intégrer dans l'agenda des institutions publiques et des acteurs travaillant sur le territoire des actions orientées vers la réduction de la dénutrition chronique.

C. INITIATIVES LÉGISLATIVES POUR LA NUTRITION ET L'ALIMENTATION - TRAVAIL AVEC LES PARLEMENTAIRES

Les Fronts parlementaires témoignent d'années de travail innovant soutenu, ce qui a conduit à une série d'impact significatifs et d'apprentissages tout au long de cette période.

1. Le travail avec les Fronts parlementaires a généré des lois en faveur de la nutrition, qui abordent la multidimensionnalité de la nutrition et renforcent le développement à partir de leurs propres acteurs, car ce sont eux qui, avec un soutien technique, décident quelles lois sont prioritaires pour le pays.
2. L'approche de la malnutrition sous toutes ses formes est un élément clé dans le cadre des lois émises par les Fronts parlementaires. Cela est essentiel dans les territoires de nombreux pays du Sud global où le triple fardeau de la malnutrition commence à devenir une réalité. De plus, le travail avec les parlementaires offre la possibilité de légiférer en faveur d'environnements alimentaires plus adéquats.
3. La nutrition est placée au centre de la législation, de telle sorte que d'autres éléments sont relégués au second plan et que l'impact sur l'état nutritionnel devient prioritaire. Les lois sur l'alimentation scolaire illustrent clairement ce point ; auparavant, ces lois donnaient la priorité aux coûts des rations par rapport à d'autres aspects, y compris l'impact sur la nutrition. Aujourd'hui, ces lois mettent l'état nutritionnel au centre de l'agenda, ce qui témoigne de l'évolution positive des approches.
4. Le travail avec les Fronts parlementaires permet au droit humain à l'alimentation de devenir une réalité, en renforçant la capacité législative de l'un des pouvoirs de l'État à garantir des aspects qui contribueront au droit humain à l'alimentation.
5. Cette expérience renforce les capacités de négociation et la démocratie en encourageant le dépassement des approches partisans pour se concentrer sur des objectifs techniques communs et en renforçant le travail collectif à partir de différentes formations politiques.
6. Cette dynamique de travail a conduit à des changements dans la manière de travailler de la FAO et a montré que la coopération Sud-Sud et Sud-Nord est possible.

Alliance des milieux académiques et des Fronts parlementaires : des politiques basées sur des preuves

La collaboration de l'AECID avec les responsables politiques, c'est-à-dire les parlementaires, repose sur un point essentiel : travailler avec des preuves scientifiques pour l'élaboration des lois. C'est pourquoi le partenariat avec les universités est un élément clé pour produire ces preuves et, en même temps, soutenir le travail des parlementaires. Ainsi, les observatoires constituent des espaces où le monde académique, sensibilisé à cette thématique, s'organise et collabore de manière coordonnée, tant en Amérique latine et dans les Caraïbes qu'en Espagne, avec les Fronts parlementaires contre la faim.

L’Observatoire du droit à l’alimentation pour l’Amérique latine et les Caraïbes (ODA-ALC) encourage l’élaboration d’études, d’indicateurs et de recommandations qui peuvent être d’une grande utilité dans les processus de développement, de mise en œuvre et de suivi de la législation et/ou des politiques publiques appliquées à l’échelle locale, nationale ou régionale. De son côté, l’Observatoire du droit humain à l’alimentation en Espagne (ODA-E) a pour objectif de promouvoir l’élaboration de diagnostics sur le droit à l’alimentation en Espagne qui peuvent avoir un impact sur les politiques publiques et garantir l’applicabilité du droit à une alimentation adéquate et autres questions connexes. *(Enseignements et bonnes pratiques dans le cadre du travail de l’AECID avec les Fronts parlementaires contre la faim)*

Ainsi, cette collaboration menée par l’AECID en partenariat avec la FAO pour promouvoir ces Observatoires est étroitement liée aux Fronts parlementaires et leur apporte le soutien technique nécessaire. De plus, elle renforce l’implication du monde académique dans l’élaboration de propositions techniques et scientifiques pour résoudre les problèmes liés à l’insécurité alimentaire, au droit humain à l’alimentation et à la nutrition. Cette initiative favorise la recherche et encourage une participation active des chercheurs dans la résolution de ces défis.

D. COORDINATION DES POLITIQUES ET DES INSTRUMENTS SUR LE TERRITOIRE

La coordination des politiques et des instruments sur le territoire repose sur quatre aspects : l’approche territoriale, l’approche communautaire, l’approche multisectorielle et la formation et le développement des capacités en matière de politique et de nutrition.

Approche territoriale

L’impact sur la nutrition a été plus important lorsque les politiques et programmes ont été articulés au niveau territorial. Une approche territoriale des politiques de nutrition et de sécurité alimentaire met l’accent sur les dynamiques locales, en intégrant les initiatives en matière de nutrition aux « forces économiques, technologiques, sociopolitiques, culturelles et environnementales » du territoire, en se concentrant sur un environnement influencé par la géophysique et les initiatives individuelles et collectives des acteurs sociaux.¹³ Le développement territorial en matière de nutrition vise des transformations productives et institutionnelles sur le territoire,¹⁴ en s’éloignant des décisions centralisées, sectorielles et hiérarchiques. En revanche, un cadre holistique et élargi est proposé, dans lequel les capacités locales et le potentiel des gouvernements régionaux et locaux à participer aux politiques sont exploités.¹⁵ C’est sur le territoire que « les politiques publiques

13. CEPAL 2024 <https://www.cepal.org/es/subtemas/desarrollo-territorial#>

14. Schejtman, A., & Berdegue, J. A. (2004). Rural territorial development. *Working paper/Rural Territorial Dynamics Program. RIMISP-Latin American Centre for Rural Development; no. 4.* <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/39791/128577.pdf>

15. Cistulli, V., Rodríguez-Pose, A., Escobar, G., Marta, S., & Schejtman, A. (2014). Addressing food security and nutrition by means of a territorial approach. *Food security*, 6, 879-894.16. CEPAL 2024 <https://www.cepal.org/es/subtemas/desarrollo-territorial#>

convergent et se renforcent mutuellement dans des directions prédéterminées et que les besoins peuvent être hiérarchisés et les demandes identifiées ». L'approche territoriale de la nutrition rapproche les politiques du territoire, en permettant de les adapter aux caractéristiques territoriales, à leurs acteurs et à leurs dynamiques, et de créer des mécanismes de gouvernance et des espaces participatifs ouverts.¹⁶

Cette approche a été promue par l'AECID, à la fois par son soutien à des organisations telles que la FAO et par ses interventions de coopération bilatérale visant à promouvoir les politiques publiques liées à la nutrition. Par exemple, la FAO a adopté cette approche pour lutter contre la dénutrition chronique infantile, une initiative promue par l'AECID.

“Un projet a vu le jour [...] qui était principalement lié à la mise en œuvre de stratégies coordonnées dans les territoires autour de la lutte contre la dénutrition chronique infantile et tout ce qui concerne l'application de l'approche territoriale, c'est-à-dire il s'agissait de faire en sorte de mieux articuler les politiques appliquées dans les territoires et que celles-ci aient un plus grand impact”

Interview anonyme - Spécialiste 001

Les bureaux de la coopération espagnole utilisent la même approche, considérant que les acteurs publics et la société civile locale possèdent la plus grande capacité d'action sur le territoire. Par exemple, au Mozambique :

“Il faut territorialiser, travailler avec les communautés et assurer le suivi de toutes les causes ainsi que des personnes touchées par ces problèmes afin d'améliorer leurs performances. [...] surtout parce que lors de l'atterrissage dans des communautés comme celle-ci, très éloignées et avec un développement humain très faible, le saut est accepté par l'intermédiaire du travail communautaire et par le contrôle du territoire qui, bien sûr, devrait être de la responsabilité de l'État, qui est le seul à pouvoir intervenir à ce niveau ”

Interview OCE Mozambique

16. Kato, K. Y. M., Delgado, N. G., & Romano, J. O. (2022). Territorial approach and rural development challenges: Governance, state and territorial markets. *Sustainability*, 14(12), 7105.

Approche communautaire

Dans les interventions contre la dénutrition aiguë et chronique, l'AECID a financé d'excellentes expériences favorisant le développement communautaire dans le cadre des interventions nutritionnelles, en soutenant le renforcement des systèmes de santé au niveau communautaire

“Le renforcement des systèmes de santé au niveau décentralisé repose sur la compréhension du fait que le travail effectué avec un soutien budgétaire au niveau de la capitale doit avoir des implications au niveau de la communauté. [...] Il est essentiel de garantir la décentralisation des ressources au niveau communautaire”

Interview anonyme - Spécialiste 002

L'application de l'approche multisectorielle aux besoins spécifiques des communautés exige que les politiques soient également adaptées à ces mêmes réalités. Par exemple, dans un contexte fragile comme celui du Niger, les interventions nutritionnelles se sont inscrites dans un cadre de nutrition communautaire, non seulement l'assistance alimentaire mais aussi la diversification de l'alimentation et la prévention, couvrant ainsi toutes les phases entre l'urgence et le développement nutritionnel. Au Guatemala, une intervention nutritionnelle multisectorielle réussie à Sololá a investi des fonds importants dans l'eau et l'assainissement au niveau communautaire, tout en encourageant d'autres lignes de travail, telles que le renforcement institutionnel, le renforcement communautaire et l'amélioration de l'alimentation de céréales de base, et en travaillant sur l'adaptation au changement climatique des populations indigènes, grâce à l'action des ONGD.

Le tissu communautaire peut jouer un rôle important dans la surveillance nutritionnelle. Le Mozambique, par exemple, affiche des modèles positifs au sein desquels il existe une structure de surveillance communautaire :

“Elle relie les centres de santé aux militants [de la nutrition], ce qui permet d'apprendre de meilleures techniques et de meilleurs processus d'alimentation”

Interview OCE Mozambique

Il est également essentiel d'articuler les politiques au niveau local et de garantir la participation des communautés à leur mise en œuvre, comme par exemple pour les lois sur l'alimentation scolaire, mais aussi de comprendre que les communautés sont des entités hétérogènes, avec des familles et des foyers ayant des besoins très différents. De plus, il convient d'étendre l'approche multisectorielle au niveau des foyers et de s'assurer que l'impact des interventions multidimensionnelles se produise au sein des foyers souffrant de malnutrition.

Approche multisectorielle

Aussi bien au siège que sur le terrain, l'AECID considère que la malnutrition est le résultat de causes multiples, à la fois immédiates et sous-jacentes, et qu'elle présente des manifestations diverses. La programmation multisectorielle en matière de nutrition propose donc de combattre la faim au-delà des simples solutions techniques, et de travailler au niveau des systèmes, en agissant simultanément dans différents secteurs. Il s'agit notamment de coordonner les actions dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, de la santé, des transferts monétaires, de l'éducation, de l'agriculture, des systèmes alimentaires et des circuits courts, etc. Les interventions nutritionnelles sont conçues :

“une fois sur le terrain, pour savoir dans chaque territoire ce qu'on devrait faire pour lutter contre la dénutrition infantile, car la situation n'est pas la même si les causes sont sanitaires, si elles sont liées à l'accès à l'eau, ou encore à des facteurs culturels. Il est donc primordial de les identifier d'abord”

Au niveau du financement des programmes de nutrition dans les bureaux de la coopération espagnole, il existe une vaste expérience d'interventions multisectorielles, des expériences telles que le Plan d'action multisectoriel pour la réduction de la malnutrition chronique du SESAN¹⁷, ou par exemple au Guatemala, un programme a été créé qui :

“aborde certains des aspects les plus importants de la multisectorialité dans la réduction de la dénutrition ; ce n'est pas seulement la santé, c'est l'eau et l'assainissement, l'accès à la nourriture, le développement économique et le changement climatique [...] Il y a d'autres domaines dans lesquels il faudrait travailler, comme par exemple l'éducation, sur laquelle nous travaillons indirectement”

Interview OCE Guatemala

Au siège, cependant, il est possible de coordonner l'appui des différents bureaux aux programmes de nutrition. Comme nous l'expliquerons plus loin, il existe non seulement une tension entre les structures géographiques et sectorielles de l'AECID, mais aussi, en raison du nombre réduit de personnel, une coordination limitée entre les bureaux sectoriels dans les interventions nutritionnelles (santé, nutrition, eau) –rôle sectoriel qui n'a pas été remplacé–, et le bureau de l'action humanitaire et de genre.

17. <https://es.scalingupnutrition.org/resource-library/national-plans/multisectoral-action-plan-reduction-chronic-undernutrition>

Formation et développement des capacités en matière d'élaboration de politiques et de nutrition

Le développement des capacités pour l'élaboration de politiques et la nutrition est au cœur des préoccupations de l'AECID. Les programmes et les projets qu'elle met en œuvre intègrent des actions à l'échelle des fonctionnaires et des institutions publiques. Cela s'inscrit dans l'approche multidimensionnelle que requiert la nutrition et répond à l'exigence d'une intervention multi-acteurs.

Dans ce sens, la coordination et l'articulation des acteurs sur le territoire se fait à travers le renforcement des institutions publiques, principalement au niveau des gouvernements locaux ou des municipalités. Leur rôle est de promouvoir la coordination des secteurs afin d'apporter une assistance aux foyers les plus vulnérables, en mettant en place des interventions clés pour améliorer l'état nutritionnel. Cependant, le niveau de décentralisation atteint dans le pays est une contrainte qui conditionne la flexibilité dans la prise de décision et l'allocation budgétaire en fonction des besoins de chaque territoire¹⁸.

Au niveau national, l'AECID participe aux espaces multisectoriels pour la coordination des politiques nutritionnelles, comme le SESAN au Guatemala, qui est un espace de coordination interministérielle pour lutter contre la dénutrition chronique et l'insécurité alimentaire. De plus, à travers des interventions comme celle réalisée par la FIIAPP (Fondation internationale et ibéro-américaine pour l'administration et les politiques publiques) et financée par l'AECID, elle a travaillé avec des pays latino-américains sur des politiques de nutrition, en leur apportant son soutien pour la priorisation et la localisation des interventions, et en formant des fonctionnaires pour leur mise en œuvre, par exemple, au Salvador et au Pérou.

“La voie de la localisation a été suivie, comment amener les politiques publiques sur le terrain [...] Le Salvador a donné la priorité à l'allaitement maternel et notre soutien a été de faire en sorte que la loi soit appliquée dans les territoires, au niveau local, [que] son contenu soit connu au niveau local et que les fonctionnaires locaux soient formés à l'approche de l'allaitement maternel exclusif”

Interview anonyme - Spécialiste 003

Malgré cela, certaines limites ont été constatées et suggèrent la nécessité d'inclure des interventions à l'échelle nationale pour consolider les programmes et les projets par l'intermédiaire du renforcement de certains aspects techniques et de gestion, ainsi que des questions financières et des allocations budgétaires, afin de garantir que les ressources investies puissent atteindre les foyers.

18. Interview OCE Guatemala et OCE Honduras

D'autre part, l'AECID a joué un rôle essentiel dans le renforcement des capacités des parlementaires et des conseillers, à travers les cours ouverts proposés en collaboration avec la FAO, les sommets des Fronts parlementaires et d'autres échanges d'expériences qui permettent de tirer parti de l'expérience d'autres pays.

En somme, le développement des capacités des institutions publiques met en lumière des leçons importantes pour les projets de nutrition, par exemple le fait que le renforcement doit se faire à plusieurs niveaux, en particulier si l'on veut modifier les allocations budgétaires, étant donné que, dans certains cas, les gouvernements sous-nationaux ont peu de pouvoir de décision sur les biens et services acquis dans leur territoire (OCE Guatemala), ou encore la nécessité de renforcer la coordination interinstitutionnelle, afin de traiter la malnutrition dans le cadre d'une approche multidimensionnelle et multi-acteurs.

E. INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES SUR LE TERRAIN

Interventions nutritionnelles basées sur l'analyse du contexte

Il existe un consensus au sein des OCE sur l'importance du contexte spécifique au niveau territorial et communautaire, comprenant et intégrant les dimensions politiques, économiques et socioculturelles qui affectent la malnutrition et les interventions pour la combattre. Cela signifie qu'un diagnostic du contexte est nécessaire, ainsi qu'une adaptation au contexte au moment de concevoir, mettre en œuvre et assurer le suivi des interventions. Dans l'action humanitaire, par exemple, il est nécessaire d'établir une communication avec le terrain, d'abandonner le « modèle unique pour tous » et d'adapter les interventions nutritionnelles :

“Il est essentiel de savoir écouter et de savoir voir réellement ce qui se passe et de ne pas simplement répéter des modèles”

Interview anonyme – Spécialiste 004

Il est fondamental de comprendre le contexte de la nutrition et des systèmes agroalimentaires, de comprendre les dynamiques sociales et anthropologiques. Au Mozambique, par exemple, avec un diagnostic :

“une fois sur le terrain, pour savoir dans chaque territoire ce qu'on devrait faire pour lutter contre la dénutrition infantile, car la situation n'est pas la même si les causes sont sanitaires, si elles sont liées à l'accès à l'eau, ou encore à des facteurs culturels, etc. Il faut d'abord les identifier et les classer par ordre de priorité. [...] Il faut examiner le contexte d'un point de vue général à un point de vue particulier [...] il est multisectoriel, nous ne pouvons pas l'examiner d'un seul point de vue”

Interview OCE Mozambique

Dans de nombreux cas, les différences culturelles jouent un rôle important dans les habitudes alimentaires, même lorsque les revenus et l'accès à la nourriture sont suffisants. L'anthropologie de la santé et de la nutrition est un instrument important pour identifier ces processus et redessiner les programmes pour les adapter aux coutumes locales et, si nécessaire, lancer des discussions pour promouvoir des changements dans les habitudes alimentaires vers des régimes plus nutritifs. Par exemple, au Niger :

“Toutes les communautés ne sont pas identiques, il y a des questions culturelles qui, de mon point de vue, sont très importantes, comme la façon dont la nourriture est distribuée au sein d'une ethnie ou d'une autre, c'est-à-dire que tous ces facteurs doivent faire l'objet d'une analyse et d'une connaissance préalable afin de comprendre comment apporter une réponse adéquate”

Interview OCE Niger

Dans de nombreux cas, l'industrialisation de l'agriculture, l'urbanisation et la perte consécutive des régimes alimentaires traditionnels ont été à l'origine des régimes alimentaires contemporains peu diversifiés. Par exemple, dans le centre du Nicaragua, l'habitude des recettes à base de feuilles de yucca a disparu, ou au Pérou, l'utilisation du sang. L'anthropologie a permis à la fois d'identifier les raisons de l'existence de régimes moins nutritifs et de récupérer des recettes traditionnelles qui peuvent être intégrées dans des programmes de nutrition.

Interventions basées sur la perspective de genre

Au sein de l'AECID, l'approche de genre est abordée de deux manières : la première, à travers des interventions spécifiques sur le genre, c'est-à-dire celles dont les objectifs sont directement liés à des transformations dans les aspects liés au genre ; et la seconde, à travers la transversalisation, où les objectifs de l'intervention sont différents de la question de genre, par exemple, le changement climatique, la nutrition, la sécurité alimentaire, entre autres. Cependant, la transversalisation de l'approche est essentielle pour parvenir aux transformations nécessaires en matière de genre dans le cadre de l'intervention.

Les interventions nutritionnelles intègrent donc l'approche de genre à travers des actions telles que l'autonomisation économique des femmes, les ateliers pour les femmes, les écoles pour parents, le travail sur les nouvelles masculinités, entre autres. Bien que ces actions soient mises en œuvre depuis plusieurs années, il n'a pas été possible de capitaliser les apprentissages concernant la transversalisation de l'approche de genre, et en raison du personnel limité au siège, ni l'élaboration, ni la mise en œuvre des projets de nutrition ne font l'objet d'un suivi qui permettrait de garantir une bonne transversalisation de l'approche de genre, de sorte que, dans certains cas, l'approche n'est pas correctement contextualisée ni incorporée au-delà du diagnostic.¹⁹

19. Interviews OCE Guatemala, OCE Niger, OCE Honduras et OCE Mozambique

Un enseignement important est l'urgence de la production de connaissances, par la systématisation des enseignements tirés dans ce domaine, qui fournirait des informations sur les principales interventions sur le terrain, les contextes dans lesquels elles ont été mises en œuvre et les résultats obtenus.

D'autre part, la création d'indicateurs appropriés pour les projets de nutrition sur les questions de genre est essentielle pour identifier, de manière réelle, l'existence d'impacts en termes de transformations de genre permettant d'améliorer l'état nutritionnel et l'alimentation.

Une autre leçon importante est la nécessité de renforcer les capacités des techniciens travaillant dans les OCE, par le biais de cours de formation sur le genre ou d'échanges d'expériences, ce qui permettrait de pallier le manque de ressources humaines spécialisées dans ce domaine sur le terrain.

Soutien bilatéral (par exemple dans les politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle) combiné au financement des ONGD

Les ONG permettent cette approche territoriale et connaissent les réalités des communautés. Le financement contribue à mettre l'accent sur la coordination et l'intersectionnalité au niveau local. En outre, les ONG sont les « yeux » de la coopération, ce qui permet aux OCE d'obtenir une analyse de la réalité et de l'évolution de la situation. Cela est particulièrement important dans les pays en conflit. Par exemple, au Niger :

“En lien avec la sécurité du contexte, il est de plus en plus difficile de contextualiser, il faut connaître le terrain, et pas seulement parler aux ONG et aux gens sur le terrain. Parfois, dans notre agence, en fonction de la personne qui en est responsable dans chaque pays, les actions bilatérales sont plus prioritaires que d'autres types d'actions qui, en fin de compte, vous donnent plus de contexte [...] Je pense que là où nous apprenons le plus au niveau de la nutrition dans l'agence, c'est par l'intermédiaire des exécutants, qui sont des ONG, l'UNICEF.... Mais pour cela, il faut discuter avec eux et pour cela [il faut les financer]”

Interview OCE Niger

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	---	---	---------------------------------------	-----------------------------

Au niveau mondial, les ONGD ont joué un rôle clé de plaidoyer pour s'éloigner de la conceptualisation de la nutrition comme un problème purement technique ou médicalisé, et l'intégrer dans une critique plus large des systèmes alimentaires. Cela les a conduit (en collaboration avec les mouvements sociaux) à la:

“Dénonciation de l'injustice du système alimentaire et de la pauvreté qu'il engendre, des monocultures, etc. ainsi que de l'uniformisation des régimes alimentaires. La question de l'impact de ces modèles sur une nutrition adéquate avait déjà été soulevée et le fait est que la nécessité d'un régime alimentaire diversifié, basé sur une variété d'aliments, commençait à être fortement discutée. Dans ce contexte, l'accès à la nourriture ne suffit pas à assurer le développement humain”

Interview anonyme - Spécialiste 005

Interventions visant à briser les cycles de la malnutrition - changements structurels et programmes de solutions nutritionnelles locales

La logique d'intervention de l'AECID en matière de nutrition a toujours été liée aux déterminants de la malnutrition, tels que la pauvreté, le manque d'eau et d'assainissement, la production agricole, le genre. D'autres aspects se sont ajoutés progressivement, comme le changement climatique. Les interventions ont ainsi acquis un caractère multidimensionnel visant à générer des transformations culturelles. Ce mode d'intervention est lié aux territoires dans lesquels l'Agence est présente, puisque dans ces territoires, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes, la dénutrition chronique prédomine, et non la dénutrition aiguë. En raison de cela, et grâce à son expérience en matière de développement rural et de sécurité alimentaire, les interventions de l'Agence parviennent à intégrer ces transformations culturelles.

Les interventions à moyen terme sont nécessaires, et elles doivent être accompagnées d'instruments financiers qui permettent ce moyen terme. Des programmes de financement pluriannuels pour le travail avec les parlementaires, ainsi que des instruments tels que les conventions pour les ONGD, permettent aux bénéficiaires de l'aide de l'AECID d'avoir un impact plus important :

“Il faut inclure les traitements nutritionnels [pour la dénutrition aiguë] [...] il faut une cohérence entre les exercices pour avoir plus d'impact, pour être plus pertinent [...] Et ça peut varier un peu [...]. Au sein de l'Agence, nous devons disposer de stratégies à moyen terme qui soient développées avec des ressources et des moyens, parce que c'est aussi ce qui nous permettra de nous positionner en tant qu'agence au niveau thématique, au niveau sectoriel et dans les forums internationaux”

Interview OCE Niger

“Pour la nutrition [...], les conventions sont une réussite évidente. Le format convention offre la possibilité, lors de la formulation, de ne pas avoir tout défini dès le départ, mais de le formuler dans un premier processus et de le mettre à jour ensuite. [...] Par exemple, au Pérou, [...] [nous avons eu] une formulation sur la malnutrition chronique, qui nous semblait très intéressante. La flexibilité offerte par le mécanisme de la convention nous a permis de changer complètement notre façon de travailler et de développer un projet complètement différent”

Interview anonyme - Spécialiste 006

Cette même vision de la nutrition est actuellement promue dans les territoires touchés par la dénutrition aiguë, où l'on cherche activement à renforcer la résilience. À cette fin, le travail sur les moyens de subsistance est essentiel, tout comme l'identification et la promotion de solutions locales, y compris celles pour le traitement de la dénutrition aiguë. À titre d'exemple, au Niger, la fortification des farines locales est encouragée pour renforcer la nutrition infantile, car la dépendance aux aliments prêts à l'emploi et les contextes de conflit entraînent une hausse des prix de ces produits, ce qui limite la possibilité d'y avoir accès.

Il n'y a pas de programmation ni de poids financier spécifique pour lutter contre la malnutrition en termes d'obésité et de maladies non transmissibles

Le surpoids et l'obésité ont explosé depuis 1990 ; en 2022, 43 % des adultes âgés de 18 ans et plus étaient en surpoids et 16 % obèses, et 37 millions d'enfants de moins de 5 ans étaient en surpoids²⁰; ces chiffres inquiétants devraient mobiliser l'aide publique au développement, de telle sorte que les projets et les programmes intègrent des actions à double objectif, c'est-à-dire des actions visant à réduire la malnutrition tout en générant des impacts sur la réduction de l'excès de poids.

Cependant, même les investissements destinés à la prévention ou à la réduction du surpoids, de l'obésité et des maladies non transmissibles restent timides. C'est une constante pour la Coopération internationale qui n'est pas étrangère à l'AECID. Cependant, l'AECID a franchi des étapes qui la placent dans une position innovante pour aborder cette question à travers les Fronts parlementaires, qui ont réussi à faire passer des lois de promotion de l'alimentation saine et d'étiquetage des aliments, qui sont directement liées à la prévention du surpoids et de l'obésité, en encourageant la population à réduire sa consommation d'aliments ultra-transformés. Par ailleurs, le sixième plan directeur de la Coopération espagnole établit que la priorité sera donnée à l'éradication de la faim et de toutes les formes de malnutrition : lutte contre l'insécurité alimentaire (chronique, transitoire ou saisonnière) ; lutte contre l'obésité, le surpoids et la malnutrition ; et intégration claire de la vision élargie de la malnutrition.

20. Obésité et surpoids (who.int)

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	---	---	---------------------------------------	-----------------------------

Ces avancées nécessitent un corrélat au niveau local, dans les territoires, où ces réglementations peuvent être diffusées, ou des actions peuvent être menées pour promouvoir une alimentation saine ; par conséquent, le défi pour l'AECID est d'incorporer des actions à double objectif dans toutes les interventions qu'elle soutient au niveau des territoires et aussi de les promouvoir depuis la Coopération espagnole dans son ensemble. De même, il est nécessaire de continuer à renforcer les Fronts parlementaires pour l'élaboration de normes qui génèrent des environnements alimentaires adéquats pour une bonne nutrition.

F. GESTION INSTITUTIONNELLE DE LA NUTRITION DANS L'AECID

Présence de l'AECID sur le territoire

L'une des forces les plus importantes est sans aucun doute le vaste réseau d'unités sur le terrain, constitué des bureaux de la coopération espagnole, des centres de formation et des centres culturels. La présence des bureaux de la coopération espagnole favorise une connaissance de première main de la réalité de chaque pays et territoire où l'on intervient, ainsi que la génération d'apprentissages au fur et à mesure de la mise en œuvre des projets. Cet apprentissage constitue un grand potentiel pour la construction de propositions pour les forums mondiaux de la nutrition.

Contraintes liées à la gestion des connaissances au niveau de l'Agence

De manière unanime, tant du siège, que du terrain, des ONGD et des experts, il est perçu qu'il existe une opportunité manquée en termes de gestion des connaissances au sein de l'AECID. La gestion des connaissances consiste à capturer, stocker et partager des savoirs afin que nous puissions tirer des leçons du passé et les appliquer à l'avenir²¹. Les apprentissages en nutrition - bonnes pratiques, enseignements tirés, mécanismes d'adaptation des interventions au contexte, opportunités et obstacles, etc. - ne sont ni collectés ni partagés. De plus, il n'y a pas d'espaces de réflexion entre les bureaux, les acteurs sur le terrain et le siège, en dehors des évaluations au niveau du projet, qui sont rarement utilisées pour générer des apprentissages plus larges. À cela vient s'ajouter le manque de personnel (tant au siège que sur le terrain) et le temps limité alloué à ce type d'activités.

21. UNDP 2007 <https://fsnnetwork.org/gtranslate/gtranslate.php?glang=es&gurl=resource/knowledge-management-toolkit-crisis-prevention-and-recovery-practice-area>

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	---	---	---	---------------------------------------	-----------------------------

“Nous avons une très mauvaise mémoire au sein de l’Agence, [...], nous ne savons pas, nous n’avons pas de culture de la gestion des connaissances. Cela ne fait que commencer timidement. Et cela implique que nous ayons une très mauvaise mémoire, que, parfois, les choses soient récupérées parce que tu passais par là et à ce moment-là, tu te souviens qu’il s’est fait telle ou telle chose ici. Non ? C’est pourquoi il est si important au final que ce soient les institutions qui dirigent tous ces processus. Parce qu’elles peuvent effectivement garder la mémoire du temps, des connaissances et de ce qui a été fait ici. [Sinon] En fin de compte, tu finis par discuter de choses en te disant : ‘Mais, j’ai déjà eu cette discussion il y a 10 ans ici !’”

Interview OCE Niger

Le bureau sectoriel pour le développement rural, la sécurité alimentaire et la nutrition s’est efforcé de systématiser les expériences, en élaborant des guides (y compris le présent guide), ce qui constitue un bon pas en avant. Ces initiatives ad hoc doivent être complétées par un système de partage d’expériences et d’apprentissage organisationnel intégré dans les activités courantes de l’Agence.

De plus, le réseau d’experts et d’expertes en sécurité alimentaire et nutrition a le potentiel de connecter des universitaires et des coopérants pour partager des expériences et se tenir au courant des dernières tendances et recherches en nutrition. Ce type de réseau, qui établit une communauté de pratiques, nécessite un investissement en ressources financières et en personnel de facilitation.

Visions sectorielles et géographiques à l’AECID :

L’Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) est structurée en directions géographiques, d’une part, avec la Direction de la coopération avec l’Amérique latine et les Caraïbes et la Direction de la coopération avec l’Afrique et l’Asie, et en directions de coopération thématique, d’autre part, parmi lesquelles figure la Direction de la coopération multilatérale, horizontale et financière, qui se compose notamment du Département de la coopération sectorielle, du Département des organisations non gouvernementales de développement et du Département de la coopération multilatérale, entre autres. La structure est actuellement en cours de modification, afin de mieux répondre aux caractéristiques et aux besoins de la coopération.

Auparavant, l’Agence avait privilégié la vision sectorielle, conformément aux recommandations du Comité d’aide au développement, qui préconisait une vision sectorielle en plus de la vision géographique. Actuellement, l’AECID est en cours de restructuration afin d’améliorer sa capacité de réponse aux besoins de la coopération. Traditionnellement, l’AECID a adopté une structure combinant des directions géographiques et thématiques. Cependant, elle s’oriente désormais vers la création de

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	---	---	---	---------------------------------------	-----------------------------

fonds thématiques, ce qui a entraîné la nécessité d'élaborer une stratégie claire pour l'allocation de ces fonds et la coordination entre les visions sectorielles et géographiques²².

Au-delà des aspects sectoriels ou géographiques, la coordination interne est essentielle pour intégrer la vision sectorielle dans une approche territoriale, c'est pourquoi la mise en place de mécanismes de coordination interne et l'élaboration de stratégies pour la prise de décisions et l'accompagnement requièrent l'intégration de ces deux perspectives. Cette coordination interne doit chercher à mettre en valeur et à générer des articulations internes sur le contenu des actions menées plutôt que sur leur localisation, afin de répondre à la complexité des défis de développement et des actions de développement requises par l'Agenda 2030.²³

Cette coordination nécessite également une équipe technique capable de soutenir les actions favorisant une coordination continue et une évaluation périodique des progrès sectoriels intégrés dans les territoires. Il est donc essentiel que la restructuration puisse considérer cet aspect comme l'un des éléments clés pour favoriser sa capacité de réponse, dans un contexte marqué par un manque de ressources humaines spécialisées dans des domaines clés de l'investissement dans le développement²⁴.

22. AECID - Agence espagnole de coopération internationale au développement

23. Microsoft Word - 01 REFORMA_AECID_Informe_GT_Capacidades_junio_2021 (consejocooperacion.es)

24. Microsoft Word - 01 REFORMA_AECID_Informe_GT_Capacidades_junio_2021 (consejocooperacion.es)



RECOMMENDATIONS

10

GESTION DES CONNAISSANCES

Créer des systèmes d'apprentissage et partager des expériences au sein de l'AECID et avec d'autres professionnels du secteur et sur le terrain, en collaboration avec le monde académique. Un système intégral de gestion des connaissances pour la sécurité alimentaire et la nutrition doit se concentrer sur la collecte, le partage et l'exploitation des expériences et des enseignements tirés de divers programmes et initiatives. Le système doit faciliter la collaboration intersectorielle, promouvoir des approches innovantes et garantir l'accès à des connaissances précieuses pour éclairer les politiques et les programmes futurs. Il est essentiel d'intégrer des mécanismes permettant de documenter les meilleures pratiques, de faciliter le partage des connaissances entre les parties intéressées et de diffuser les résultats auprès d'un public plus large.

- Élaborer des outils standardisés et des notes directrices pour documenter les enseignements tirés et les expériences issues de différents projets et programmes.
- Mettre en place une plateforme ou une base de données centralisée pour stocker et organiser tous les produits de la connaissance, afin de les rendre facilement accessibles aux parties intéressées concernées.
- Organiser régulièrement des activités de partage des connaissances, telles que des ateliers, des échanges entre pairs et des forums en ligne, afin de promouvoir l'échange d'expériences et de bonnes pratiques.
- Créer des documents transversaux et des études de cas qui analysent les approches multisectorielles et les stratégies innovantes pour relever les défis de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
- Participer activement et contribuer à des initiatives et à des mouvements mondiaux (tels que Scaling Up Nutrition) afin de rester en contact avec les derniers développements dans le domaine.
- Mettre en œuvre un système permettant de mesurer et de documenter l'engagement politique et les changements de politique liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, afin de suivre les progrès et d'informer les futurs actions de plaidoyer.
- Mobilisation d'experts en nutrition - compléter l'expertise généraliste par des experts en nutrition au siège et dans les OCE, en tant que personnel ou contractuels via des projets, en développant les capacités des employés de l'AECID au siège et dans les OCE.s

UTILISER LES RESSOURCES FINANCIÈRES POUR INCITER ET PROMOUVOIR LES POLITIQUES ET L'INTERSECTORIALITÉ, AINSI QUE L'ARTICULATION DANS LES TERRITOIRES

Ces stratégies incluraient la création d'alliances multisectorielles, l'utilisation de financements mixtes et la mise en œuvre de programmes de nutrition articulés au niveau local. Ces actions visent à améliorer la coordination entre les différents secteurs et niveaux de gouvernement afin de relever les défis nutritionnels de manière intégrale.

- Fonds de nutrition pluriannuels et multisectoriels : créer des fonds dédiés aux projets de nutrition impliquant plusieurs secteurs.
- Partenariats public-privé : encourager la collaboration entre les gouvernements, les entreprises et les ONG pour financer des initiatives en matière de nutrition.
- Microfinance : octroyer des microcrédits aux communautés locales pour des projets de nutrition durable.
- Formation des fonctionnaires locaux : fournir une formation en nutrition au niveau municipal.
- Cartographie des acteurs locaux : identifier et systématiser les pratiques de coopération décentralisée au sein des municipalités.
- Participation communautaire : impliquer la communauté dans la planification et l'exécution des projets de nutrition.
- Établir des partenariats avec les municipalités et autres gouvernements locaux pour mettre en œuvre l'ODD 2 au niveau local.
- Mettre en œuvre des projets pilotes dans les municipalités afin de tester et d'ajuster des stratégies avant de les généraliser.
- Intégrer l'approche de gestion des conflits dans les programmes de nutrition dans les pays confrontés à des conflits intra ou intercommunautaires.

DÉVELOPPER DES CAPACITÉS ET DES RESSOURCES POUR L'ANALYSE DU CONTEXTE

Pour une agence de coopération pour le développement dans le domaine de la nutrition, il est essentiel de développer des capacités et des ressources pour l'analyse du contexte. Cela implique de promouvoir et de recruter des compétences internes afin de comprendre le contexte spécifique d'intervention et ses dimensions politiques, économiques, sociales et culturelles. Il est recommandé de recruter des anthropologues appliqués, de manière temporaire ou permanente, ainsi que de former le personnel actuel à l'analyse du contexte. De plus, il est crucial d'établir des collaborations à long terme avec des chercheurs afin d'assurer une approche intégrale et durable.

- Recrutement d’experts : intégrer des anthropologues pour l’analyse du contexte, à travers le recrutement du personnel AECID, ainsi que dans le cadre du recrutement des projets de nutrition.
- Formation continue : offrir une formation régulière en analyse de contexte et en analyse socioculturelle aux employés AECID travaillant dans le domaine de la nutrition.
- Collaborations universitaires : établir des partenariats avec des universités et des centres de recherche.
- Évaluations périodiques : procéder à des évaluations régulières du contexte afin d’adapter les stratégies.
- Participation communautaire : impliquer les communautés locales dans le processus d’analyse du contexte par le biais de techniques participatives et ethnographiques intégrées dans les projets de nutrition.

FINANCEMENT À MOYEN TERME POUR ASSURER LA CONTINUITÉ ET L'IMPACT DES PROGRAMMES

En explorant des programmes pluriannuels pour soutenir le travail, ainsi que des interventions flexibles et pluriannuelles telles que les conventions pour les ONGD, etc.

Une plus grande participation des bureaux de la coopération espagnole dans les pays partenaires peut y contribuer, en fournissant des avis et des conseils sur le financement des projets de la CE, afin de compléter les interventions existantes et d’assurer la continuité des impacts jusqu’à ce que les territoires soient "gradués".

Il est également essentiel de garantir des interventions de base complémentaires dans les territoires, afin que les foyers puissent bénéficier d’interventions clés pour améliorer la nutrition et qu’un impact adéquat puisse être généré.

NÉCESSITÉ D'ÉQUILIBRER LES DIFFÉRENTES PRIORITÉS EN MATIÈRE DE MALNUTRITION AIGÜE ET CHRONIQUE ET DE MALNUTRITION EN FONCTION DES FORCES DE LA COOPÉRATION ESPAGNOLE, AFIN DE MAXIMISER L'IMPACT : METTRE EN PLACE DES MÉCANISMES DE PRIORISATION POUR LES INTERVENTIONS EN NUTRITION

Différents experts et acteurs de la nutrition interrogés saluent le travail effectué sur la dénutrition chronique, grâce à une expertise et à des relations ainsi qu’à des capacités institutionnelles historiques pour traiter ces problèmes, en particulier en Amérique Latine (FAO, Gabriel Ferrero, OCE). Cependant, d’autres recommandent à l’AECID de

concentrer ses efforts sur la dénutrition aiguë, notamment dans les pays africains, qui sont progressivement oubliés par l'aide officielle au développement (AOD) en raison de changements géostratégiques. De plus, l'épidémie de maladies non transmissibles liées à la malnutrition progresse dans les pays bénéficiaires de l'aide espagnole. Il est donc nécessaire de mettre en place un mécanisme de priorisation au sein de l'AECID, en tant que produit de la construction de la stratégie contre la faim, en s'appuyant sur le travail préalable et l'expertise de l'AECID, où elle est la mieux positionnée pour générer un impact, sachant que la Coopération espagnole n'est qu'un acteur global parmi d'autres dans le domaine de la nutrition et qu'elle doit trouver sa place sans chercher à tout faire. L'important est de déterminer consciemment le « créneau » de la nutrition de l'AECID et de le coordonner et de l'aligner avec d'autres acteurs et donateurs (par exemple, l'Union européenne). Par ailleurs, il ne s'agit pas de choisir entre la faim aiguë et la faim chronique, car il est possible (comme le font d'autres donateurs tels que l'USAID, l'Allemagne ou la Suisse) de mettre en place des programmes qui combinent des interventions contre la dénutrition aiguë et chronique et contre les maladies non transmissibles liées à la nutrition.

L'expérience de l'AECID dans le domaine du développement rural, de la sécurité alimentaire et de la nutrition suggère que, au-delà du débat sur la dénutrition chronique ou l'eau, il convient d'intégrer les aspects suivants :

- Travailler sur des actions à moyen et long terme, en renforçant les moyens de subsistance pour aider le ménage à éviter de retomber dans les conditions qui conduisent à la dénutrition des enfants.
- Renforcer et contribuer à transformer les déterminants de la malnutrition, tels que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, l'éducation des femmes, l'autonomisation des femmes, la production liée à la diversification de l'alimentation, entre autres.
- Incorporer des actions à double objectif, c'est-à-dire lutter à la fois contre la malnutrition et contre le surpoids et l'obésité.
- Territorialiser la dénutrition, en identifiant les zones spécifiques d'un pays où il est nécessaire de travailler sur la dénutrition chronique, aiguë ou les deux.

Positionnement à l'échelle internationale

Dans ce positionnement, il s'agit de mettre en avant ce qui a fonctionné de manière cohérente dans la Coopération espagnole et ce qui a eu un impact important. L'Espagne jouit d'une vaste expérience en matière de nutrition grâce à une approche multidimensionnelle et bénéficie de l'avantage d'être présente sur le terrain, ce qui lui permet d'acquérir des apprentissages de première main. Cependant, la gestion limitée des connaissances et l'absence de canaux d'apprentissage ne contribuent pas à faire en sorte que ces apprentissages enrichissent la proposition et l'action de l'AECID en matière de nutrition. C'est pourquoi il est nécessaire d'établir des canaux d'apprentissage et de systématiser les expériences, afin que celles-ci fassent partie intégrante de la proposition présentée par l'Espagne à l'échelle internationale.

En dépit des limitations, l'AECID a soutenu des expériences innovantes qui constituent des solutions pour aborder la malnutrition ainsi que ses déterminants. En ce sens, l'Espagne peut promouvoir des approches et des interventions afin que d'autres pays les mettent en œuvre et les financent. Les forces de l'AECID qui méritent d'être mises en avant dans les forums mondiaux incluent :

- Le travail avec des institutions publiques : soutien institutionnel et des politiques publiques en matière de nutrition
- Le cadre du droit humain à l'alimentation comme moyen de garantir la nutrition
- L'importance des interventions spécifiques de genre dans le domaine de la nutrition et de la transversalisation de la dimension de genre
- L'importance de l'approche communautaire et familiale dans le cadre d'interventions à long terme adaptées aux contextes spécifiques et faisant partie du développement territorial intégré dans les politiques publiques.

Il est important que ce plaidoyer en faveur de la nutrition et que les approches de l'AECID en matière de nutrition dans les forums mondiaux soient accompagnés d'engagements financiers dans les secteurs et types d'interventions qui sont développées.

Aspects à intégrer dans les interventions :

Les projets de nutrition de l'AECID comprennent des actions qui cherchent à renforcer l'agenda et les actions des gouvernements locaux à travers la coordination et le renforcement d'espaces de dialogue ; pour y parvenir, il est essentiel d'améliorer les connaissances et les outils pour aborder la nutrition dans les gouvernements infranationaux, mais aussi de renforcer leur capacité de gestion et l'utilisation des outils, afin que les gouvernements locaux soient ceux qui dirigent ces processus. En outre, cela se fait dans le contexte de pays dont les processus de décentralisation de la prise de décision ne sont pas encore consolidés, de sorte que les décisions au niveau local sont marquées par le degré de décentralisation au niveau national. Pour cette raison, il est essentiel de proposer, dans le cadre des projets, une action au niveau des gouvernements centraux visant à renforcer les processus locaux.

De même, cette stratégie, accompagnée d'actions spécifiques, renforcerait la gestion au niveau des ministères, en vue d'une meilleure gestion de la nutrition.

D'autre part, l'expérience de l'AECID dans les pays à revenu intermédiaire requiert la mise en œuvre d'actions à double objectif, c'est-à-dire des actions visant à réduire et à prévenir la dénutrition, ainsi que le surpoids et l'obésité. Ces besoins ont été reflétés dans les lois promues dans le cadre des Fronts parlementaires, cependant elles ne sont pas encore incluses dans les interventions.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, où l'expérience des Fronts parlementaires s'est traduite par l'élaboration de lois pour l'amélioration de l'alimentation et de la

PRÉSENTATION	SECTION 1. PARAMÈTRES DE L'ÉTUDE ET CADRE CONCEPTUEL	SECTION 2. PANORAMA MONDIAL DE LA NUTRITION	SECTION 3. HISTORIQUE ET TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID	SECTION 4. TENDANCES DES INTERVENTIONS NUTRITIONNELLES DE L'AECID EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	SECTION 5. ABORDER LA NUTRITION PAR UNE APPROCHE INNOVANTE : LES FRONTS PARLEMENTAIRES	SECTION 6 : ÉTUDES DE CAS - APPROCHE DE LA NUTRITION SUR LE TERRAIN	SECTION 7. GENRE ET AUTRES INTERSECTIONNALITÉS DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION NUTRITIONNELLE DE L'AECID	SECTION 8. FORUMS MONDIAUX SUR LA NUTRITION PASSÉS, PRÉSENTS ET FUTURS ET RÔLE DE LA PARTICIPATION DE L'AECID	SECTION 9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	SECTION 10. RECOMMANDATIONS
--------------	--	---	---	---	--	---	---	---	--------------------------------	-----------------------------

nutrition, il est nécessaire de renforcer le lien entre les interventions sur le terrain et l'action des Fronts parlementaires. De cette manière, l'expérience de terrain peut contribuer à la formulation de propositions de lois qui alimentent le travail des parlementaires et, de la même façon, ce lien peut nourrir la mise en œuvre de ces lois sur le terrain.

De même, ce lien doit s'étendre au travail mené avec les Observatoires pour le droit à l'alimentation, qui intègrent les recherches et qui peuvent être connectés aux besoins identifiés sur le terrain, dans le but d'orienter les recherches pour comprendre les mythes, les traditions ou autres facteurs influençant la nutrition ou d'autres aspects liés.

Mise en œuvre de nouveaux projets :

En raison de la présence importante et permanente des OCE dans les pays d'intervention, leur connaissance de la réalité est vaste. Cette connaissance permet d'identifier rapidement et de manière opportune les territoires nécessitant des investissements pour améliorer la nutrition, ainsi que de reconnaître les types d'interventions nécessaires et les déterminants de la nutrition qui doivent être abordés. Cela constitue une force importante, qui pourrait préétablir les territoires à intervenir en matière de nutrition ainsi que les priorités, de sorte que les interventions soumises aux nouveaux appels à propositions puissent répondre aux besoins des territoires et à une stratégie d'interventions progressives autour des déterminants de la nutrition. Ces interventions, combinées, répondraient à des actions à long terme et de nature multidimensionnelle.

Évaluation des progrès :

Les projets de l'AECID incluent généralement le financement d'évaluations mesurant l'impact et l'efficacité des interventions par rapport aux objectifs fixés. Dans les contextes où le travail est effectué dans le cadre du Programme de nutrition, il est essentiel de procéder à des évaluations périodiques pour déterminer si les projets contribuent à l'amélioration de l'état nutritionnel de la population.



MINISTERIO
DE ASUNTOS EXTERIORES, UNIÓN EUROPEA
Y COOPERACIÓN



aecid



Cooperación
Española

Av. Reyes Católicos, 4
28040 Madrid, Espagne
Tel. +34 91 583 81 00
www.aecid.es